



HAL
open science

**Enquête sur la consultation de juin 2016 liée au
transfert de l'aéroport de Nantes à
Notre-Dame-des-Landes : quels sont les déterminants du
vote des individus sur un conflit devenu symbole ?**

Nicolas Gogendeau

► **To cite this version:**

Nicolas Gogendeau. Enquête sur la consultation de juin 2016 liée au transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes : quels sont les déterminants du vote des individus sur un conflit devenu symbole ?. Sociologie. 2017. dumas-01650164

HAL Id: dumas-01650164

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01650164>

Submitted on 5 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Enquête sur la consultation de juin 2016 liée au transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes :

Quels sont les déterminants du vote des individus sur un conflit devenu symbole ?



Mémoire de Master 2 Sociologie, Recherche, Université de Nantes

Année universitaire : 2016-2017

Nicolas GOGENDEAU

Enseignant référent : Marie CHARVET

Membre du jury : Martine MESPOULET



UNIVERSITÉ DE NANTES

Sources des images de couverture : A gauche, les autocollants des opposants et des soutiens au projet : <http://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/nantes-metropole/nantes/notre-dame-landes-referendum-juin-loire-atlantique-950727.html>; en haut à droite, aéroport de Nantes-Atlantique : <http://www.nantes.aeroport.fr/>; en bas à droite, le potentiel aéroport de Notre-Dame-des-Landes : <http://www.20minutes.fr/nantes/1870147-20160627-dame-landes-10-idees-recues-nouvel-aeroport-passees-crible>.

**Enquête sur la consultation de juin 2016 liée au transfert de
l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes :**

**Quels sont les déterminants du vote des individus sur un conflit
devenu symbole ?**

Mémoire de Master 2 Sociologie, Recherche, Université de Nantes

Année universitaire : 2016-2017

Nicolas GOGENDEAU

Enseignant référent : Marie CHARVET

Membre du jury : Martine MESPOULET



UNIVERSITÉ DE NANTES

Avant-propos

Je tiens tout d'abord à remercier l'équipe pédagogique du master RMDS de l'Université de Nantes et plus particulièrement son directeur Jean-Noël Retière. Je remercie également Marie Charvet qui a dirigé ce mémoire de manière avisée et en m'apportant de précieux conseils.

L'ensemble des personnes ayant répondu aimablement à mes questions et celles qui m'ont permis de les rencontrer reçoivent également mes remerciements appuyés, car sans elles, ce travail n'aurait pu voir le jour.

Madeline Blanchard et Mélodie Renvoisé m'ont aidé à trouver des enquêtés, je les en remercie, tout comme mon grand-père Michel Seillé. Je remercie également Evelyne Gogendeau, Kheloudja Amer, Corentin Le Tron—Guibard et Antony Girardeau pour leurs conseils et soutien moral ou technique. Delphine Le Tron—Guibard et Amaury Barbereau reçoivent également mes remerciements pour leur relecture de l'*abstract*. Philippe Courpotin, pour sa relecture précise, tient aussi une place importante dans ce travail, je l'en remercie, tout comme les autres personnes de mon entourage qui m'ont apporté tout leur soutien et contribué même de loin à la réalisation de ce mémoire. Je remercie enfin Jean Rivière pour ses conseils et sa disponibilité qui m'ont bien aidé.

Introduction

En Mai 2017, Nicolas Hulot fait son entrée au gouvernement après le succès d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle. Désormais ministre de la transition écologique et solidaire, ce porte-parole médiatique de l'écologie en France va devoir gérer de nombreux dossiers épineux, dont celui du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Nicolas Hulot étant opposé à ce projet d'infrastructure aéroportuaire au nord de Nantes, son entrée au gouvernement aurait pu être une bonne nouvelle pour les opposants au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique. Mais le nouveau ministre a fait savoir qu'il fallait respecter les résultats de la consultation organisée en juin 2016, à l'issue de laquelle le « oui » au transfert de l'aéroport actuel à Notre-Dame-des-Landes l'a emporté. Cette consultation était censée mettre fin au conflit qui oppose pro et anti-aéroport depuis une cinquantaine d'années, en vain puisqu'elle n'a eu à cette heure aucun effet. De plus, le nouveau Président, Emmanuel Macron est resté flou sur ses intentions sur le dossier de ce projet d'envergure, nommant simplement un médiateur quelques jours après sa prise de fonction, pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois. Après cette date, l'incertitude reste totale et le Président n'a pas exclu des interventions des forces de l'ordre sur la zone contrôlée par les opposants au projet, qui empêchent tout début des travaux. L'issue, quelle qu'elle soit, de ce projet, semble donc encore devoir attendre quelques mois, au grand désarroi des pro-aéroport mais aussi de leurs adversaires qui craignent une tentative d'évacuation de la ZAD (Zone d'Aménagement Différé, transformée et renommée en Zone A Défendre par ses occupants).¹

La fin de ce feuilleton vieux d'environ cinquante ans n'est pas près d'être connue, et le sujet revient dans l'actualité à chaque soubresaut de l'un des deux camps ou de la justice et de l'État. C'est la DATAR (Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) l'organe aménageur de l'État central, qui dans les années soixante envisage un nouvel aéroport dans le bocage du Pays nantais, pour renforcer la puissance et l'attractivité de la désormais métropole d'équilibre Nantes – Saint-Nazaire, qui avec sept autres agglomérations devaient contrer la macrocéphalie parisienne (C. Riolland-Juin, 2016). Par conséquent, en 1974, une ZAD (Zone d'Aménagement Différé) est décrétée entre les bourgs ruraux de Vigneux de Bretagne et Notre-Dame-des-Landes. Mais, avec les chocs

¹ Voir : http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/18/notre-dame-des-landes-les-positions-de-macron-philippe-et-hulot-sur-ce-dossier-embourbe_5130086_3244.html

pétroliers successifs et une forte mobilisation locale de certains élus et des paysans locaux des gauches alternatives ayant participé au mouvement de mai 68, le projet est rapidement mis de côté (L. Avry, 2010).

Il est réactivé plus de deux décennies plus tard par le gouvernement socialiste de Lionel Jospin, qui lance un débat public sous l'égide de la CNDP (Commission Nationale du Débat Public). L'opposition se remobilise aussi en parallèle et les associations de lutte créées aux premières heures du projet reprennent du service. En 2008, le dossier voit sa légitimité politique renforcée par la DUP (Déclaration d'Utilité Publique) qui est actée et proclame le projet utile pour l'intérêt général (F. Barbe, 2016). Cette DUP, loin de démotiver les opposants accélère et intensifie leurs actions, et ils sont progressivement rejoints par de nouveaux acteurs, d'horizons divers (politiques, syndicaux, associatifs) et aux idéologies assez hétérogènes bien que pouvant trouver un terrain d'entente (anarchistes, altermondialistes, gauches radicales, communistes...). Ainsi, dès 2009, un appel à l'occupation de la ZAD est lancé, et aujourd'hui, cette zone rebaptisée zone à défendre, est peuplée d'environ 300 personnes, dites zadistes, cohabitant avec les habitants historiques du lieu. La lutte contre ce projet entre alors dans une nouvelle dimension, change d'échelle et s'inscrit désormais à l'agenda politique national (A-L. Pailloux, 2015). Les anti-aéroport multiplient les actions et ne se contentent plus de recours juridiques, ils investissent les rues, adoptent de nouveaux types de mobilisations et élargissent leur répertoire d'actions. Ils occupent dorénavant un territoire de 1650 hectares parfois illégalement, ce qui est d'ailleurs leur arme principale aujourd'hui et qui gêne considérablement le pouvoir nantais et national.

D'ailleurs, cette occupation partiellement illégale de cette zone par les zadistes, aux relents communards, a subi les assauts des forces de l'ordre fin 2012, pour récupérer un territoire devenu pour les porteurs du projet, une zone de non-droit. Malgré plusieurs semaines d'affrontements et la mise en œuvre de moyens impressionnants du côté du pouvoir, cette opération d'évacuation dite César, est un échec et la zone n'est à ce jour pas évacuée. La ZAD est aujourd'hui pour partie un territoire autogéré d'expérimentations politiques, démocratiques ou écologiques, un laboratoire à ciel ouvert où se rencontrent des gens de mondes différents et où les militants alternatifs multiplient les initiatives et élaborent des projets « pour un monde débarrassé du capitalisme » (S. Bulle, 2016 b).

En 2016, pour sortir de l'impasse créée par ce conflit, l'État décide de la mise en place d'une consultation à l'échelle du département de la Loire-Atlantique. Les habitants étaient appelés à se prononcer sur le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes. Le « oui » au transfert l'a emporté avec un peu plus de 55% des

voix, avec une participation d'environ 51%, mais depuis la proclamation des résultats, rien n'a bougé et les travaux n'ont toujours pas démarré.

Le projet est toujours d'actualité, mettant en présence d'un côté des opposants de longue date et de l'autre la métropole nantaise, le département de Loire-Atlantique et l'État. Cela montre bien la capacité des métropoles aujourd'hui, devenue des territoires puissants et influents, à piloter des projets d'envergure, y compris en dehors de leur territoire, comme c'est le cas pour ce projet d'aéroport surtout porté par les édiles nantais (Y. Fijalkow, 2007).

C'est cette consultation de juin 2016 qui va nous intéresser ici. De par l'aspect récent de ce vote, il n'a que très peu été étudié en sciences sociales pour le moment, même si Jean Rivière, géographe à l'université de Nantes, en a dressé un bilan sociogéographique dans les semaines qui ont suivi.² Notre propos était à l'origine d'explorer les déterminants du vote lors de cette consultation et de se positionner en conséquence dans les recherches en sciences sociales sur la crise de l'aménagement du territoire et les contestations grandissantes de tous types de projets. La démarche de cette étude s'inscrivait donc dans la sociologie des mouvements sociaux³ ou de la géopolitique de l'aménagement du territoire⁴, qui étudient par exemple l'émergence de l'altermondialisme ou de nouveaux types de mouvements sociaux.⁵ De plus, le conflit autour de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est assez peu étudié par les sciences humaines, de par son caractère sensible et politique, qui rebute peut-être certains chercheurs. Quelques géographes ou sociologues s'y intéressent tout de même, nous pouvons citer ainsi les travaux de Jean Renard⁶, ou le numéro de *Noroi* sur les « Conflits de lieux, lieux de conflits » qui regroupe des articles de géographes et de sociologues ayant travaillé sur la question⁷ et qui est d'ailleurs largement mobilisé dans ce travail.

Nous avons fait le choix d'interroger des personnes *lambda*, plus ou moins proches des mouvements pro et anti-aéroport, pour comprendre leur vote lors de la consultation. Nous

² Voir RIVIERE J., 2016, Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, *Noroi*, numéro 238-239

³ Un vaste champ de la sociologie avec quelques auteurs emblématiques, on pense notamment à Lilian Mathieu ou Eric Neveu pour n'en citer que deux.

⁴ Un champ d'étude assez restreint, avec notamment Philippe Subra comme figure centrale.

⁵ Comme Isabelle Sommier par exemple.

⁶ Voir RENARD J., RIALLAND-JUIN C., 2013, Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : les rebonds d'un aménagement conflictuel, *Géoconfluences*

⁷ Voir *Noroi*, 238-239, mis en ligne le 17 octobre 2016. <http://noroi.revues.org/5843>

avons réalisé douze entretiens qualitatifs semi-directifs avec des individus contactés soit par le biais d'interconnaissances soit par la prise de contact avec des mairies et des associations, lesquelles nous ont facilité la mise en relation avec des pro-aéroport.⁸ Cette méthode nous semblait la plus appropriée et plus pertinente qu'une enquête par questionnaire pour appréhender le comportement électoral de ces citoyens. En effet, afin de cerner le rapport au politique des individus, il importe de mettre en évidence des informations qu'un questionnaire aurait pu occulter. Au contraire, un entretien semi-directif est beaucoup plus libre, et permet de saisir une réalité plus complexe. Nous proposons donc ici de dresser une présentation synthétique de nos douze personnes interrogées. Sur nos douze enquêtés, sept sont en retraite, trois des femmes, six sont favorables et six sont hostiles au projet d'aéroport. On compte parmi eux quatre membres d'associations pro ou anti-aéroport et un ancien membre, cinq syndiqués ou ex-syndiqués et deux anciens élus. Nous commencerons par les personnes opposées à l'aéroport, par l'ordre alphabétique de leurs prénoms, puis par les personnes soutenant le projet.

Marie-Jeanne et Bernard, grands-parents d'une amie, m'ont accueilli le 20 février 2017 dans leur maison neuve de Bouguenais. Notre entretien très chaleureux a duré 1h38, dans la salle à manger, autour d'un verre. Respectivement retraités d'une compagnie d'assurance et de la Poste, Marie-Jeanne et Bernard, 70 et 78 ans, ont eu deux fils, l'un informaticien et l'autre comptable. Les parents de Marie-Jeanne étaient livreur pour son père et concierge en ce qui concerne sa mère, et ceux de Bernard étaient paysans en Ille et Vilaine. Affichant tous deux une méfiance vis-à-vis du politique et des médias, ils se disent de droite, et s'opposent au transfert de l'aéroport actuel, qui ne les dérange en rien et qui froisserait leur conscience écologique plutôt développée.

J'ai rencontré Catherine et Philippe le 22 février 2017, dans leur longère d'un petit village de Notre-Dame-des-Landes non loin du bourg, pendant 2h06. J'avais pris contact avec Catherine chez mon grand-père, auprès duquel elle intervenait comme aide à domicile et nous avons convenu d'un rendez-vous avec elle et son mari quelques jours plus tard. Après avoir débuté autour d'un premier verre dans la cave avec un voisin, l'entretien très détendu s'est poursuivi dans la cuisine, à côté du panier des chiens et avec la télévision du salon en bruit de fond. Agée de 52 et lui de 54 ans, ils sont respectivement aide à domicile et contrôleur technique automobile. Ils ont eu trois fils, l'aîné commercial, le second agent bancaire et le dernier étudiant en architecture d'intérieur. Ils sont tous deux originaires de la région et de

⁸ La grille d'entretien et un tableau récapitulatif des 12 interviewés sont à retrouver en annexe.

familles de classe populaire. Les parents de Catherine étaient mère au foyer et facteur et ceux de Philippe, mécanicien cycles pour son père et employée communale pour sa mère. Attachés à leur terroir et à leur commune, au fait de vivre à la campagne, tranquillement, ils s'opposent tous deux au projet d'aéroport. Lui a même été un virulent opposant membre de l'ACIPA, l'une des principales associations d'opposants à l'aéroport, mais a dû se contraindre à infléchir son engagement face au risque judiciaire qui aurait pu lui faire perdre son travail. Elle, bien que moins engagée et moins bien renseignée sur le sujet, le suit dans les manifestations et divers rendez-vous. Votant plutôt à droite malgré un grand fatalisme vis-à-vis du politique, ils possèdent une conscience écologique développée mais particulière notamment pour lui, qui est un chasseur de longue date.

J'ai interviewé Éric le 7 mars 2017, chez lui à Notre-Dame-des-Landes dans un lieu-dit assez reculé en pleine campagne. L'entretien a duré 2 heures et 21 minutes, et encore la discussion à propos de l'aéroport a débuté avant l'enregistrement autour de sa voiture qu'il nettoyait dehors quand je suis arrivé. Je suis entré en contact avec cet enquêté grâce à un couple précédemment interrogé vivant sur la même commune. Je suis très bien reçu par Éric, dans sa cuisine autour d'un café pour un long échange décontracté et amical. Agé de 57 ans et ouvrier agricole, il est marié à une assistante médicale et a trois enfants dont le plus jeune a une vingtaine d'année, l'un a obtenu une licence, les deux autres ont un niveau BTS. Ses parents étaient paysans et son père vit toujours sur la ZAD. Éric est issu d'une famille possédant une forte culture politique de gauche, avec des valeurs de solidarité et de fraternité solides, opposée au transfert de l'aéroport depuis le début du projet. Cette question a été un élément déclencheur d'un engagement militant chez l'interrogé, qui est aujourd'hui syndiqué à la CFDT et co-président d'une des principales associations anti-aéroport, et donc une figure historique de ce combat, qu'il considère comme faisant partie de sa vie.

Mon entretien avec Jean à Bouguenais, au sud-ouest de l'agglomération nantaise, a été réalisé le 23 février 2017 et a duré à peine une heure. Je l'ai rencontré par l'intermédiaire de ses voisins précédemment interviewés. Il me reçoit aimablement dans sa grande maison moderne et luxueuse, avec vue sur la piscine creusée du jardin. L'entretien se réalise dans une bonne ambiance même si l'interrogé semblait un peu fébrile et parfois gêné par certaines questions. Il répond d'ailleurs assez lapidairement et je suis obligé de le relancer très souvent. Agé de 42 ans, *steward* à l'aéroport situé à quelques kilomètres, il est marié à une cadre en ressources humaines et à deux enfants lycéen et étudiant. Né de parents fonctionnaires, il a été gendarme avant d'être *steward*, chose qu'il ne me révèle qu'en toute fin d'entretien. Jean se dit centriste et paraît assez volatil dans ses choix électoraux.

Le 16 mai 2017, j'ai rencontré Gilles et André au domicile nantais du premier, sous une chaleur accablante. Dans cette vaste maison typiquement nantaise et assez bourgeoise, j'ai commencé à discuter avec Gilles avant qu'André n'arrive quelques minutes plus tard et se joigne à la conversation avant que je ne commence à enregistrer. L'entretien de 1h39 m'a laissé sur ma faim car mes interviewés n'avaient pas beaucoup de temps et je n'ai donc pas pu poser toutes les questions que je voulais. Tous deux se font très pédagogues durant l'entretien et parlent au nom de l'ACSAN (Association Contre le Survol de l'Agglomération Nantaise), leur association pro-aéroport. J'ai eu beaucoup de difficulté à en apprendre davantage sur leur avis propre et leur vie personnelle, ils étaient méfiants, mais aussi très bavards et trouvaient des pirouettes quand mes questions dérangeaient. Tous deux retraités, Gilles était urbaniste et André travaillait à l'inspection académique. Ils sont un peu en concurrence dans cet entretien, c'est un peu à celui qui arrivera le mieux à m'expliquer les enjeux. C'est comme si Gilles cherchait à s'affirmer grâce à son analyse et son expertise technique lié à son poste d'urbaniste, face à André, membre ancien et influent de l'association, qui semble dominer un peu le débat.

Georgette m'a accueilli dans son appartement confortable à Saint-Herblain le 19 mai 2017. Contactée grâce à Olivier, un enquêté précédemment interviewé qui travaille chez elle pour son ménage, Georgette m'a accueilli à bras ouvert et très chaleureusement pour un entretien d'une heure et quatorze minutes, mais je suis resté plus de deux heures de plus après la fin de l'enregistrement. Nous avons discuté de sa vie d'enseignante, de son enfance, de politique et autres autour d'un petit goûter dans une ambiance amicale, bien plus détendue qu'au tout début de l'entretien, où Georgette était un peu crispée. Agée de 72 ans, cette ancienne professeur de physique-chimie a été mariée à un de ses collègues mais n'a pas eu d'enfant. Ses parents étaient viticulteurs en Lorraine. Elle vit seule dans son appartement depuis de nombreuses années dans un quartier assez populaire qui lui plaît énormément. Très attachée à l'ordre républicain et au respect des lois, elle se dit pour l'aéroport car les procédures juridiques ont selon elle, confirmé la légitimité de ce projet. C'est une femme de gauche, longtemps syndiquée à la CFDT, elle fut même responsable syndicale départementale, très ouverte, qui s'intéresse à la politique, aime découvrir de nouvelles cultures et s'ouvrir au monde.

J'ai rencontré le 10 mai 2017 Olivier, chez lui dans son petit appartement nantais très chaleureux, pour un entretien d'1h20, autour d'un verre très détendu et agréable malgré un petit stress de l'entretien au début. Ce contact m'a été transmis par une amie, qui savait

Olivier être favorable à l'aéroport. Il est âgé de 33 ans et aide à domicile même s'il veut changer de métier. Ses parents, poitevins, sont en retraite. Sa mère était institutrice dans le privé et son père photographe et artiste. Il a tendance à se dévaluer et à se sous-estimer de par des études qu'il n'a pu mener à bien et un entourage plutôt à gauche (hormis ses parents), souvent en désaccord avec lui, et pas seulement sur cette question de l'aéroport. Il a l'air parfois de prendre un malin plaisir à provoquer sur certains sujets, pour se démarquer ou par humour, comme sur le fait de consulter certains médias dominants et s'auto-analyse assez souvent. Il se dit de droite et semble être très volatil électoralement parlant.

Après une prise de contact un peu laborieuse et quelques réticences, je rencontre Guy au lendemain du 1^{er} tour de la présidentielle, le 24 avril 2017 à la maison de la vie locale de Saint-Aignan de Grand-Lieu, au sud de l'agglomération nantaise, proche de l'aéroport, dans une grande salle de réunion. Il a été contacté par la mairie de Saint-Aignan que j'avais appelée pour trouver des pro-aéroport et à qui j'avais laissé mes coordonnées. C'est donc lui qui m'a contacté en premier. Il pense d'abord que je suis journaliste et affirme en avoir assez de leur parler. Il change d'avis par la suite, en apprenant que je suis étudiant, mais reste assez méfiant. Agé de 64 ans, il était professeur d'EPS, et est marié à une ex-enseignante de comptabilité. Sa mère faisait des ménages et son père était agriculteur avant de finir sa carrière chez Airbus en tant que fraiseur. Il a deux fils, l'un promoteur immobilier et l'autre travailleur indépendant dans l'aquaponie (de l'élevage de poissons pour exploiter leurs excréments afin d'en faire de l'engrais). Il est fier de ses fils et notamment du second et de cette entreprise d'aquaponie qui est une première en France. Il se dit de gauche, mais plutôt tendance réformiste, socialiste et est syndiqué à la CFDT. Il vit à Saint-Aignan depuis 1979 et est né près du lac. Il a un réel et fort attachement à sa commune et craint qu'elle ne disparaisse si l'aéroport s'agrandit, ce qui explique qu'il soit pro-aéroport. Il est d'ailleurs membre d'un collectif pro-aéroport local, le COCETA et a été membre du conseil municipal.

Marcel m'a accueilli chez lui le 24 mai 2017, dans son appartement nantais. J'ai pu contacter Marcel grâce à une connaissance personnelle encartée au PCF, comme Marcel. Ce fut un entretien express de 48 minutes avec un enquêté pressé, qui regardait sa montre, et était mal à l'aise. A 67 ans, il est retraité de la SNCF marié à une ancienne coiffeuse, avec qui il a eu deux filles, l'une qui travaille dans la culture et l'autre dans le corps médical. Sa mère était au foyer et son père travaillait déjà aux chemins de fer. Encarté au PCF, mais aussi militant CGT, Marcel a également été élu local à Sainte-Luce-sur-Loire, sur une liste d'union de la gauche avec un maire socialiste.

A la lumière de ces entretiens riches et variés, s'intéresser uniquement aux déterminants du vote sur la consultation semblait de moins en moins pertinent. En posant des questions sur la manière de voter, le positionnement politique, la manière de s'informer, l'avis sur le projet, sur les zadistes, ou sur les enjeux environnementaux, nous en avons bien plus appris sur le rapport global à l'information et à la politique de mes interrogés que sur leur façon de voter pendant cette consultation. Le véritable intérêt de ce travail apparaît donc ici, à savoir l'étude du rapport aux médias et au politique de personnes interrogées à propos d'une consultation sur un projet contesté. En d'autres termes, le vote sur ce projet controversé d'infrastructure donne des informations sur les comportements politiques des gens et leur manière de s'informer. Le dossier Notre-Dame-des-Landes intervient donc en second plan, tout comme l'étude du vote à la consultation. Ce qui nous intéresse ici c'est l'intensité de cet intérêt pour le politique et le rapport aux médias des interrogés *via* un questionnement sur un projet qui aurait pu en être un autre. Nous avons fait parler les gens sur un conflit d'aménagement d'envergure, ce qui nous a permis de connaître leurs rapports au politique et à l'information. Le projet Notre-Dame-des-Landes aurait pu être remplacé par un autre conflit local majeur, mais en même temps il demeure très politique, ce qui explique cette facilité à distinguer les avis et les comportements politiques de mes interviewés dans mes entretiens. Adopter ce sujet m'a permis de me renseigner sur l'importance de la politique aux yeux des interrogés, et aussi sur l'influence de nombreux paramètres dans le comportement et le rapport au politique et aux médias.

Ainsi, nous pourrions distinguer le degré d'influence du militantisme, de la religion, ou de la classe sociale par exemple dans les comportements politiques et informationnels de nos enquêtés. Notre population interrogée est ici suffisamment hétérogène en termes de classe sociale, de rapport à la religion et d'intensité d'engagement militant (le fait d'avoir interrogé des pro et des anti-aéroport plus ou moins engagés est d'ailleurs particulièrement intéressant à ce sujet) pour dégager certains traits caractéristiques et analyser leur influence sur le comportement électoral par exemple. C'est donc là un moyen assez original d'obtenir des informations sur le comportement politique, électoral et le rapport aux médias de personnes plus ou moins engagées pour ou contre un projet devenu un enjeu politique national. C'est donc davantage un travail de sociologie politique que de sociologie des mouvements sociaux même si ce champ va nous servir. Nous allons donc ici chercher à comprendre ce qui peut influencer le rapport au politique et aux médias, par l'étude de l'intérêt porté à un projet d'aménagement contesté. Nous allons étudier comment un projet à forte charge de conflictualité, cristallisant les prises de position, peut influencer sur le comportement politique

des individus, tout en prenant en compte les éléments externes susceptibles de façonner leur opinion.

Pour ce faire, nous commencerons par un retour historique sur le conflit lié au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, qui fixe le contexte de notre travail, puis nous continuerons par l'étude de l'influence des éléments de socialisation antérieures des interrogés sur leur politisation, puis par le rapport global des interviewés à l'information, au politique et au vote des personnes amenées à se prononcer.

D) La consultation de juin 2016 sur le transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des Landes: le dernier épisode d'un conflit vieux de cinquante ans

Le dossier du transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes est l'un des plus anciens projets d'aménagement du pays. Lancé dans les années 1960 et tout de suite contesté par les agriculteurs locaux, mis entre parenthèse sous le président Mitterrand, puis relancé en 2000 par le gouvernement Jospin, réactivant ainsi l'opposition, le projet enchaîne les péripéties. En 2017, les travaux ne sont toujours pas débutés, et la ZAD censée les accueillir est occupée parfois illégalement. En 2016, pour reprendre la main, l'État a organisé une consultation inédite à l'échelle du département de Loire-Atlantique, à laquelle le « oui » au transfert fut majoritaire, et assez localisé géographiquement.

I.1 Historique de la mobilisation : les grandes étapes d'un conflit devenu symbole

En presque 50 ans, ce conflit, au départ simple soulèvement local d'agriculteurs militants contre les promoteurs d'un projet de nouvel aéroport, est devenu un symbole national de lutte contre le capitalisme et ses projets parfois jugés inutiles. Deux camps s'affrontent clairement aujourd'hui. Les porteurs du projet paraissent moins bien armés et mobilisent plus difficilement malgré le soutien de nombreux gouvernements successifs, de la région, du département et de la métropole nantaise. Les opposants occupent la ZAD et ont réussi à s'inscrire dans les réseaux de luttes altermondialistes, parvenant à mobiliser assez largement de manière spectaculaire et parfois novatrice.

I.1.1 Les décennies 60 et 70 ou les prémices du projet déjà contesté d'un nouvel aéroport, jusqu'au coup d'arrêt des chocs pétroliers

Le sujet du projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes fait régulièrement la une de l'actualité de ces dernières années et reste un thème de discussion récurrent pour la population du département de la Loire-Atlantique. Bien souvent, les individus suffisamment âgés vous diront que l'on en parle depuis quarante ans. D'ailleurs dans les entretiens réalisés pour ce travail, cette ancienneté du projet est évoquée parfois avec véhémence comme pour Éric : « Dès 1972, j'avais 12 ans, on nous a dit, tu vas voir ta ferme on va te la prendre, ce n'est pas la peine d'élever tes vaches ! C'était mon premier coup de gueule ! », ou avec

davantage de retenue pour Bernard : « Quand je suis arrivé en 65 à Nantes, j'avais un collègue qui habitait Héric et ils en parlaient déjà à cette époque... ».

En effet, le projet ou plutôt ses prémices datent des années soixante. En pleines « Trente Glorieuses », dans le contexte économique favorable d'une croissance qui semblait alors infinie, en dépit des premiers signes d'essoufflements, la DATAR (Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), l'organe principal du pouvoir en charge de moderniser et d'aménager le territoire français, fait état après divers travaux, de la « nécessité » d'un nouvel aéroport dans le Grand Ouest, notamment pour renforcer la métropole d'équilibre Nantes - Saint-Nazaire (C. Riolland-Juin, 2016). Ces métropoles d'équilibre s'intègrent à un ensemble de politiques volontaristes de rééquilibrage du territoire et de développement de grands équipements structurants. Nous sommes alors dans une période où le pouvoir de l'État aménageur est assez peu remis en cause et où les procédures décisionnelles sont très verticales, sans consultations locales ou très peu. Les grands travaux se multiplient, la France de la fin de mandat de De Gaulle se dote d'autoroutes et se lance pleinement dans le nucléaire civil.⁹ L'État souhaite également contrer l'hypertrophie et la macrocéphalie parisienne par une politique de rééquilibrage du territoire¹⁰, grâce notamment aux métropoles d'équilibre. Au nombre de huit en 1964 (à savoir Lille - Roubaix - Tourcoing, Nancy - Metz, Strasbourg, Lyon - Grenoble - Saint-Etienne, Marseille, Toulouse, Bordeaux, et Nantes - Saint-Nazaire), puis de douze quelques années plus tard (avec Dijon, Rennes, Clermont-Ferrand et Nice), ces métropoles sont censées recevoir des équipements et des investissements publics importants, visant à réduire les déséquilibres de développement du territoire français de cette époque.¹¹

L'objectif de la DATAR était donc de consolider la métropole Nantes - Saint-Nazaire encore inachevée aujourd'hui¹², en construisant un nouvel aéroport international pour l'agglomération nantaise, tête de pont de l'ouest français, pouvant accueillir le Concorde, alors que l'aéroport de Château-Bougon à Bouguenais (l'actuel Nantes-Atlantique) existe

⁹ Entre 1966 à 1971, six réacteurs nucléaires seront mis en service : trois sur le site de Chinon en Touraine, deux à Saint-Laurent-des-Eaux dans le Loir-et-Cher et un à Bugey dans l'Ain.

¹⁰ Dès 1947, le célèbre ouvrage du géographe Jean Gravier, *Paris et le désert français*, aborde le sujet et marque les esprits.

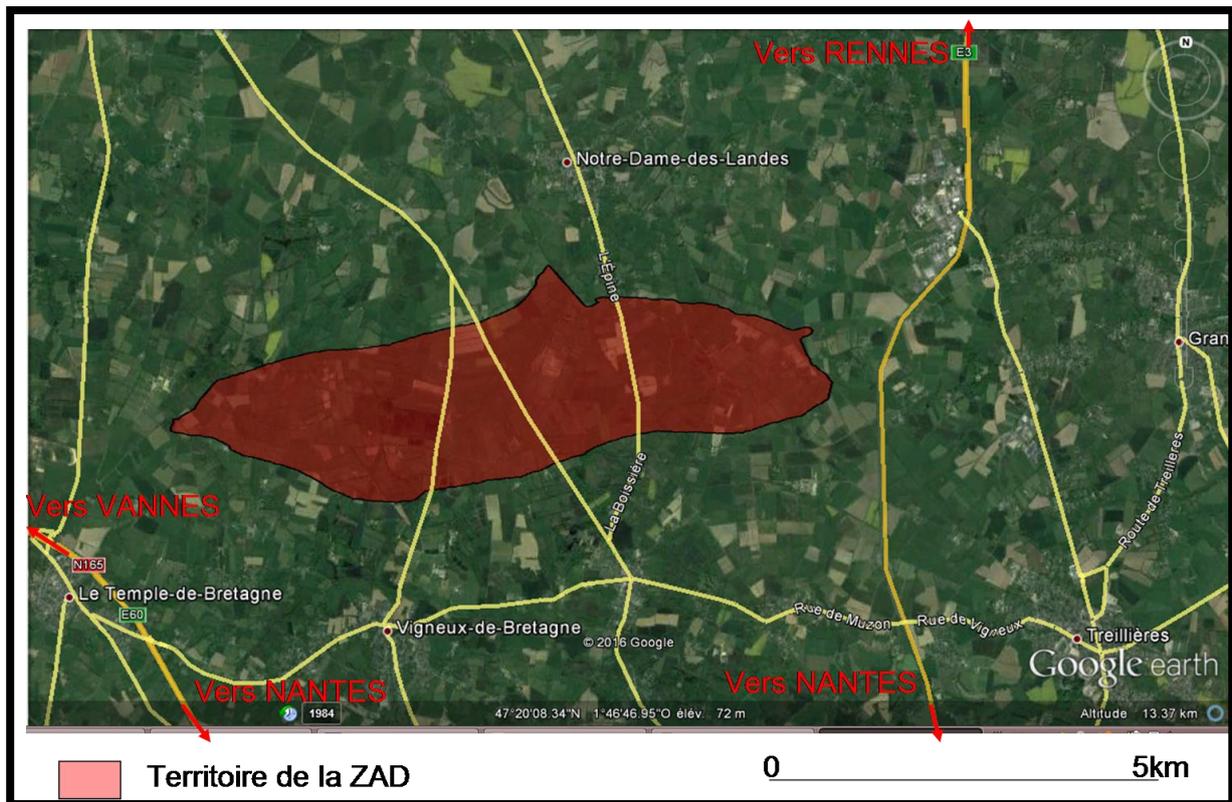
¹¹ Voir à ce sujet : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/metropole-dequilibre>

¹² La métropole Nantes - Saint Nazaire demeure une construction politique plus qu'une réalité géographique, c'est un territoire en construction, une métropole en devenir, voir à ce sujet : FRITSCH B., 2006, Nantes - Saint-Nazaire, métropole exemplaire ?, *L'Information géographique*, volume 70, p25-45

déjà. Après quelques années d'études, le site de Notre-Dame-des-Landes est retenu par la préfecture de Loire-Atlantique et les édiles nantais, déjà largement favorables au projet (L. Avry, 2010). En 1972, la décision est annoncée aux élus locaux, « dans une logique autoritaire qui, sous les apparences de la concertation, ne prévoit pas de véritable discussion » (H. Kempf, 2014, p16). C'est donc une zone rurale bocagère faiblement densément peuplée à une vingtaine de kilomètres de l'agglomération nantaise qui est choisie, s'étalant alors sur six communes, à savoir Notre-Dame-des-Landes (c'est le territoire le plus concerné par le projet, la majeure partie de la zone y étant rattachée), Fay-de-Bretagne, Grandchamp-des-Fontaines, Le Temple-de-Bretagne, Treillières et Vigneux-de-Bretagne. La zone est de plus située stratégiquement entre deux routes nationales à quatre voies, l'une Nantes-Rennes et l'autre Nantes-Vannes.

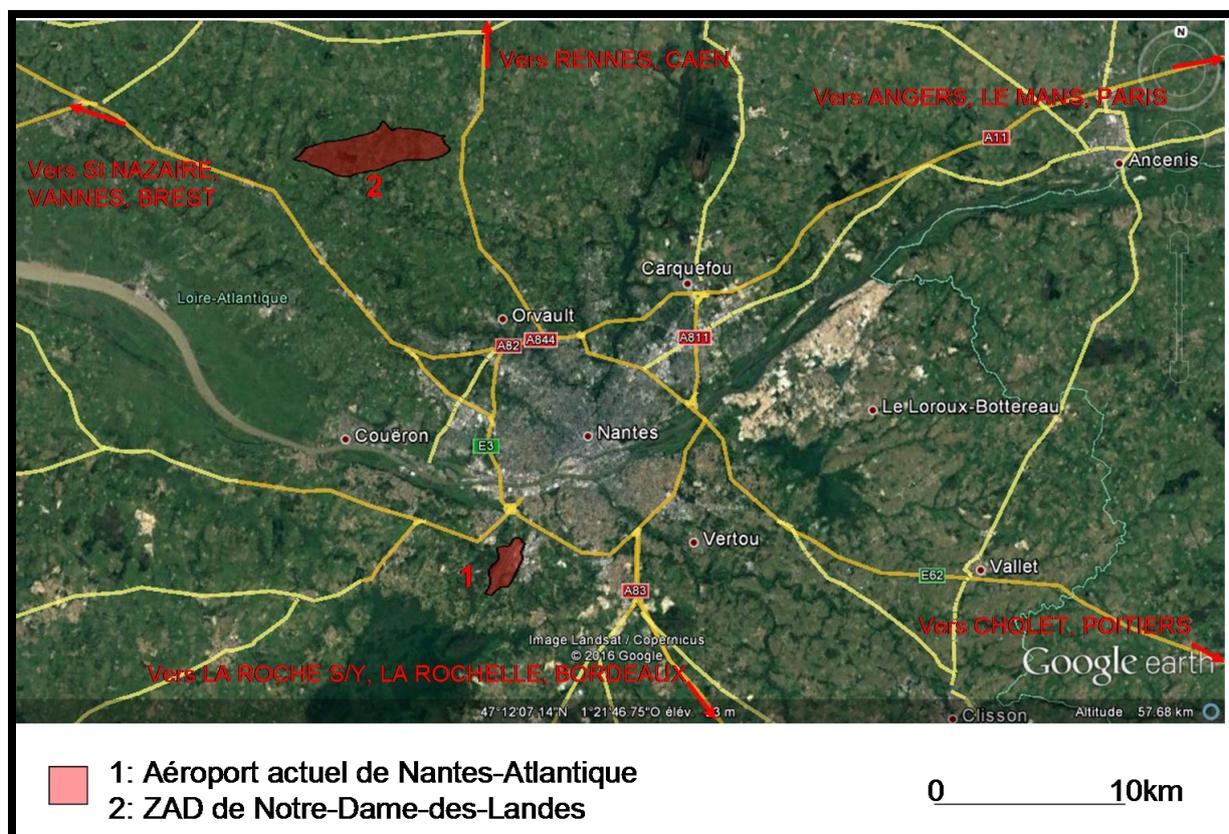
En 1974, une ZAD aéroportuaire (dans sa première acception, c'est-à-dire zone d'aménagement différé) est décrétée par arrêté préfectoral, sur 1225 hectares. Signe de la volonté des gouvernants de l'époque, cette ZAD et toutes les autres mises en place dans les mêmes années, puisqu'il s'agit d'une procédure courante pour de grandes opérations d'aménagements, permet la préemption des terrains en amont du début des travaux afin de constituer les réserves foncières nécessaires à un prix assez bas et d'éviter toute spéculation, ce qui interdit toute nouvelle installation agricole sur la zone (P. Subra, 2016). La carte suivante illustre la situation géographique de la ZAD, dont les limites n'ont pas vraiment changé depuis 1974. La deuxième figure montre la situation géographique du projet de Notre-Dame-des-Landes par rapport à l'aéroport actuel, à une petite dizaine de kilomètres au sud de la Loire et de l'agglomération nantaise.

Figure 1: La ZAD, une zone bocagère entre deux axes routiers majeurs



Conception : N. Gogendeau, d'après *Google Earth*

Figure 2: Situations géographiques de l'aéroport Nantes-Atlantique et de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes



Conception : N. Gogendeau, d'après *Google Earth*

Dès l'annonce du projet en 1972, de nombreux élus locaux s'étonnent de n'avoir pas été consultés et commencent à se montrer réticents. Par ailleurs les élites politiques régionales ou celles des régions voisines, notamment bretonnes, ne sont pas convaincues de l'utilité du projet. Finalement, les élites nantaises et celles du département sont les seules à réellement porter le projet (L. Avry, 2010). De manière plus virulente, les paysans de ce terroir bocager sauvegardé et marécageux font entendre leur mécontentement en créant l'ADECA (Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport) toujours en 1972¹³ (H. Kempf, 2014). Ces terres plutôt catholiques et de gauche abritent des paysans habitués à se mobiliser contre le pouvoir local, notamment nantais ; on garde à l'esprit que les mobilisations historiques de 1968 n'ont que quatre ans. D'ailleurs cette même année, Michel Tarin, figure emblématique locale de la lutte paysanne et du début de la lutte contre le projet d'aéroport, participe avec Bernard Lambert, autre grande figure locale et nationale, à la

¹³ Voir le site officiel de l'ACIPA : <https://www.acipa-ndl.fr/>

création de Paysans en lutte, qui deviendra Paysans-travailleurs puis la Confédération Paysanne en 1987, syndicat national d'opposition aux exploitants agricoles de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et membre du réseau agricole altermondialiste international *Via Campesina* (A-L. Pailloux, 2015). L'ouest de la France et notamment le département de la Loire-Atlantique et ses militants-paysans auront en effet été les fers de lance de l'opposition au principal syndicat agricole national, la FNSEA, productiviste et proches des élites politiques, puis au cœur de luttes nombreuses dans les années soixante concernant les conditions de vie et de travail des agriculteurs (J-P. Martin, 2014). La Confédération Paysanne est aujourd'hui un syndicat agricole minoritaire mais assez influent, marqué à gauche, et a participé à la création du réseau altermondialiste ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) en 1998 (E. Agrikoliansky, 2014). Les membres des syndicats ancêtres de la Confédération Paysanne ont participé à des luttes aussi emblématiques que celle du Larzac ou de Plogoff, réunissant de multiples courants contestataires dans les années soixante-dix, respectivement contre l'agrandissement d'un camp militaire dans les Grands Causses entre 1971 et 1981 et l'installation d'une centrale nucléaire dans le Finistère-sud, non-loin de la célèbre Pointe du Raz de 1974 à 1981 (S. Ollitraut et B. Villalba, 2014). Il y a donc un terreau favorable au déclenchement d'une opposition forte au projet d'aéroport, une opposition légitime et reconnue à l'extérieur du département.

En parallèle de leur rôle dans d'autres mobilisations en France, les paysans-travailleurs de l'ADECA vont œuvrer contre le projet en multipliant les manifestations, en résistant aux CRS présents sur la zone, et vont aussi inscrire leur lutte dans d'autres conflits locaux, donnant une épaisseur et une force supplémentaire à leur mobilisation (H. Kempf, 2014). Ainsi, comme ont l'a vu, les acteurs de cette première opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes participent et se réfèrent à d'autres conflits nationaux, mais aussi locaux tels l'aménagement de l'estuaire de la Loire ou encore deux projets de centrales nucléaires en Basse-Loire. Ils rejoignent aussi fréquemment les ouvriers et ouvrières nantais dans leurs manifestations et grèves tout au long des décennies soixante et soixante-dix.¹⁴ En effet, il se tisse là durant ces deux décennies un réseau entre les différentes luttes locales. Les projets d'aménagements structurants, pour le développement de la région et de la métropole de

¹⁴ Voir à ce propos le rapport suivant : CARTIER M., COLLOVALD A., MISSET S. (dir.), 2014, *Les conséquences biographiques des engagements militants. Espace militant et contexte local : la ville de Nantes (1960-1980)*, Rapport intermédiaire ANR SOMBRERO, 212p

Nantes – Saint-Nazaire, passant par une industrialisation de l'estuaire de la Loire, sont nombreux et contestés par les travailleurs des bastions ouvriers que sont les agglomérations de Nantes et Saint-Nazaire, mais aussi par ces paysans catholiques de gauche que nous venons d'évoquer. Un projet portuaire à l'est de Donges, abandonné depuis, mais surtout deux projets de centrales nucléaires sur la rive gauche de la Loire, vont cristalliser les tensions dans la région, en sus du site de Notre-Dame-des-Landes. Dès 1971, un premier projet de centrale nucléaire est envisagé entre Angers et Nantes, à la frontière des départements du Maine et Loire et de la Loire-Atlantique. Il est rapidement abandonné, mais remplacé par un nouveau, au sud-ouest de l'agglomération, sur la commune du Pellerin. Effectivement, en plein choc pétrolier, l'État décide de multiplier les projets de centrales pour accroître l'indépendance énergétique du pays, et abaisser les importations coûteuses d'hydrocarbures. En 1976, le site du Pellerin est retenu pour assurer l'alimentation en électricité de Nantes et de Saint-Nazaire (alimentée principalement par la centrale thermique de Cordemais, sur la rive droite de la Loire, en face du Pellerin) et sécuriser l'approvisionnement énergétique de la Bretagne. Les conseils municipaux et les riverains, rejoints par de nombreux opposants de la région, y compris des alentours de Notre-Dame-des-Landes, organisent de nombreuses manifestations et rassemblements et obtiennent, après de nombreuses péripéties (enquête publique à l'avis favorable en 1978, décret d'utilité public en 1979...), l'abrogation du projet par F. Mitterrand en 1981, comme pour les projets de Plogoff ou du Larzac.¹⁵ En 1981, un autre projet de centrale nucléaire un peu plus en aval, proche de Paimboeuf, au lieu-dit du Carnet voit le jour. Il est rapidement contesté, et la lutte s'inspire clairement des mobilisations qui ont réussi à faire reculer le gouvernement sur les projets de Plogoff et du Pellerin. Il sera définitivement abrogé en 1997 par Dominique Voynet au sein du gouvernement Jospin.

La contestation du projet de Notre-Dame-des-Landes s'inscrit donc dans des contextes nationaux et locaux plutôt favorables au développement de telles mobilisations. L'aéroport n'est pas le seul projet d'envergure en France à cette époque à susciter de vives critiques et l'on assiste à la structuration de mouvements et réseaux de lutte contre ces grands projets. Ces mobilisations rassemblent des ouvriers parfois syndiqués, des riverains et des paysans, plus ou moins révolutionnaires et membres de composantes diverses de la gauche. Cette première

¹⁵ Pour davantage d'informations liées à ces trois projets de centrales nucléaires voir : <http://plogoff-chronique-de-la-lutte.over-blog.com/2014/11/erdeven-le-pellerin-une-deja-longue-histoire-avant-plogoff.html> et <http://fresques.ina.fr/auran/fiche-media/Auran000107/le-nucleaire-du-pellerin-au-carnet.html>

lutte contre le projet, facilitée par les deux chocs pétroliers successifs de 1973 et 1979, aboutit à sa mise en veille pendant les années 1980, laissant même parfois penser qu'il est abandonné, jusqu'à sa réactivation au début du nouveau millénaire (F. Barbe, 2016).

I.1.2 2000 et 2008, dates clefs dans la relance du projet et de la contestation

Pendant une vingtaine d'années, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est mis entre parenthèses. Il est relancé en 2000, et huit ans plus tard est actée la déclaration d'utilité publique, s'accompagnant d'une radicalisation de l'opposition qui s'était remobilisée au début du siècle.

C'est sous le gouvernement Jospin que le projet d'aéroport vieux déjà de plus de trente ans renaît de ses cendres sous l'impulsion d'un comité interministériel porté par le ministre communiste de l'Équipement, des Transports et du Logement, J-C. Gayssot. Les études sur le projet sont relancées mais les logiques ont changé : il n'est plus question, le Concorde ayant disparu, d'en faire la porte d'entrée de l'ouest français vers l'Atlantique, mais celui du Grand Ouest ou encore le troisième aéroport du Grand Paris (C. Riolland-Juin, 2016). En effet, cette idée de troisième aéroport revient régulièrement dans l'actualité et Notre-Dame-des-Landes, est en 2001, pressenti à ce rôle, tout comme deux autres sites, en Picardie et en Champagne. Pour soulager les deux aéroports parisiens, de multiples sites ont été sélectionnés un temps pour accueillir un nouvel aéroport, par exemple dans la Somme ou près de Reims à Vatry, sans que cela n'aboutisse. En 2016, cette idée d'un troisième aéroport parisien refait surface, avec cette fois-ci une ébauche de projet dans la Beauce.¹⁶ Aujourd'hui, c'est plutôt la logique d'un aéroport pour une macro-région du Grand Ouest qui est retenue et mise en avant en ce qui concerne le projet de Notre-Dame-des-Landes.

Au-delà de ce flou sur le positionnement stratégique du potentiel futur aéroport, la relance du projet réactive l'opposition. En 2000, L'ADECA reprend du service, et l'ACIPA (Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport) est créée. En 2002, alors que se met en place un syndicat mixte d'études sur le projet pour son

¹⁶ Voir à ce sujet ces articles de la presse régionale picarde, champenoise ou du Centre : <http://www.leparisien.fr/une/le-troisieme-aeroport-atteint-en-picardie-16-11-2001-2002590047.php>
<http://www.lunion.fr/685267/article/2016-03-18/vatry-sera-t-il-un-jour-le-3e-aeroport-parisien>, et http://www.larep.fr/cesarville-dossainville/vie-pratique-consommation/travaux-urbanisme/2017/03/16/un-aeroport-a-cesarville-dossainville-dans-le-pithiverais-une-idee-en-l-air_12322966.html

futur pilotage¹⁷, l'ACIPA obtient la tenue d'un débat public organisé par la CNDP (Commission Nationale du débat Public) de décembre 2002 à mai 2003. Les seize débats organisés sont houleux, mais excluent surtout la possibilité d'une annulation du projet. En d'autres termes, l'État a fait son choix et ce débat n'y changera rien. Les opposants parviennent à obtenir la tenue d'une expertise indépendante portant notamment sur les évolutions du trafic, mais les résultats vont dans le même sens que les conclusions des porteurs du projet, bien qu'un grand flou persiste sur le critère pris en compte pour mesurer le degré de saturation de Nantes-Atlantique. Le rapport final de cette commission qui a assuré l'expertise présente quatre options, dont une pour la réalisation du projet, qui est retenue par le gouvernement après les votes positifs des Conseils régionaux et départementaux, et celui de la communauté urbaine de Nantes (H. Kempf, 2014).¹⁸ Fin 2006, l'Enquête Publique, suite logique de la CNDP, débute et recueille 67 % d'avis défavorables mais aboutit tout de même à un avis favorable des commissaires en charge du dossier en avril 2007 (A-L. Pailloux, 2015). Quelques mois plus tard, la construction est confirmée par l'État alors que le Grenelle de l'environnement annonçait le gel de toutes nouvelles infrastructures aéroportuaires, ce qui était considéré comme une bonne nouvelle pour les opposants, toujours mobilisés. L'année suivante, en 2008, est publiée la DUP (Déclaration d'Utilité Publique), contestée par de nombreux recours en justice et une occupation physique de plus en plus nette et affirmée, des terrains et bâtis menacés d'expropriations ou de destructions (A-L. Pailloux, 2015).

L'année 2008 marque un tournant dans le conflit et une accélération de la contestation. Les opposants autrefois surtout concentrés sur des actions juridiques, diversifient leurs actions, notamment en s'investissant sur des luttes de terrain. Les anti-aéroport, regroupés au sein d'associations ou non, durcissent le mouvement à partir de l'annonce de la DUP. L'opposition se durcit, se radicalise, intensifie ses luttes en couplant les recours juridiques habituels avec une occupation de la ZAD et de la rue. Le répertoire d'action des opposants s'est donc complexifié et emprunte à celui des NMS (Nouveaux Mouvements Sociaux). Aux côtés d'actions plus classiques (recours juridiques, pétitions ou manifestations, cherchant à peser sur le politique) ou conventionnelles (contre-rapports, contre-expertises...), qui peuvent être qualifiées d'actions de *lobbying* (visant à agir sur le processus normatif), s'ajoutent des

¹⁷ Ce syndicat mixte rassemble alors quinze collectivités territoriales dont les régions Bretagne et Pays de la Loire les départements d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de Mayenne, du Morbihan, de la Sarthe et de Vendée ainsi que six agglomérations et intercommunalités.

¹⁸ Voir également <https://www.debatpublic.fr/projet-daeroport-notre-dame-landes>

actions plus spectaculaires, des « coups de force », parfois illégaux (I. Sommier, 2001, p58). Le mouvement contre l'aéroport a donc depuis 2008, multiplié ces divers types d'actions.¹⁹ Des manifestations assez classiques plus ou moins massives (parfois jusqu'à 60 000 personnes selon les organisateurs) ont eu lieu quasiment tous les ans, que ce soit dans le centre-ville de Nantes, sur le périphérique nantais, sur une voie rapide entre Nantes et Vannes, ou à Notre-Dame-des-Landes, illustrant la forte capacité des anti-aéroport à mobiliser. Les contre-expertises et rapports indépendants, portant par exemple sur le recensement des espèces protégées sur la ZAD, ou sur les possibilités d'agrandissement de l'aéroport de Nantes-Atlantique, sont toujours un outil très utilisé par les opposants au projet, tout comme les multiples recours auprès d'institutions diverses (tels le Conseil d'État qui les rejette par exemple en 2009 et début 2010 ou le Conseil de l'Europe). Plus spectaculaires, de nouveaux types d'actions, - ou se voulant innovants²⁰ - apparaissent et se multiplient. Les chaînes humaines (comme en 2013 par exemple), les interventions imprévues d'anti-aéroport lors de présentation de vœux d'élus ou de réunions publiques, ou les tractos-vélos (sorte de randonnée cycliste accompagnée de tracteurs, allant d'un lieu à l'autre, en passant par diverses villes-étapes où les rejoignent de nouveaux participants) en mars 2010 dans les Pays de la Loire, et novembre 2011 de Notre-Dame-des-Landes à Paris en sont quelques exemples. Dernière en date, fin 2016, la marche des « bâtons de la résistance » sur la ZAD, consistait en un planté de bâton sur un talus, bâton symboliquement destiné à resservir en cas d'évacuation forcée de la zone par les forces de l'ordre. Enfin, on peut citer un dernier mode d'action, plus participatif, prenant la forme de rassemblements divers sur la ZAD, ouverts aux sympathisants extérieurs. Le FestiZAD organisé tous les ans depuis 2011 et qui mêle concerts, débats et discussions ; les ateliers-citoyens (comme celui lancé par des architectes en décembre 2014) ou encore les rencontres-débats thématiques d'étés comme en 2009 avec le Camp Action Climat.

Ce dernier événement a constitué un véritable tournant dans la lutte contre le projet d'aéroport. D'essence altermondialiste, les Camps Action Climat ont pour objectif d'alerter l'opinion publique sur les dangers du changement climatique. La tenue de ce camp autonome,

¹⁹ Un historique assez complet depuis les années soixante jusqu'à 2013, a été effectué par un militant anti-aéroport et mis en ligne sur son blog : <http://presse-nddle-monsite.com/pages/historique-du-projet.html>

²⁰ Pour L. Mathieu, ces « nouveaux » modes d'actions qui seraient ceux de « nouveaux » militants, ne seraient pas réellement nouveaux mais plutôt une « illusion du nouveau », le fruit d'une mutation. Voir MATHIEU L., 2011, *La démocratie protestataire : mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Presses de Sciences-Po, Paris, 173p

quelques mois avant la Conférence sur le climat de Copenhague pilotée par l'ONU, organisée dans des champs prêtés par des agriculteurs à Notre-Dame-des-Landes, a fait entrer la lutte dans une nouvelle ère, avec une vision plus globale. C'est un changement d'échelle progressif qui s'opère ici par les militants historiques contre l'aéroport, poussés par ces écologistes-anarchistes du Camp Action Climat (H. Kempf, 2014). Ces gens sont de nouveaux alliés pour le mouvement, et apportent avec eux de nouvelles pratiques militantes ou en tout cas inhabituelles pour les militants historiques. Les associations historiques (ADECA et ACIPA), et celles créées plus récemment telles le Cédpa (Collectif d'élus doutant de la pertinence du projet) fondée en 2009 ou le Collectif des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport (COPAIN) créé en 2011, et les sympathisants qui ne font partis d'aucune association, vont être rejoints par ces militants souvent plus jeunes, plus politisés et dont la lutte est plus large. Ces derniers s'inscrivent souvent contre le système capitaliste dans son ensemble. Il y a donc un rejaillissement des pratiques militantes de ces nouveaux acteurs sur les actions menées, et partant de là une adaptation des militants plus classiques à ces nouvelles pratiques qui vont revitaliser l'opposition et la faire entrer progressivement dans une nouvelle dimension (A-L. Pailloux, 2015). D'ailleurs, les liens de ces acteurs locaux anciens ou plus récents avec certains syndicats comme la Confédération Paysanne, que nous avons déjà évoqué, peuvent être forts, mais le rapport avec d'autres acteurs tels que les partis politiques ou les autres syndicats, ainsi que les médias, sont plus ambigus, notamment - mais pas uniquement - de par la méfiance de certains de ces nouveaux-militants. L'ACIPA par exemple, association historique, souhaite rester apolitique comme nous le confirmait l'un de nos interviewés, Éric, qui en est un membre influent: «Apolitique ! On ne veut être attaché à aucun parti. Même quand notre porte-parole s'est présenté pour les Verts, on lui a demandé de remettre son mandat le temps de sa candidature... ». Mais il n'est pas rare de croiser dans les grandes manifestations ou lors de rassemblements importants des membres de la CGT (même si la section locale est comme dans le cas du PCF, plutôt favorable au projet), des *leaders* de la gauche (comme José Bové, Cécile Duflot pour Europe-Ecologie-Les Verts ou Jean-Luc Mélenchon pour le Parti de Gauche), membres de partis qui soutiennent la lutte contre l'aéroport.²¹

L'un des principaux apports de ces nouveaux types d'action, et aujourd'hui principale arme des opposants dans le rapport de force qui les fait se mesurer aux porteurs du projet, est

²¹ Nous reviendrons sur ces questions du rapport au politique et aux médias dans les parties qui suivent.

l'occupation illégale d'une zone entière, la ZAD (renommée en 2012 « Zone à Défendre » et non plus « Zone d'Aménagement Différé »). Bien que débutée dès 2007 et renforcée par un appel officiel des opposants en 2008, l'occupation de la zone devant accueillir le futur aéroport s'est considérablement accélérée depuis le Camp Action Climat de 2009, duquel fut lancé un appel international à l'occupation par les premiers occupants, et après lequel certains militants sont restés sur place (F. Barbe, 2016). Ce coup de force des anti-aéroport, mélange d'acteurs aux intérêts variés et venants d'horizons multiples, est l'élément le plus significatif et le plus spectaculaire de la lutte contre l'aéroport. Il empêche tout début des travaux et place le gouvernement dans une situation embarrassante et ambivalente. S'il évacue par la force, il risque d'être montré du doigt par l'opinion publique qui pourrait dénoncer des violences policières parfois meurtrières, comme à Sivens avec la mort de Rémi Fraisse, et s'il n'intervient pas, l'État laisse s'installer une zone de non-droit, et perd en légitimité, montrant qu'il ne parvient alors pas à faire respecter la loi (P. Subra, 2014). C'est le dilemme auquel sont confrontés l'État français et ses gouvernements successifs depuis l'intensification du conflit. Ils ont tenté sans succès de déloger par la force les quelques centaines d'occupants de la zone en octobre 2012 lors de « l'opération César », renforçant par ailleurs la détermination des opposants. L'un de nos enquêtés, Éric, nous en parle en ces termes : « On était là entre deux bouffées d'oxygène et de lacrymogènes, c'était un chantier épouvantable ! Tous les gens qui s'approchaient trop près... les grenades de désencerclement, ça pétait de tous les côtés ! On a l'impression qu'ils vidaient leurs chargeurs, leur réserve ! ». Face à des CRS surentraînés, les zadistes (les occupants illégaux de la ZAD) sont parvenus à conserver le territoire et à résister aux forces de l'ordre, souvent rejoints par de nombreux sympathisants et voisins, participant de manière plus ou moins intense (ravitaillement, infirmerie...) à cette lutte asymétrique pour le contrôle d'une zone stratégique (H. Kempf, 2014). Loin de réussir malgré les moyens considérables mis en place, cette opération a renforcé la cohésion de ces groupes d'opposants antagonistes (idéologiquement, politiquement, et dans leurs pratiques de luttes) et créé un mouvement de solidarité autour des militants les plus actifs, avec par exemple la convergence le mois suivant les affrontements, de plus de 30 000 personnes sur la zone. Depuis cet échec, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est devenue un symbole et une base européenne pour les militants altermondialistes (P. Subra, 2016).

La question de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, de par la couverture médiatique de ces événements violents, devient un sujet national, et une épine sérieuse dans le pied du gouvernement socialiste nouvellement intronisé. Aujourd'hui, elle est un lieu de lutte et un lieu de vie qui vise à terme une autonomie alimentaire, où cohabitent des individus aux

visions et modes de vie parfois antagonistes (anciens habitants ruraux ou périurbains et nouveaux arrivants parfois étrangers) mais qui ont appris à vivre ensemble sur une zone devenue même pour certains chercheurs, un haut-lieu (F. Barbe, 2016). La ZAD s'organise aujourd'hui en divers hameaux dont les statuts juridiques et administratifs ne sont pas toujours les mêmes (l'occupation n'est d'ailleurs pas toujours illégale), des bois, des champs et des pâturages et de divers lieux de vie, de services et/ou de rencontres. Tout cela est visible sur la figure numéro 3 ci-dessous.²² De manière peut-être encore plus remarquable, la ZAD est aussi un lieu d'expérimentations altermondialistes diverses et a un rôle d'incubateur d'autres ZAD. En effet, ce territoire est devenu « un véritable creuset d'expérimentations sociales, économiques et politiques. » (C. Rialland-Juin, 2016, p2). S'y développe de nouveaux dispositifs de décision collective ou de démocratie directe permettant la cohabitation d'acteurs très différents en un même lieu. L'horizon pour certains, de mouvances plutôt anarchistes, est l'émergence d'une « Commune » libre et autogérée en référence à la Commune de Paris de 1871. Ainsi « Même si la ZAD contient le réel le plus abrupt avec le principe de coexistence de la joie, de la violence pure ou de la transgression, elle hisse l'occupation et l'auto-organisation, la solidarité (quelles qu'en soient les modalités) au rang de bien commun » (S. Bulle, 2016 a, p6). Elle constitue donc une zone d'expérience libertaire et politique inédite en France, véritable référence aujourd'hui pour les militants altermondialistes, anarchistes et autres mouvances.

Malgré les défaites judiciaires, l'opération « César », la répression des manifestations parfois violente, et une pression constante des pouvoirs publics, ainsi que les mobilisations des pro-aéroport, les anti-aéroport poursuivent leur lutte et à l'heure actuelle, les travaux n'ont toujours pas débuté, malgré le résultat favorable au « oui » de la consultation organisée par l'État en juin 2016. Les opposants à l'aéroport apparaissent bien mieux organisés et plus mobilisateurs que les pro, qui se rassemblent en trois associations principales : Les Ailes pour l'Ouest créée en 2002 au moment du Débat Public, L'ACSAN (Association Contre le Survol de l'Agglomération Nantaise) créée en 2003 et le COCETA (Collectif Citoyen Engagé pour le Transfert de l'Aéroport) créée en 2016 suite à l'annonce de l'organisation de la consultation.²³ Ces associations, au-delà d'un *lobbying* actif et classique comme celui des anti, ont commencé en 2016, à l'approche et après la consultation, à multiplier les actions sur le

²² Une étude plus aboutie et approfondie de cette zone et des individus qui y vivent pourrait largement être menée, mais ce travail ne prétend pas y contribuer, et quelques chercheurs s'y sont déjà attelés comme par exemple F. Barbe (2016), S. Bulle (2016), ou C. Rialland-Juin (2016).

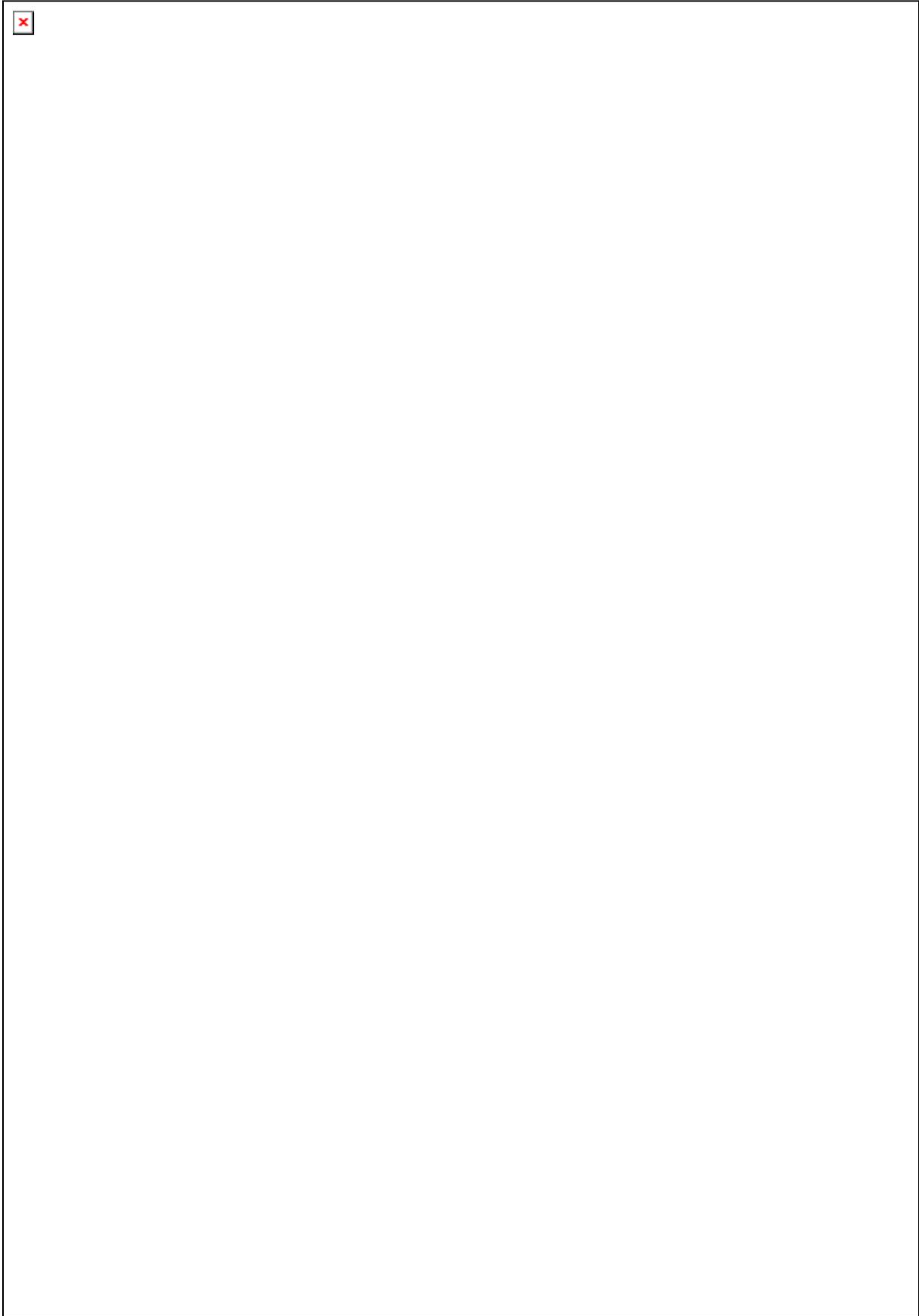
²³ Voir leurs sites officiels : <http://sagl.coceta.org/>, <http://acsan.info/> et <https://www.desailespourlouest.fr/>

terrain, nouveauté pour elles, demandant le respect du résultat de cette consultation. En effet, en mai 2016, le COCETA a organisé une manifestation avec des tracteurs et des habitants de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, du bourg de cette commune à l'aéroport de Nantes-Atlantique, en décrétant Saint-Aignan « ville-morte ». En octobre 2016, les pro-aéroport déposent des cartons estampillés « Oui à l'aéroport » sur une place du bourg de Notre-Dame-des-Landes et en novembre, ils manifestent devant la préfecture de Nantes pour demander le respect du résultat de la consultation. Ces actions n'ont pas l'ampleur ni la résonance médiatique de celles des anti, mais en toute logique, les pro-aéroport étant soutenus par l'État, ils n'ont pas besoin de multiplier les actions comme le font leurs opposants.

Depuis la réactivation du projet en 2000, l'opposition s'est relancée et même intensifiée à partir de 2008 et la promulgation de la DUP. Il y a désormais deux camps assez nets, les soutiens au projet (avec l'appui de l'État et de certaines collectivités comme Nantes métropole ou le département et la région), et les opposants, qui occupent la ZAD et ont réussi à faire de cette lutte contre un projet, un combat symbolique contre le système politique et économique capitaliste. Les grandes dates et actions menées par ces deux camps depuis 2008 et l'intensification du conflit sont retranscrites sur la frise chronologique qui suit (figure numéro 4).

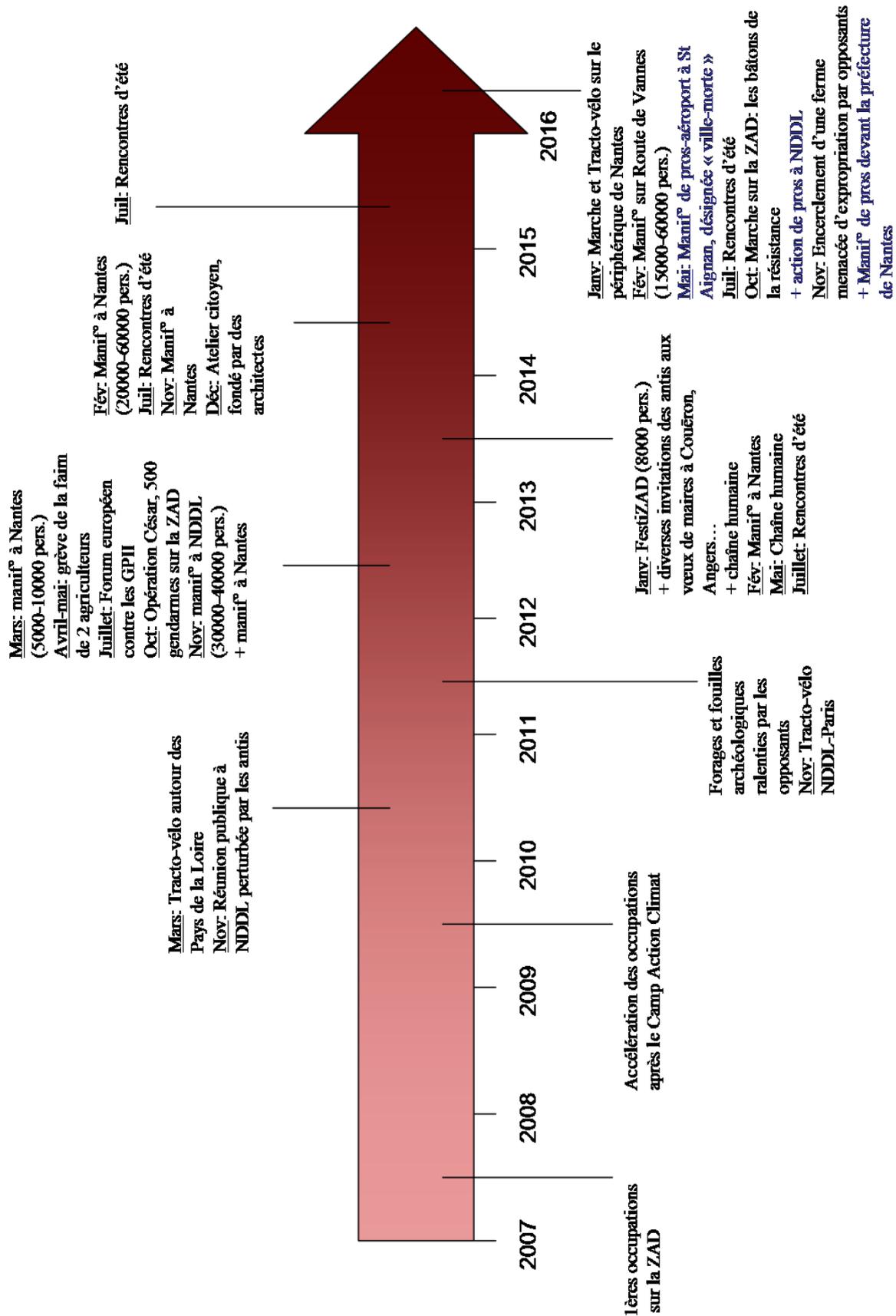
Entre les prémices du projet et sa relance prononcée il y a une dizaine d'années, l'opposition a changé de dimension, passant d'un combat local de « paysans-travailleurs » défendant leurs terres contre un projet d'aménagement territorial, à une lutte plus globale d'une partie de la société civile qui s'unit malgré ses différences pour contrer un projet devenu pour elle synonyme des dérives du capitalisme. C'est donc à un « glissement progressif de la conflictualité » que nous assistons depuis les années soixante et les débuts de ce projet devenu désormais un enjeu politique majeur et un dossier problématique pour le pouvoir, qui peine à trouver une solution pour sortir de ce conflit (C. Rialland-Juin, 2016, p5).

Figure 3: La ZAD : un espace occupé parfois illégalement, terre d'expérimentations diverses



Source : Rialland-Juin C., 2016

Figure 4 : Chronologie du conflit de Notre-Dame-des-Landes depuis 2007



Conception : N. Gogendeau

I.2 La consultation de juin 2016 : analyse sociogéographique des résultats

En 2016, face à l'enlisement du dossier Notre-Dame-des-Landes et après l'échec de l'opération d'évacuation de 2012, le gouvernement de Manuel Valls annonce la tenue d'une consultation censée donner la parole aux citoyens. Malgré de vives critiques multidimensionnelles, le « oui » au transfert l'emporte d'une courte majorité et devient un objet d'analyse en lui-même.

I.2.1 Présentation du dispositif de la consultation : dernière étape du conflit, un outil stratégique du pouvoir

Pour tenter de sortir de ce conflit qui a pris une envergure nationale concernant la construction d'un nouvel aéroport pour la ville de Nantes, le second gouvernement de François Hollande a lancé une consultation, suscitant de vives critiques de la part des acteurs de ce conflit et cela pour de multiples raisons.

Les consultations et référendums sont souvent mis en œuvre par le pouvoir lorsque des projets d'infrastructure ou d'aménagement du territoire ne font pas consensus et peuvent avoir un effet notable sur l'environnement. Mais ces deux dispositifs ne sont pas synonymes. Dispositif juridique désormais à la disposition de l'État, la consultation diffère du référendum avec lequel elle est souvent confondue. En effet, une consultation n'est que la mise en évidence d'un avis de la population, qui peut ou non être pris en compte par le pouvoir, alors que les référendums imposent normalement un respect du verdict par le pouvoir. Ils sont donc beaucoup plus dangereux et contraignants pour les autorités. En France, on peut distinguer le recours à l'enquête publique et à la CNDP, en cas de litige sur des projets d'aménagement. Ceux-ci permettent en théorie un débat sur le projet et l'organisation d'une consultation. L'enquête publique est la forme la plus embryonnaire de débat sur ces projets, et est aujourd'hui souvent mise de côté au profit du débat public lié à la CNDP qui consiste en une obligation d'information et de débat (M-H. Bacqué, H. Rey et Y. Sintomer, 2005). La dernière consultation en date (et non pas référendum) celle sur l'épineux dossier plus que cinquantenaire du transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur le site de Notre-Dame-des-Landes, est assez inédite car elle ne concerne qu'un département et porte sur un projet d'aménagement du territoire.

Au début de l'année 2016, le Président Hollande demande au gouvernement d'organiser la tenue d'un référendum local sur la question de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. La mise en place de ce vote a été inspirée par le cas d'un conflit autour de l'agrandissement de la gare de Stuttgart. La consultation a alors été une porte de sortie pour le gouvernement allemand et les groupes favorables aux travaux très controversés de la nouvelle gare de la capitale du Bade-Wurtemberg, même si les travaux n'ont pas encore débutés.²⁴ Malheureusement pour le gouvernement français, l'organisation d'un référendum local est impossible car anticonstitutionnelle. Dans la précipitation, le gouvernement semble avoir oublié ce détail et le fait qu'un référendum en France ne pouvait être organisé à l'échelle d'une collectivité que lorsqu'il concerne un projet dont les compétences relèvent de l'État. Même constat dans le cas d'une consultation locale puisqu'elle ne peut avoir lieu que si le projet dépend des prérogatives de la collectivité qui l'organise. Il y a donc une claire inadéquation entre l'échelle du vote souhaitée, à savoir un seul et unique département, et l'échelle de la compétence d'un tel projet, relevant de l'État. Ainsi, « aucune procédure existante ne permettait en février d'organiser un référendum ou même une consultation à l'échelon local sur ce sujet, mais, heureuse coïncidence, un projet d'ordonnance de janvier 2016 change la donne ». (E. Duval, 2016, p7). Le gouvernement a donc dû improviser pour rendre cette consultation (et non plus référendum) possible et légale juridiquement parlant. Il a dû dépasser difficilement un vaste *imbroglio* juridique témoignant d'un empressement surprenant donnant le sentiment d'une « instrumentalisation complète et permanente du droit » (G. Bouldic *in* E. Duval, 2016, p7).

Par ailleurs, l'échelle de cette consultation a été vivement critiquée, y compris au sein du gouvernement. Ségolène Royal alors ministre de l'Environnement, avait par exemple proposé d'ouvrir la consultation aux départements limitrophes : Morbihan, Vendée, Maine et Loire et Ille-et-Vilaine. Les présidents des conseils de ces départements avaient également demandé à ce que leurs administrés soient consultés, puisqu'ils participent au financement du projet. Mais, il est intéressant de constater que de multiples sondages²⁵ avaient été effectués à diverses échelles et que celle de la Loire-Atlantique paraissait la plus favorable à un « oui » au transfert, ce qui n'a apparemment pas échappé au gouvernement. Ce dernier a peiné à justifier

²⁴ Il existe sur ce sujet de nombreux articles tels : <https://reporterre.net/Avant-Notre-Dame-des-Landes-le-fiasco-du-referendum-sur-la-gare-de-Stuttgart>, ou <http://www.rfi.fr/europe/20111127-allemande-victoire-oui-referendum-nouvelle-gare-stuttgart>

²⁵ Dont la viabilité scientifique est depuis longtemps contredite en sciences sociales, comme par P. Bourdieu en 1972, ou plus récemment A. Garrigou en 2006 *in L'ivresse des sondages*, ou P. Lehingue en 2007 *in Subunda Coups de sonde dans l'océan des sondages*.

le choix de cette échelle, en prétextant que Nantes, la préfecture de Loire-Atlantique, avait été désignée comme lieu de l'enquête publique en 2006, dix ans auparavant (J. Rivière, 2016). Il est donc intéressant ici de constater l'importance stratégique des échelles dans la mise en œuvre de ce genre de procédure, susceptibles d'être instrumentalisées par le pouvoir. Il apparaît enfin que l'échelle de cette consultation déplaît surtout aux opposants, qui ont perdu le vote populaire, comme cela peut ressortir dans quelques-uns de nos entretiens. Pour les pro-aéroport interrogés, l'échelle ne pose jamais problème, même si pour Olivier « ce n'était pas forcément très juste ». Pour Gilles et André, l'échelle est pertinente car :

« Ils ont voulu calquer le territoire de la consultation avec celui de la DUP. L'autre argument c'est parce que ce sont les personnes les plus impactées par ce transfert et mieux informées dans ce département... Pourquoi ne pas demander aux gens de Nice et de Marseille de voter, parce que c'est un aéroport international ! C'est discutable. Pour nous c'était un choix logique et personne ne peut mesurer les incidences contrairement à ce que disent les opposants, d'un vote qui aurait été plus large, parce que par exemple, le Morbihan était très favorable parce que ça les rapproche... »

En revanche, les anti-aéroport interviewés dénoncent une manipulation de l'État, comme le dit Jean : « En faisant que le 44, ils savaient très bien que le « oui » l'emporterait ! Les sondages le donnaient gagnant. ». Les opposants au projet tentent même d'expliquer pourquoi le « non » l'aurait emporté si d'autres collectivités avaient été consultées, comme Catherine et Philippe :

« Philippe : C'est simple, si ça avait été beaucoup plus large, je pense que le non... ceux qui ne se sentent pas concernés, comme à Rougé, ils le veulent. (Rires) Pour eux ça va leur apporter du travail puisque ça se rapprochera d'eux... Du travail entre guillemets...

Enquêteur : Entre guillemets...

Philippe : Ça va être délocalisé si ça se fait à mon avis. Mais si on va chercher plus loin, il n'y a que l'écolo convaincu qui va voter, celui qui ne se sent pas concerné il ne va pas voter... »

Selon Éric le périmètre est intolérable :

« Pourquoi que la Loire-Atlantique ? Ils disent Aéroport du Grand Ouest ! Il y a des fonds et pas qu'un peu, de l'État, de la région, des deux régions, Bretagne et Pays-de-la-Loire, mais

comme par hasard, on choisit le périmètre où on a déjà testé la population, où il y a déjà eu un sondage, fait par le département, favorable à 60%. [...] Et puis maintenant, tout le monde parle de référendum ! Et même consultation référendaire ! [...] Je suis désolé, mais ce n'est pas ça un référendum, [...] Et le périmètre... ça aurait dû être la France. »

Les réactions concernant la question posée sont à peu de choses près les mêmes. L'intitulé était le suivant : « Êtes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes ? » Si la question posée aux électeurs a fait l'objet de recours auprès du Conseil d'État de la part des opposants, elle ne semble pas déranger les pro-aéroport, y compris dans le cadre de nos entretiens. Pour les anti-aéroport, la question n'était en effet pas neutre. Le mot « transfert » notamment posait particulièrement problème dans le sens où l'actuel aéroport ne devrait pas fermer, même en cas de construction de celui de Notre-Dame-des-Landes, puisqu'Airbus devrait continuer d'en utiliser les pistes pour ses avions. Le mot projet était également visé par les opposants, puisque trop vague, ne précisant pas la version du projet concernée par le vote (notamment sur la question du nombre de pistes). Par ailleurs, si le projet se réalise, il ne concernera pas seulement la commune de Notre-Dame-des-Landes, mais aussi celles de Vigneux-de-Bretagne, Fay-de-Bretagne, Grandchamp-des-Fontaines, Le Temple-de-Bretagne, et Treillières. Malgré ces imprécisions notables de l'intitulé de la consultation, un seul des pro-aéroport interrogés, en l'occurrence Olivier, relève le fait que la question semble partielle, quand tous les anti interviewés relèvent des incohérences dans la formulation de la question.

Enfin, l'organisation du scrutin en elle-même a fait l'objet de contestations de la part des opposants. La campagne a en effet été très courte, assez peu intense, et les conditions d'information de la population assez limitées puisqu'aucun document officiel n'a été envoyé aux électeurs. Seuls les collectifs pro et anti-aéroport ont envoyé les leurs, sans réaliser un quadrillage parfait du territoire. Nos interrogés notent parfois ne pas avoir reçu ces documents. D'ailleurs, lors de nos entretiens nous avons constaté qu'aucun des deux camps n'avait plébiscité la tenue d'une telle consultation et que l'État seul en avait fait le choix. Les deux camps se sont lancés dans la campagne à reculons, comme nous le disait Éric, militant clef de l'ACIPA : « Non mais avant la consultation on a dit qu'on était complètement opposés ! Et qu'on profiterait de cette campagne pour faire connaître nos arguments ! » ou encore Guy, membre de l'ACSAN : « Le collectif s'est formé justement après cette décision de faire une consultation, ça nous paraissait aberrant. ». De plus, face à ce manque d'information, le courrier de la Préfecture, censé appeler les gens au vote, ne renvoyait qu'à

un site internet, outil plus ou moins maîtrisé par les citoyens, qui parfois n'y ont même pas accès, ce qui n'est donc pas vraiment synonyme d'une campagne consultative réellement démocratique (J. Rivière, 2016).

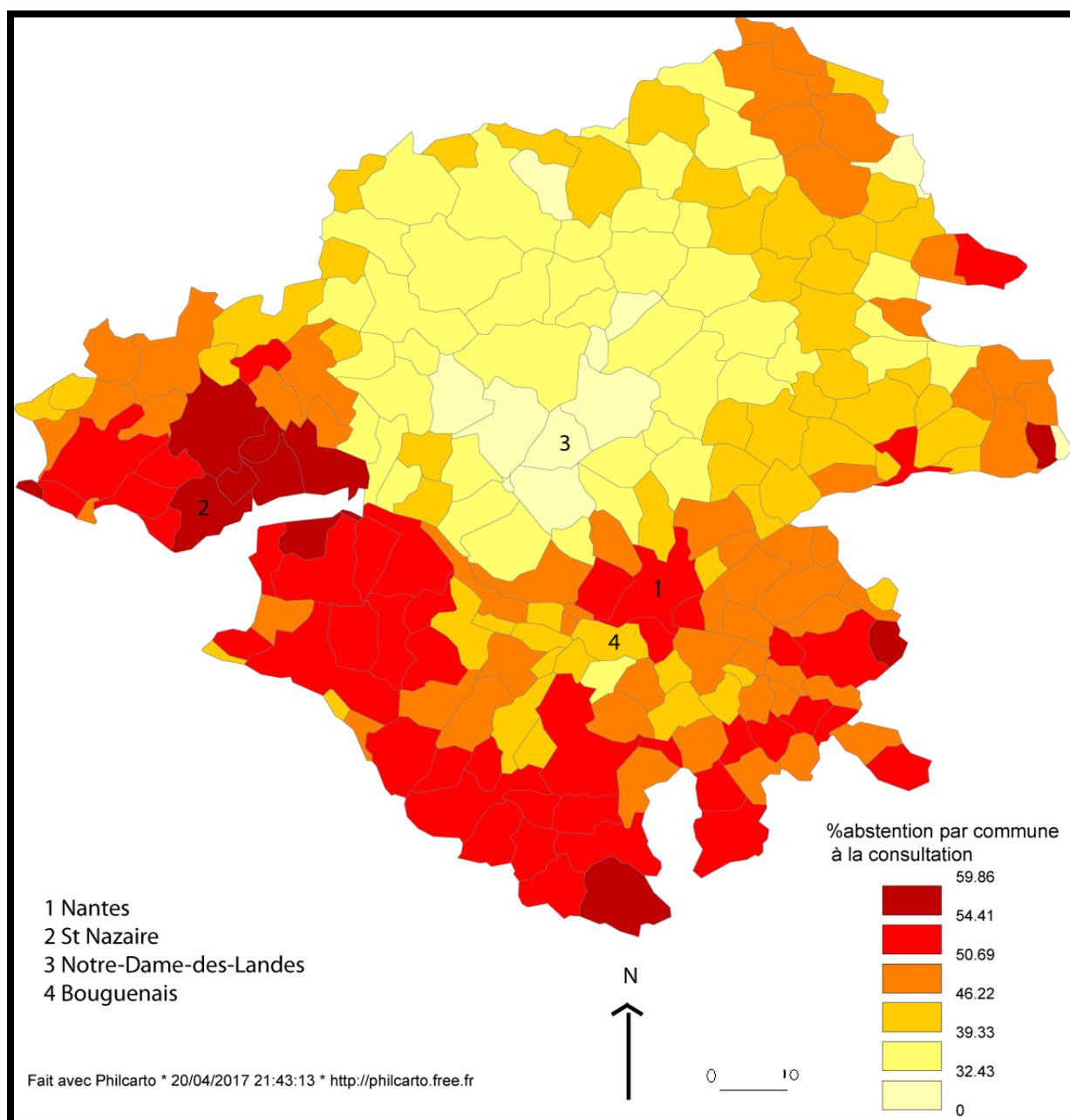
Cette consultation de juin 2016 a donc été décidée par l'État, sans l'avis des acteurs du conflit, dans l'urgence et l'improvisation administrative et juridique qui en ressort fait naître un sentiment d'instrumentalisation du scrutin, problématique, qui empêche ce vote d'être l'élément de sortie de crise imaginé à son lancement.

I.2.2 Analyse des résultats du scrutin

La consultation sur le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes a obtenu une majorité de « oui » (près de 55,2 %, contre 44,8 pour le « non »), pour une participation d'à peine plus de 51%. Etablir une cartographie des résultats et de l'abstention nous permet ici de mettre en exergue de grandes disparités intra-départementales.

Selon la place que l'on occupe dans le rapport de force au sujet de ce conflit d'aménagement dans le bocage nantais, les 48,8% d'abstention peuvent être envisagés de manières bien différentes. Pour le gouvernement et notamment le Premier ministre de l'époque M. Valls, la consultation est un succès puisque plus de la moitié des inscrits s'est déplacée. A l'opposé, pour les anti-aéroport, le taux de participation de 51%, soit à peine plus que la majorité absolue est un aveu d'échec, la preuve que la consultation n'a pas mobilisé, ou très faiblement, ce qui démontrerait son caractère illégitime. Quoi qu'il en soit, le taux de participation lors de ce scrutin, unique puisque né d'une modification juridique précipitée, et qu'on ne peut comparer à aucun vote précédent, correspond tout de même à peu près aux taux des élections pré-consultation dans ce département. En effet, les élections départementales de mars 2015, ont été marquées par une abstention supérieure de deux points à celle de la consultation (51% contre 48,8) et les élections régionales de décembre 2015 ont connu une abstention de 42%, soit 6,8 points de moins seulement que pour la consultation (J. Rivière, 2016). Le taux de participation n'est donc pas vraiment surprenant, ni faible, ni élevé. La consultation n'a pas déplacé les foules mais a tout de même suscité l'intérêt, surtout au vu de la campagne minimaliste qui a été menée.

Figure 5 : Carte des taux d'abstention par commune, de la consultation de juin 2016 sur le transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes



Conception : N. Gogendeau, d'après la méthode des seuils observés. Données : Préfecture 44

Par ailleurs, les taux d'abstention apparaissent très contrastés au regard de la cartographie que nous avons établie (figure 5). Trignac, en banlieue nazairienne est la commune où le taux d'abstention est le plus élevé, dépassant les 59,8%, et Vigneux-de-Bretagne, à proximité directe de la ZAD, celle où l'on s'est le plus déplacé, avec un taux d'abstention de 24,9%. En analysant la carte de l'abstention, on observe que le littoral, les

franges sud, ouest et est du département sont les zones qui ont le moins voté, avec la métropole nantaise. Il apparaît que la proximité de la ZAD a favorisé la participation, ce qui est logique au regard des enjeux locaux que soulève le projet dans ces communes (on pense par exemple aux nuisances sonores, aux travaux, à la modification des parcelles ou du paysage que le tracé de nouvelles infrastructures plus ou moins lourdes ne manquera pas d'entraîner...). Ainsi sur les dix communes où la participation a été la plus forte, huit se trouvent à proximité directe de la ZAD, c'est-à-dire à moins de vingt kilomètres comme le montre la figure numéro 5.²⁶ En fait, hormis Nantes et sa première couronne, plus on s'éloigne de Notre-Dame-des-Landes, donc moins on est concerné par le projet, moins la participation est importante. Le bassin nazairien est le territoire qui a le moins participé, avec des taux d'abstention souvent supérieurs à 55%. Cette agglomération est assez éloignée du projet (une cinquantaine de kilomètres). C'est en outre une zone urbaine plutôt populaire et assez jeune, où l'abstention est souvent plus forte que dans des zones plus favorisées. Les mêmes observations peuvent être faites en ce qui concerne Nantes et sa proche banlieue (Saint-Herblain, Rezé et Saint-Sébastien-sur-Loire) où l'abstention est supérieure à celle des communes alentours (elle dépasse les 50% contrairement à celles des communes de la deuxième couronne nantaise par exemple). Les centres urbains concentrent en effet des populations moins aisées, plus jeunes, qui ont tendance à moins voter que d'autres groupes sociaux (P. Bréchon, 2006). Il est d'ailleurs intéressant de constater que cette consultation qui a pour objet le déplacement de l'aéroport de Nantes, avec l'un des principaux arguments pour le transfert qui concerne le survol de la métropole, n'a que peu mobilisé les Nantais, alors que le projet leur est destiné.

Comme l'espérait le gouvernement, le « oui » au transfert lors de la consultation l'a emporté, avec plus de 55% des voix. La géographie du vote « oui », observable sur la carte suivante (figure 6) montre que les communes qui ont le plus voté en ce sens se situent dans les marges rurales du nord-nord-est du département, notamment autour de la sous-préfecture de Châteaubriant. Les dix communes dont le vote « oui » est le plus important sont toutes localisées dans cette région du Castelbriantais.²⁷ Cette zone est en effet suffisamment éloignée de Notre-Dame-des-Landes pour ne pas subir les nuisances qu'introduirait cet aéroport, et suffisamment proche pour profiter des retombées potentielles de sa construction (avec des

²⁶ Voir le tableau en annexe p151.

²⁷ Voir le tableau en annexe p153.

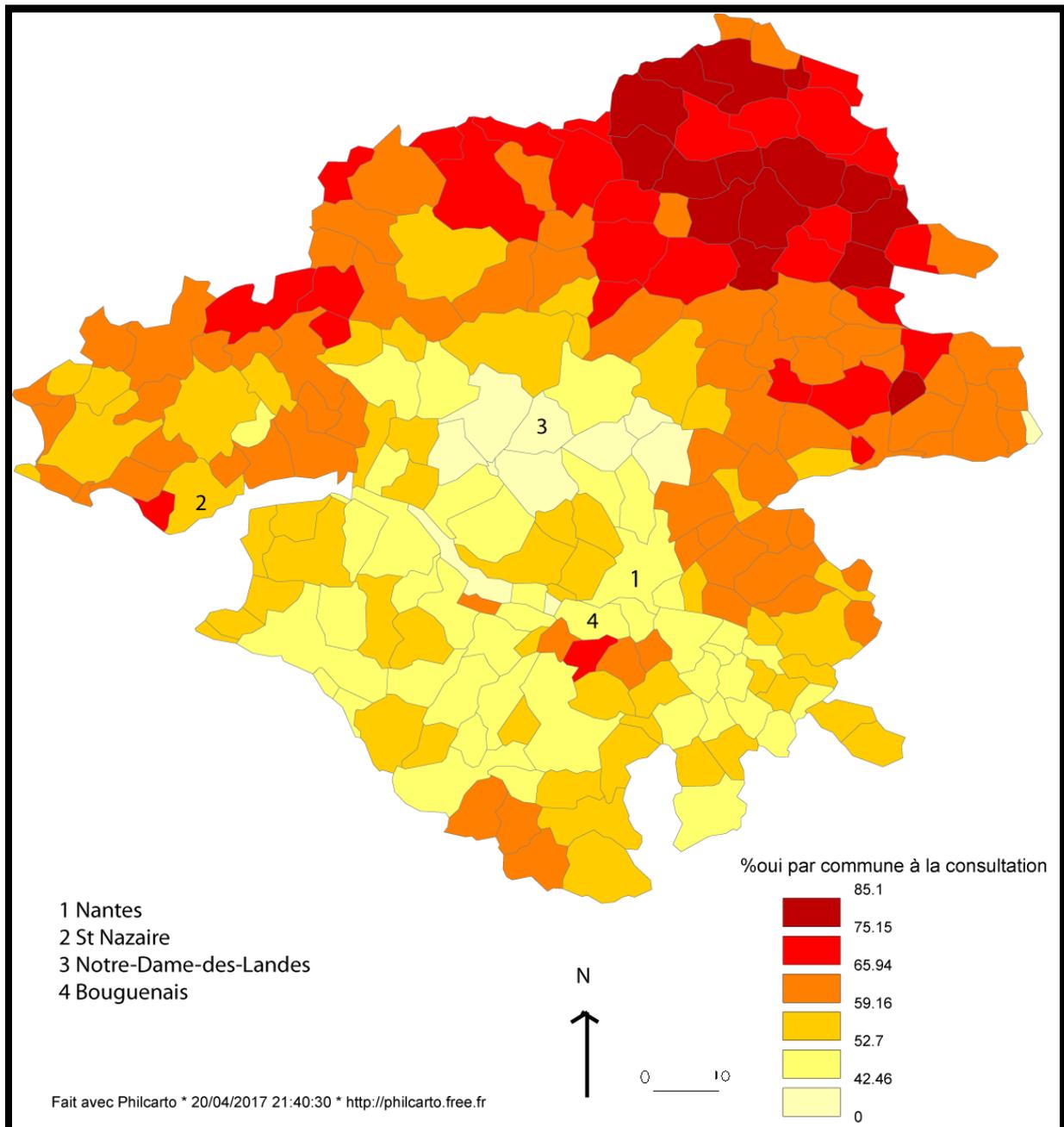
élus locaux qui promettent par exemple une liaison tram-train...), ainsi que d'une proximité nouvelle avec ce genre d'équipement, que l'actuel ne lui offre pas. C'est aussi une zone où la population est assez âgée, et parmi les moins diplômées du département. Elle est aussi l'espace du département dans lequel le FN réalise ses meilleurs scores. Ce vote « oui » exprime peut-être alors la volonté d'une évacuation de la ZAD (J. Rivière, 2016). A l'inverse, parmi les dix communes qui ont le moins voté « oui », huit sont à proximité de la ZAD et deux de l'aéroport actuel (Le Pellerin et La Montagne).²⁸ Au contraire, Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, commune voisine des deux précédemment citées et à proximité directe de l'aéroport Nantes-Atlantique, est la seule du sud de la Loire à enregistrer un vote « oui » supérieur à 65%, qui peut s'expliquer par le survol important du territoire et la crainte qu'une expansion de l'actuel aéroport n'empêche la commune de se développer. Ceci apparaît bien dans l'entretien que nous avons réalisé avec Guy, ex-élu municipal membre d'un collectif local de pro-aéroport (le COCETA) et habitant de longue date de Saint-Aignan. Pour lui, l'aéroport actuel empêche d'ores et déjà sa commune de se développer, et un agrandissement la ferait *a fortiori* disparaître : « Alors là on a réussi à faire quelques lotissements, ça a donné un ballon d'oxygène, mais ça y est on arrive au bout et c'est hors du bourg... on sait très bien qu'une commune qui ne construit pas elle meurt. »

En observant la carte du vote « non » à la consultation (figure 7), on observe un effet de proximité assez net. Les communes les plus proches de la ZAD, sont celles qui ont logiquement voté le plus fortement « non » à la consultation. Mais certaines communes du sud de la Loire, non loin de l'aéroport actuel à Bouguenais, ont également voté « non » de manière assez notable. Ceci peut s'expliquer notamment par la peur d'un transfert des emplois liés à l'aéroport actuel, vers une nouvelle zone géographiquement éloignée. D'autres communes plus au sud, comme celles du pays de Retz par exemple, non-loin de Pornic, ont également exprimé un vote « non » assez important, redoutant peut-être l'éloignement physique du projet de Notre-Dame-des-Landes, qui obligerait la population de ces territoires à franchir la Loire pour se rendre à l'aéroport. Enfin, il est intéressant de constater que les communes de la métropole et notamment la ville-centre, Nantes, ont fortement voté « non », même si ce dernier ne l'emporte qu'à Rezé, La-Chapelle-sur-Erdre, Saint-Sébastien-sur-Loire, Le Pellerin, La Montagne et Saint-Jean-de-Boiseau. A Nantes, le « oui » ne l'emporte que d'une centaine de voix, malgré le survol des avions mis en avant par les pro-aéroport comme

²⁸ Voir le tableau en annexe p155.

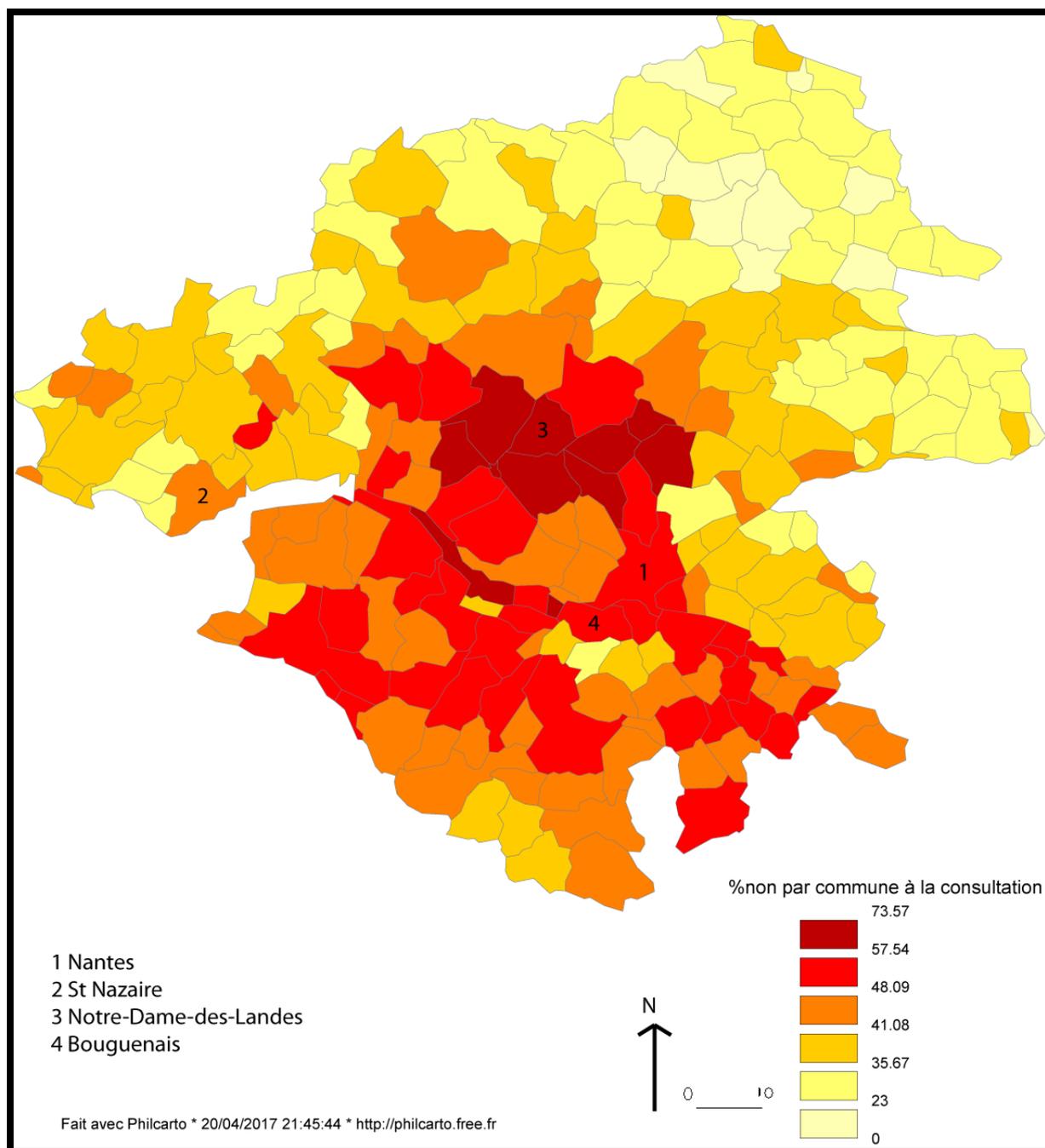
élément central de leur argumentation. Cela revêt une importance symbolique pour la ville qui fut dirigée pendant 23 ans (de 1989 à 2012) par Jean-Marc Ayrault, l'un des principaux promoteurs du projet.

Figure 6: Carte du vote « oui » (en pourcentage des votes exprimés) au transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, par commune, à la consultation de juin 2016



Conception : N. Gogendeau, d'après la méthode des seuils observés. Données : Préfecture 44

Figure 7: Carte du vote « non » (en pourcentage des votes exprimés) au transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, par commune, à la consultation de juin 2016

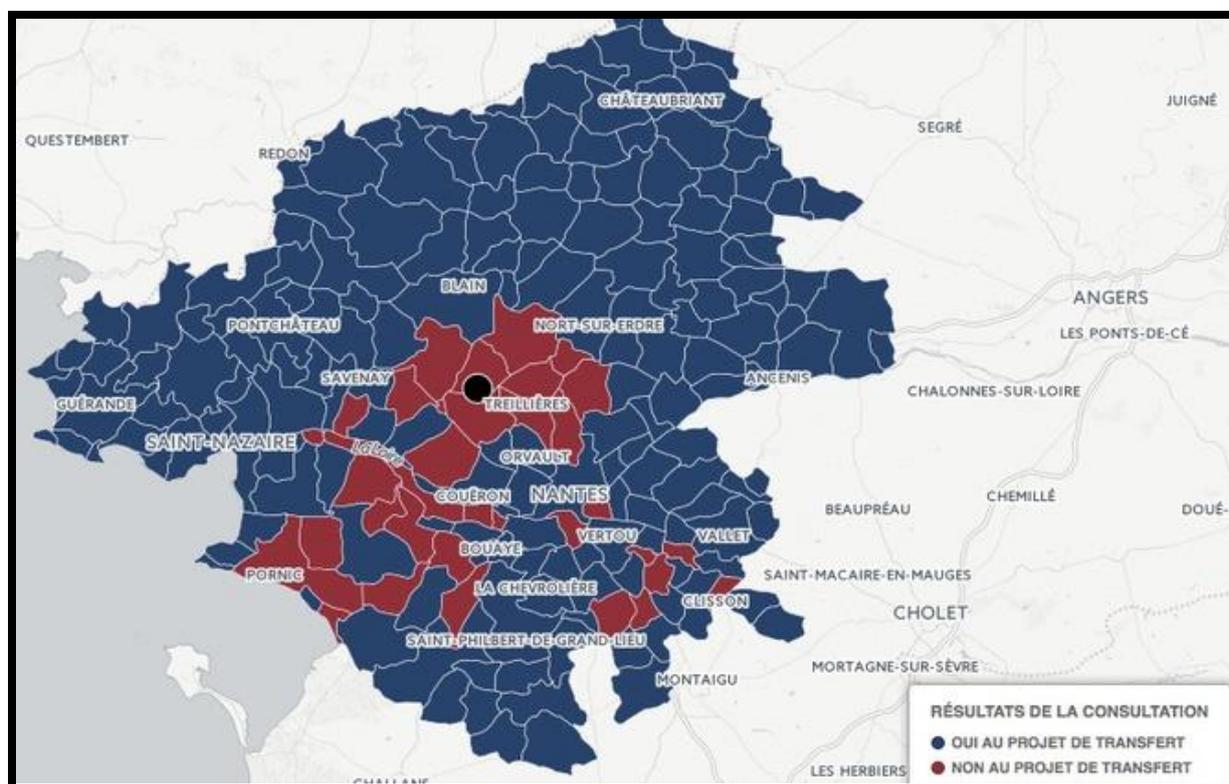


Conception : N. Gogendeau, d'après la méthode des seuils observés. Données : Préfecture 44

Ainsi, si le « non » ne l'emporte que dans 34 communes sur 212, comme on peut le constater sur la carte ci-dessous (figure 8), il serait difficile d'affirmer que le « oui » remporte une victoire écrasante. Le territoire autour de Notre-Dame-des-Landes, mais aussi d'autres

plus inattendus hébergent ces communes opposées à l'aéroport. C'est le cas de bastions socialistes de la métropole nantaise (tels Rezé ou La-Chapelle-sur-Erdre, des communes où le PS est installé à la mairie depuis de nombreuses années), du Pays de Retz et de l'ouest du vignoble nantais. On peut y déceler un certain attachement à l'aéroport actuel et une crainte de voir les emplois proches de cet aéroport être transférés bien plus au nord. On peut donc dire que le projet est nettement refusé par les habitants les plus proches de la ZAD, et n'est pas vraiment souhaité par ceux qui vivent près de l'aéroport actuel, où les scores sont très serrés et penchent même parfois pour le « non ».

Figure 8 : Carte de la répartition des communes ayant voté « oui » et des communes ayant voté « non » lors de la consultation de juin 2016 sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes



Source : <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/270616/notre-dame-des-landes-vers-un-conflit-de-legitimite-democratique>

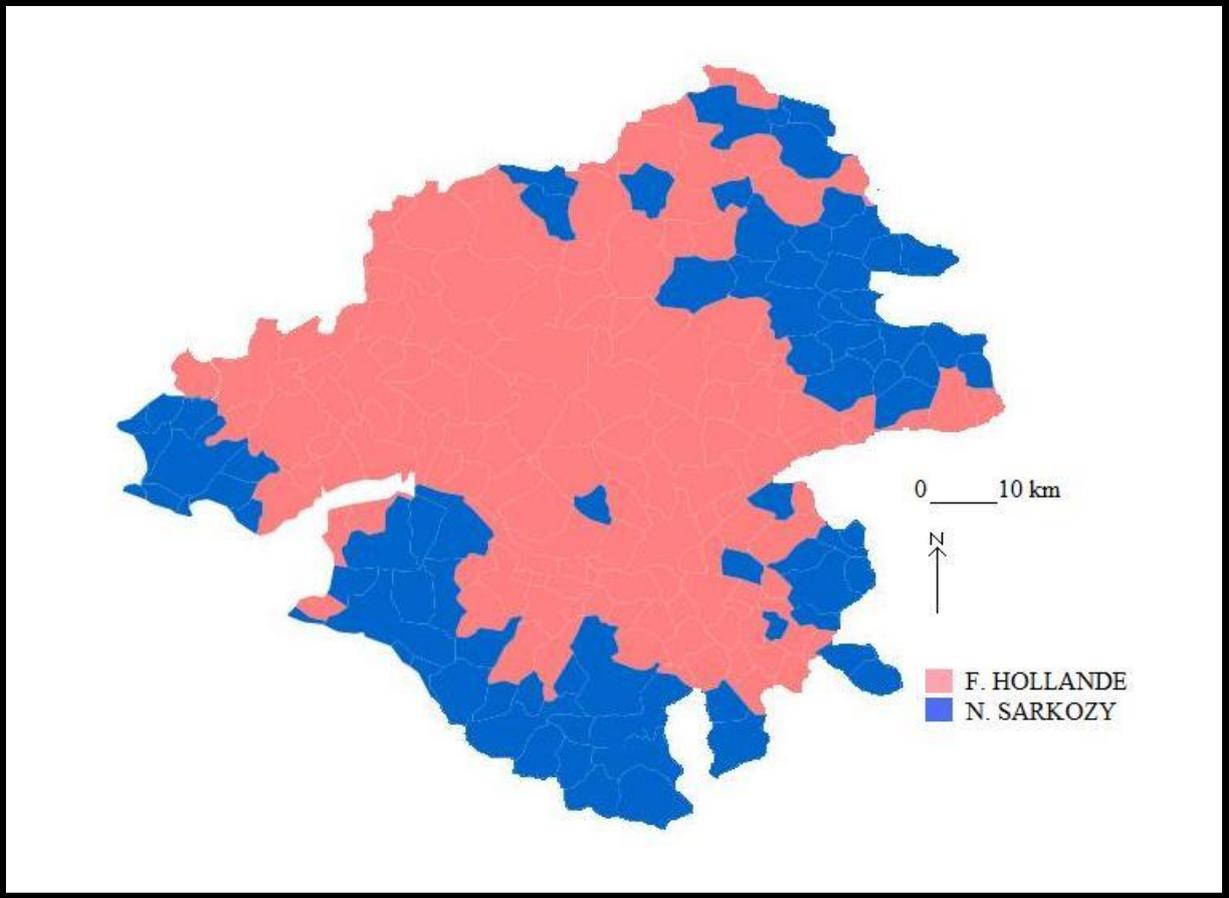
Nous avons vu que les zones rurales du nord-est de la Loire-Atlantique, celles qui votent le plus FN dans le département, étaient celles qui soutenaient le plus le transfert, et que certaines communes, bastions socialistes, étaient parmi celles qui s'y opposaient le plus. On peut donc peut-être établir des rapprochements entre la couleur politique des communes et leur vote pour cette consultation. En d'autres termes, est-ce que les communes les plus

marquées à gauche ont rejeté le projet, tandis que celles à droite l'auraient soutenu ? Le projet transcende-t-il les clivages politiques ou au contraire, les renforce-t-il ? Il est assez difficile de répondre à cette question qui pourrait faire l'objet d'un travail spécifique, mais quelques pistes de réflexion et une amorce de réponse peuvent sans doute être apportées.

La Loire-Atlantique est le département le moins conservateur de la région des Pays-de-la-Loire, celui où le vote pour les partis dits de gauche (la gauche gouvernementale, le Parti Socialiste, - parti social-démocrate qui domine dans ce département -, et les partis de gauche plus radicale) est le plus important. Preuve en est par exemple, des résultats des élections régionales de 2015, où la liste d'union de la gauche (le PS et ses alliés tel le Parti Radical) n'arrive en tête qu'en Loire-Atlantique, devant la liste de la droite traditionnelle (Les Républicains et l'UDI, de centre-droit) - menée par l'ancien Président de région, pro-aéroport, Bruno Retailleau -, laquelle arrive en tête dans les quatre autres départements.²⁹ A l'échelle du département, les zones de force de la gauche sont surtout représentées par les deux principales agglomérations de Saint-Nazaire et de Nantes, et dans une moindre mesure par le nord-ouest du département. La métropole Nantes - Saint-Nazaire accueille la population la plus jeune et la plus diplômée du département, celle qui est la plus susceptible de voter à gauche (P. Bréchon, 2006). A l'inverse, la droite conservatrice est la mieux représentée sur les zones littorales (autour de La Baule ou Pornic), abritant une population plus âgée et aisée, la frange sud du département, le nord-est et l'est rural et âgé, et de manière moins marquante, le vignoble, au sud-est de Nantes. Tout cela est tout à fait visible sur les trois cartes suivantes (figures 9, 10 et 11) qui mettent en exergue respectivement le candidat arrivé en tête lors du deuxième tour de la présidentielle, par commune, en 2012, la couleur politique du candidat aux élections législatives de 2012, arrivé en tête dans chaque commune du département, et la couleur politique du candidat aux élections municipales de 2014, arrivé en tête dans chaque commune de Loire-Atlantique au 1^{er} tour. On y distingue bien les bastions socialistes et les bastions de la droite traditionnelle que l'on vient d'évoquer (y compris MoDem et NC : Nouveau Centre, pour les législatives de 2012). La carte des élections municipales de 2014 est particulièrement édifiante en ce qui concerne la métropole nantaise, place-forte socialiste, encerclée du bleu des communes qui votent plus à droite.

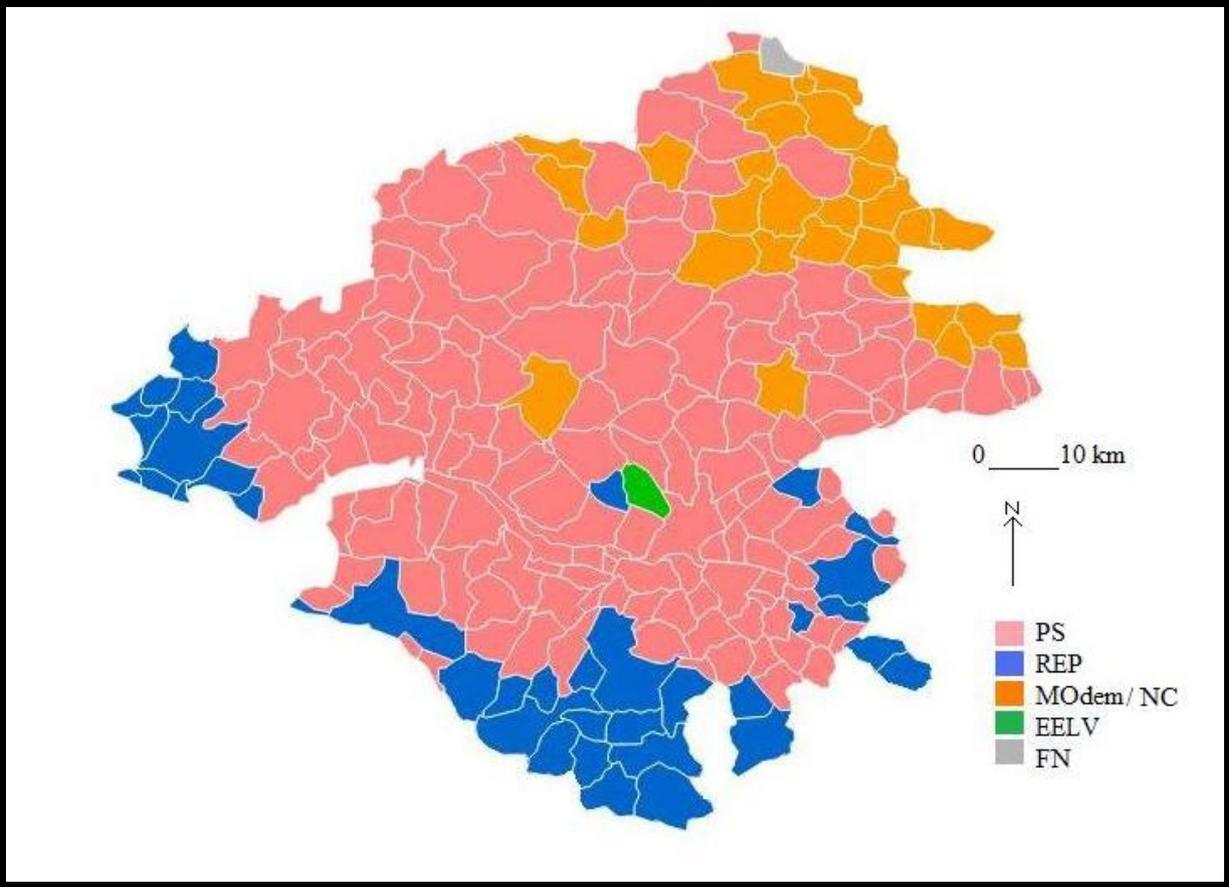
²⁹ Les résultats sont consultables sur le site du Ministère de l'intérieur : [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015/\(path\)/regionales-2015/](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015/(path)/regionales-2015/)

Figure 9: Carte des résultats au second tour de la présidentielle de 2012, par commune, en Loire-Atlantique



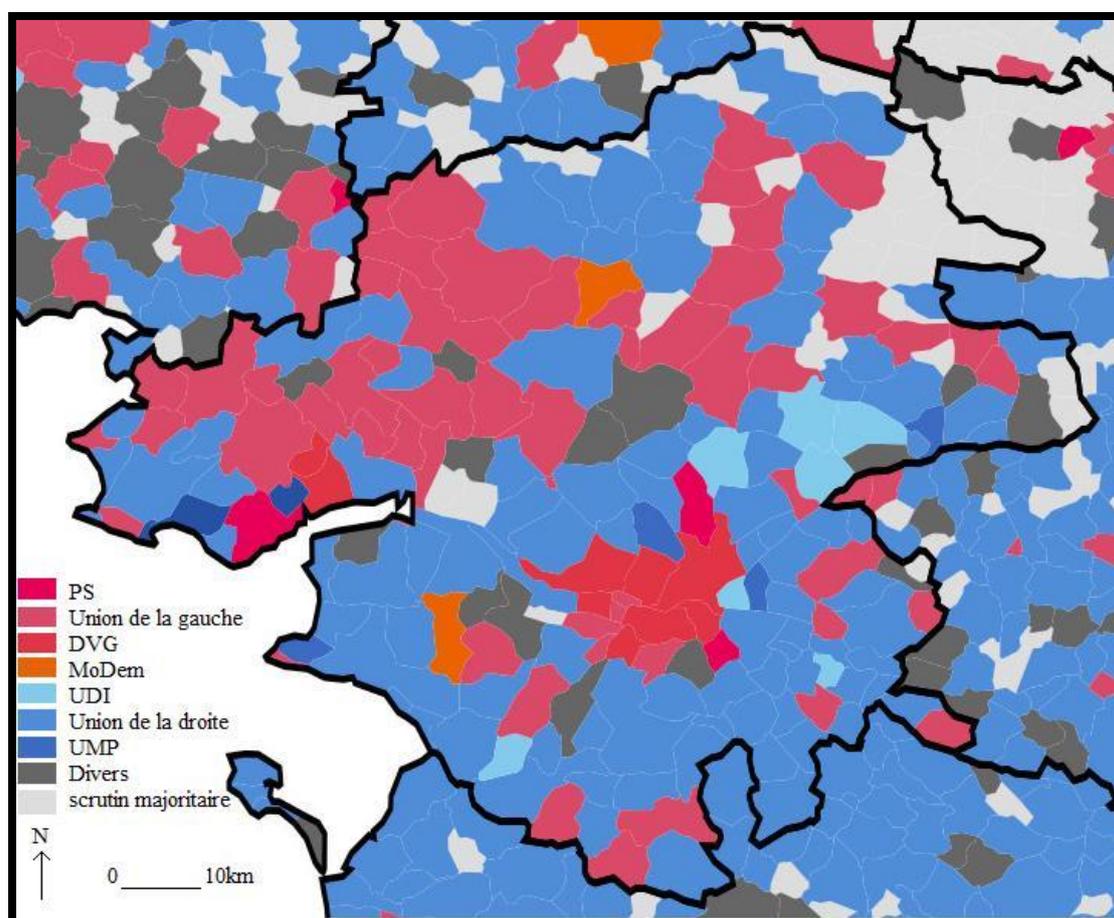
Conception : N. Gogendeau, d'après <http://www.cartesfrance.fr/geographie/>

Figure 10: Carte des résultats du premier tour des élections législatives de 2012, par commune, en Loire-Atlantique



Conception : N. Gogendeau, d'après <http://www.cartesfrance.fr/geographie/>

Figure 11 : Carte représentant la couleur politique des candidats arrivés en tête du premier tour des élections municipales de 2014, en Loire-Atlantique



Conception : N. Gogendeau, d'après <http://www.cartesfrance.fr/geographie/> (scrutin majoritaire : absence de liste, le candidat qui a le plus de voix remporte l'élection)

Si l'on rapproche ces constatations avec les cartes liées à la consultation, on relève certaines correspondances. Le nord-est du département, milieu rural et conservateur a massivement affirmé son soutien au projet. Il en va de même pour le littoral, notamment au nord de la Loire : la région de la Presqu'île guérandaise, territoire aisé et assez âgé qui vote majoritairement à droite, et pour les franges sud du département, proches de la Vendée. Mais, la corrélation n'est pas parfaite puisque le Pays de Retz par exemple, qui vote plutôt à droite, n'a pas réellement soutenu le transfert et Saint-Nazaire, qui vote plus à gauche, n'a pas clairement rejeté le projet, c'est d'ailleurs le « oui » qui l'emporte sur ce territoire. Il semblerait que la corrélation soit plus forte à l'échelle intra-urbaine, comme l'a noté Jean Rivière (2016). En effet, selon lui, la distribution spatiale du vote « oui » dessine les zones de force de la droite classique, et celle du vote « non », des gauches nantaises. Ainsi le vote

« oui » est le plus fort à Nantes dans les quartiers plutôt âgés et abritant des classes moyennes et supérieures du centre-ouest (Procé, Hauts-Pavés, Saint Félix) et du nord-est (Saint Donatien, Saint Joseph de Porterie). Le « non » est le mieux représenté dans des quartiers où EELV (Europe-Ecologie-Les Verts) fait ses meilleurs scores, mais aussi ceux où la gauche plus radicale est bien implantée et où le PS réalise ses meilleurs scores à savoir par exemple Chantenay, Zola ou l'Île de Nantes. Ce sont donc des populations plutôt diplômées et jeunes, qui ne suivent pas forcément les consignes de vote des partis pro-aéroport comme le PS pour lesquels elles ont l'habitude de voter. Il y a d'après l'auteur, une dichotomie entre les électeurs du PS et les dirigeants locaux de ce parti qui soutiennent fortement le transfert (J. Rivière, 2016).³⁰ Il semblerait donc que ce conflit sur l'aéroport renforce un tant soit peu les clivages gauche/droite existants dans le département, même si cela reste difficile à prouver et nécessiterait une analyse bien plus approfondie. Quoi qu'il en soit, le facteur politique, la dimension idéologique semblent bien avoir exercé une influence sur le vote durant cette consultation, même si d'autres facteurs sont bien entendu entrés en jeu, tel que l'effet de proximité de la ZAD ou celle de l'aéroport Nantes-Atlantique.

En décidant à la hâte de lancer une consultation, sans l'aval des protagonistes du conflit, le gouvernement pensait parvenir à sortir de l'impasse. Malgré la victoire du « oui », assez localisé et suivant des logiques de proximité mais aussi idéologiques, rien n'a changé et il semblerait que cette consultation n'ait pas joué le rôle attendu.

Après un début d'opposition locale menée par des paysans militants lors des débuts du projet dans les années soixante et soixante-dix, les opposants ont réussi à inscrire le conflit à l'agenda politique et à imposer leur combat dans la sphère médiatique depuis sa relance en 2000. Aujourd'hui encore et malgré le « oui » au transfert lors de la consultation inédite de 2016, les anti dominent toujours le rapport de force, notamment par l'occupation de la ZAD.

³⁰ Pour plus de précisions, voir : RIVIERE J., 2016, Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, *Norôis*, numéro 238-239, 15p

II) L'influence des éléments de socialisation des interrogés sur l'intérêt porté au politique

Lorsque l'on interroge des individus à propos de leur sentiment vis-à-vis d'un projet d'aménagement contesté, sujet évidemment politique, on apprend bien des choses sur leur comportement et leur opinion politique. A la lumière des entretiens réalisés dans le cadre de ce travail, il semblerait que l'on puisse mettre en avant les éléments les plus saillants d'influence sur la politisation des interrogés. Ainsi, le militantisme et le degré d'engagement pour une cause, qui ne serait pas directement liée à l'aéroport, le rapport à l'ordre, à la religion et aux institutions, ou encore l'attachement territorial, semblent être les facteurs les plus influents de politisation.

II.1 Une socialisation primaire créatrice de comportements électoraux qui perdurent

Chez nos enquêtés, certaines variables semblent peser plus que d'autres dans leur comportement politique, telles que le rapport au pouvoir, à l'ordre, à la loi ou aux institutions. Ce sont des variables, des visions du monde héritées la plupart du temps de leur socialisation primaire. Nous allons tenter d'étudier ici l'influence de certains de ces éléments de socialisation antérieure sur la politisation de notre panel.

II.1.1 Religion, classe sociale ou positionnement politique des parents, des éléments clefs de socialisation transmis aux enfants et influençant leur rapport au monde

En analysant nos entretiens, nous avons réalisé que, chez certains de nos enquêtés, le comportement politique et électoral peut en partie être imputé à un rapport à l'ordre, à la loi ou aux institutions différents acquis durant leur jeunesse et variables d'un individu à l'autre.

L'influence des parents et de la famille dans la politisation peut s'avérer décisive ; elle s'exerce surtout lors de la première phase de la socialisation d'un individu, c'est-à-dire lors de la socialisation primaire. Ce stade fondateur et incontournable chez tout individu, qui dépasse l'éducation au sens strict, dans lequel la famille a un rôle déterminant mais pas exclusif, façonne le rapport au monde de l'enfant (M. Darmon, 2006). La famille, si elle n'est pas non plus le pôle exclusif d'influence dans la politisation d'un individu (on peut y adjoindre comme on l'a vu, l'école, la culture politique nationale, le milieu professionnel ou

l'engagement militant)³¹, en est tout de même l'une des instances les plus importantes. Son action durant la socialisation primaire apporte à l'individu des valeurs, des comportements, des repères sociaux qui influencent grandement sa politisation. Ainsi, la religion des parents, leur classe sociale, ou leur statut professionnel, qui influencent leurs propres orientations politiques, créent chez les enfants un rapport particulier au pouvoir, à l'ordre, à la loi ou à la morale, rapports au cœur de comportements politiques qui peuvent alors perdurer et que l'on a relevés comme primordiaux lors de l'analyse de nos entretiens.

La religion, variable lourde des déterminants du vote, est un élément pourvoyeur d'une certaine vision du monde et appréhension de la société (P. Bréchon, 2006, D. Boy et N. Mayer 1997). Elle encourage souvent un vote de droite, conservateur, en contraste avec un athéisme qui serait progressiste et amènerait un vote plus à gauche. Cette corrélation n'est toutefois pas toujours automatique et on observe d'ailleurs des variations entre religions. Les catholiques et protestants pratiquants seraient par exemple plus à droite que les pratiquants juifs (C. Ysmal, 1990). Quoi qu'il en soit, plus on est croyant, plus on est pratiquant et assidu à sa religion, plus la propension à voter à droite augmente (P. Bréchon, 2006). D'ailleurs, certains chercheurs ont émis l'hypothèse selon laquelle l'école privée pourrait favoriser un vote conservateur chez les futurs électeurs, même si cet effet de l'influence du religieux dans le milieu scolaire, sur les comportements électoraux n'est pas flagrant (P. Bréchon, 2006). De par l'histoire de la religion, son fonctionnement très hiérarchisé (du moins en ce qui concerne le catholicisme), et ses positions idéologiques et morales, le vote des individus les plus croyants est très souvent un vote conservateur. Il révèle un certain rapport à l'ordre, à la morale, à la science, un respect de l'autorité, des institutions et une vision très hiérarchisée de la société (C. Ysmal, 1990). Il peut paraître alors logique que la prégnance d'une éducation et d'une socialisation religieuse induise un comportement électoral conservateur calqué sur celui des parents. Mais ceci n'est pas automatique et certains individus peuvent parfois adopter des postures de rejet de la religion ou encore connaître des événements biographiques plus récents qui tendent à minorer l'influence de la religion sur leur vote.

La classe sociale des parents est également un facteur déterminant dans la politisation des enfants. Elle leur offre un rapport singulier au monde et à l'espace social. Quand les

³¹ Pour Vincent Tournier : « la politisation s'inscrit dans un contexte plus global et [...] elle est largement conditionnée par les caractéristiques d'un pays, par ses institutions, sa mémoire, ses clivages – ce que Émile Durkheim avait jadis appelé sa “conscience collective” », in TOURNIER V., 2010, Le rôle de la famille dans la transmission politique entre les générations, histoire et bilan des études de politisation, *Politiques sociales et familiales*, numéro 99, p59-72

enfants deviennent capables de distinguer leur place et celle de leur famille dans l'espace social, qu'ils peuvent saisir leur positionnement, avoir conscience de leur appartenance à une classe sociale, savoir s'ils sont dominés ou dominants dans l'espace social, alors leur vision du monde s'étoffe, change et se complexifie. Cela peut même créer des envies d'engagement militant, liée à une volonté de changement. Soit on intériorise son positionnement social, soit on le conteste, soit on le reproduit (L. Parlati, 2013). Par exemple jusqu'aux années 1970, plus on était intégré à la classe ouvrière, plus on avait de chance de voter pour le parti communiste, révolutionnaire, remettant en cause la société capitaliste. C'est aujourd'hui beaucoup moins marqué, en raison des transformations subies par la classe ouvrière, dont l'hétérogénéité s'est accrue et a modifié son comportement électoral, avec notamment une montée du Front National dans cette catégorie sociale (D. Boy et N. Mayer, 1997). Avec la moyennisation de la société, cette importance des classes moyennes et du positionnement social dans le vote s'est a priori réduite, mais « la famille, et donc la classe sociale d'origine, restent les creusets de l'identité politique » (A. Muxel, 2001, *in* L. Bargel, 2009, p2). En d'autres termes, la classe sociale d'origine conserve une influence sur le comportement électoral et la politisation, même si elle est peut-être moins importante qu'auparavant, en permettant l'intériorisation de systèmes symboliques de représentations, de convictions et de valeurs (P. Bréchon, 2006).

La détention d'un patrimoine ou le statut professionnel, éléments liés à la classe sociale, peuvent aussi être des éléments influençant la politisation des enfants de la part des parents. En effet, la possession de patrimoine serait corrélée à un vote plus à droite, même si cela reste difficile à vérifier, et on peut penser qu'elle produit un certain rapport à la notion de propriété privée, élément de positionnement politique certain (P. Bréchon, 2006). Enfin, le statut professionnel peut lui aussi jouer sur les représentations du monde. Le fait que les parents soient salariés ou non-salariés, fonctionnaires ou travaillant dans le privé, leur appartenance à un sous-groupe socioprofessionnel structuré et singulier (comme les professeurs, les médecins...), peuvent être au principe de la transmission de visions de la société différentes et potentiellement avoir un effet sur la politisation (D. Boy et N. Mayer, 1997).

La classe sociale, la religion, la profession des parents ou leur statut professionnel influencent la politisation primaire des enfants en participant à la formation d'une pensée sur le rapport au pouvoir, à l'ordre, à la loi... qui a parfois des effets durables sur le vote des individus. Ces transmissions de systèmes de pensées et de valeurs n'ont rien d'automatique et dépendent de multiples facteurs, et les parents ne sont pas, loin s'en faut, les seuls

pourvoyeurs de référents servant la politisation.³² Mais comme nous allons le voir, ces références restent parfois opérantes et structurent encore en partie la pensée politique de certaines personnes.

II.1.2 Une transmission qui perdure plus ou moins et se retrouve dans les comportements électoraux

Chez trois de nos interrogés, il semblerait que certaines catégories de pensée et de rapport au monde héritées de leur socialisation primaire perdurent davantage que chez les autres et nous allons tenter ici, d'en comprendre les raisons.

Chez Bernard, Marcel et Éric, la politisation semble être marquée plus durablement et plus efficacement par l'influence des parents que chez nos autres enquêtés. Bernard, retraité de La Poste vivant à Bouguenais et marié à Marie-Jeanne entretient une vision de la société très hiérarchisée, très structurée, au sommet de laquelle le Président de la République se pose en figure d'autorité à respecter. Le respect de la loi et de la morale est chez lui un élément central et structure apparemment son comportement électoral. Comme ses parents, il vote à droite et n'a voté PS qu'en 1981 et le regrette amèrement. Bernard a ainsi conservé les schèmes de pensées traditionnels et conservateurs de ses parents agriculteurs et n'en n'a que très peu dévié, malgré son installation en ville subie et un métier dans un secteur où la socialisation militante de gauche est assez répandue. Bernard a reçu une éducation religieuse qui, bien qu'il ne soit plus croyant aujourd'hui, peut avoir participé à la structuration de sa pensée politique et à sa vision très hiérarchisée de la société. Selon Bernard, la politique est un sujet tabou, il est discret dans ses opinions et n'affiche pas ses convictions, ce que l'on peut envisager là-aussi comme un héritage de ses parents, de cette tradition rurale, peu bavarde sur le plan politique et sur l'expression des choix électoraux. Enfin, notre enquêté conserve un amour de la ruralité de son enfance, qui lui confère une certaine conscience écologiste, même si cette dernière ne se retrouve pas forcément dans ses votes.

³² Nous pouvons faire le rapprochement avec ce que Bernard Lahire explique dans « *La culture des individus* ». Il y dresse un tableau critique des thèses émises par Pierre Bourdieu dans « *La distinction* » (1979), en montrant que la transmission des schèmes culturels ne se fait pas de manière automatique. Il établit que plus on multiplie le nombre de variables (en l'occurrence ici, le nombre de pratiques culturelles), plus on remarque des dissonances dans les goûts individuels, avec des personnes mélangeant goûts légitimes et goûts illégitimes. La famille n'est pas la seule sphère influençant les pratiques culturelles et il en va de même en ce qui concerne la politisation. LAHIRE B., 2004, *La culture des individus, Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, Paris, 778p.

En ce qui concerne Éric et Marcel, ce sont plutôt des valeurs de gauche que leur ont transmises leurs parents et qui continuent aujourd'hui d'avoir un effet sur leur vote. Éric, ouvrier agricole qui vit à Notre-Dame-des-Landes, a été élevé au sein d'une famille paysanne catholique de gauche possédant de fortes valeurs de solidarité et de fraternité, comme il le souligne lui-même :

« On a été élevés, nos parents, nos grands-parents, même si je ne les ai pas trop connus, ils sont fondateurs de plein de choses, les Crédits mutuels mais de l'époque, ils étaient cautions de gens qu'ils ne connaissaient pas... mes parents aussi, pour leur prêter de l'argent. [...] Ils ont créé des coopératives ! [...] Mais au sens noble du terme, on va faire des choses ensemble, y en a marre de se faire bouffer ! Ça c'était de l'utilité publique ! »

Son rapport à l'écologie semble être en partie hérité de son père, tout comme ce rapport particulier au pouvoir et à l'ordre, largement influencé par la résistance de ses parents à l'expropriation de leur ferme dans le cadre du projet d'aéroport, qui s'inscrit dans une tradition de luttes foncières bien ancrées dans le département. Éric vote toujours à gauche, comme ses parents et a repris le flambeau de la lutte familiale. La transmission est ici claire et déterminante dans la politisation de notre enquêté. C'est sans doute le fait que ses valeurs soient ancrées dans la famille depuis plusieurs générations, qu'elles soient régulièrement remobilisées et notamment mises en lien avec une lutte contre un projet qui les menace, qui s'avère fédérateur dans la famille, et qui peut expliquer l'efficacité de cette transmission chez Éric. Cette homogénéité politique de ses parents et son ancrage dans le temps, semblent avoir été déterminants ; ce sont des éléments qui renforcent l'efficacité d'une transmission de référents politiques des parents vers les enfants (J. Bowers, M. K. Jennings, L. Stoker, 2009).

Marcel, retraité nantais, a le même statut professionnel que son père, cheminot à la SNCF. Il semble avoir été chaperonné et influencé par son père dans ce choix de carrière, même si ce n'est qu'une hypothèse. La même constatation peut être faite pour l'appartenance à la CGT, elle-même liée au milieu professionnel. On peut donc supposer que Marcel ait baigné enfant dans un milieu cheminot militant, qui lui a apporté certaines des références politiques qu'il mobilise encore aujourd'hui. Cela ne reste qu'une hypothèse et d'ailleurs Marcel nous précise qu'il a reçu une éducation très religieuse, ce qui paraît peu en accord avec le milieu communiste plutôt anticlérical. S'il n'est plus croyant aujourd'hui, Marcel conserve un sens de l'honneur, et de la droiture. Il aime à se dire loyal et rappeler que le respect de la loi lui paraît primordial. Enfin, son milieu professionnel, donc indirectement son

père, lui a transmis un amour du service public qu'il défend fortement, ce qui est parfaitement cohérent avec ses engagements militants. On note donc chez Marcel le poids déterminant du statut professionnel dans certains comportements politiques, même s'il a été conditionné par une socialisation familiale antérieure (P. Bréchon, 2006).

Chez nos autres interrogés, l'efficacité des transmissions d'éléments de politisation durant la socialisation primaire, effectuée par les parents, semble moins prégnante. En effet, chez Marie-Jeanne ou Catherine, respectivement mariées à Bernard et Philippe, c'est l'influence du mari qui semble peser davantage que celle des parents sur leur comportement et leur connaissance du politique. Comme Marie-Jeanne le dit elle-même : « Au début j'ai voté à gauche, quand j'étais (Hésitation), c'était l'opinion de mon papa... ». Elle suivait les conseils de son père pour voter avant de connaître Bernard, qui depuis, a renversé son comportement électoral, l'amenant à voter à droite. Marie-Jeanne semble donc se référer à l'avis des hommes de son entourage en ce qui concerne ses choix politiques. Elle semble aujourd'hui partager l'essentiel des valeurs de son mari, y compris cette conscience écologiste héritée de l'enfance rurale de son époux et se positionne plutôt pour une droite traditionnelle, gaulliste. Cet alignement des positions politiques des femmes de cette génération (Marie-Jeanne est née en 1947) sur celles de leurs maris est courant et signe un effet générationnel (P. Bréchon, 2006).³³

Pour Catherine, l'influence de son mari Philippe (dont nous reparlerons), ne se fait pas ressentir sur le vote mais plutôt à propos du fonctionnement des institutions, du rapport à l'autorité... En effet, Catherine, comme son mari, est très volatile en ce qui concerne ses votes. Elle a par exemple voté pour les écologistes au premier tour en 1995, puis pour Jacques Chirac au second tour et en 2002, avant de voter pour l'UMP de Nicolas Sarkozy en 2007, puis pour Marine Le Pen au premier tour en 2012. Pour l'élection de 2017, lorsque nous les avons interrogés elle et son mari, ils étaient très hésitants, ne voulant pas voter une nouvelle fois pour la candidate d'extrême-droite, ni se prononcer pour François Fillon, ou pour Emmanuel Macron. Ils semblaient jeter leur dévolu sur le candidat de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, mais rien n'était fixé. Bien que Catherine vote comme son mari, de manière donc très changeante, il n'est pas sûr que ce soit lui qui décide du vote. Il marque plutôt son influence sur sa femme plutôt au travers d'éléments en rapport à son militantisme passé et présent (qui est moindre), donc sur les questions politiques liées à l'aéroport par

³³ Pour plus d'informations sur les effets de la politique dans le couple voir : MUXEL A., 2008, *Toi, enquêteur et la politique. Amour et convictions*, Seuil, Paris, 288p.

exemple. Il exerce aussi une influence sur sa femme en ce qui concerne l'avis de cette dernière sur certains éléments tels le fait de placer les enfants dans le privé, une certaine représentation de l'ordre et du respect des lois, ou encore une vision très verticale de la société. Le rôle du conjoint dans l'évolution des comportements politiques chez certaines femmes peut donc être un élément de première importance qu'il convient de prendre en compte (J. Pagis, 2011).

Philippe, qui vit à Notre-Dame-des-Landes avec Catherine, semble encore marqué par certains éléments socialisateurs de son enfance, qui se retrouvent dans son comportement électoral. Sa vision très hiérarchisée et ordonnée de la société que l'on vient d'évoquer, semble être liée à une éducation religieuse qu'il a souhaité reproduire avec ses enfants. Mais ceci s'avère finalement assez peu net et son comportement politique reste fluctuant. De plus, ses idées sur le fonctionnement des institutions ont changé avec son engagement contre le projet d'aéroport. Dans l'entretien, il ne remet pas en cause, dans un premier temps le fonctionnement de notre démocratie représentative, mais propose tout de même, plus tard, une vision plus nuancée et plus critique :

« Je serai plus pour que le Parlement ait plus de pouvoir et le Président plus représentatif, plus symbolique. [...]Oui et puis un vrai partage, représentatif des forces politiques. Un quart de gauche, d'extrême gauche, de droite et d'extrême droite. Que ça représente la gamme de la France, tout le monde serait content. »

On sent là l'influence du militantisme qui est venu peut-être contrecarrer certains acquis de la socialisation primaire que Philippe ne mobilise désormais plus lors de ses réflexions politiques.

En ce qui concerne Guy et Georgette, tout deux professeurs retraités, respectivement d'EPS et de sciences-physiques, vivant à Saint-Aignan-de-Grand-Lieu et à Saint-Herblain, la politisation effectuée par leurs parents semble avoir été un peu moins efficace. Guy et Georgette conservent une vision structurée et hiérarchisée de la société, héritée de leurs parents qui votaient à droite, tout comme un rapport aux institutions qu'ils respectent et défendent. Mais Guy et Georgette s'avèrent moins conservateurs que leurs parents, et votent plus à gauche, plutôt tendance PS, centre-gauche pour Guy, et PS un peu plus à gauche pour Georgette. On peut présumer ici d'une politisation par le statut professionnel chez ces deux enquêtés, qui peut amener vers un vote plutôt social-démocrate et donc être un élément déterminant dans le comportement politique (D. Boy, N. Mayer, 1997). Les valeurs et

représentations transmises par le milieu professionnel de l'enseignement public semblent ici avoir limité l'influence des croyances et des idéologies des parents.

Chez Jean, le milieu professionnel semble également avoir joué un rôle primordial sur sa politisation, peut-être davantage que les références reçues de ses parents. En effet, ancien gendarme, il tient peut-être de ce passé sa vision très hiérarchisée de la société et son côté très légaliste, pour le respect de l'ordre et des lois. En toute logique, il se prononce pour une société ordonnée et un respect strict des lois. Depuis six ans il est *steward* dans une filiale d'Air France à l'aéroport de Nantes et ce nouveau métier l'a fait devenir militant contre le projet d'aéroport. Il semblerait donc que la sphère travail chez cet enquêté ait une influence particulièrement cruciale dans ses comportements politiques, d'autant plus qu'il se considère comme centriste, et se montre faiblement politisé, ce qui pourrait traduire une faible politisation de ses parents qui n'ont peut-être pas réussi à lui transmettre des références idéologiques et des visions du monde suffisamment ancrées pour qu'elles perdurent. Nous manquons néanmoins d'informations ici, et ce que nous avançons ne reste qu'à l'état d'hypothèse.

Olivier de son côté, aide à domicile qui vit à Nantes, continue de mobiliser certaines valeurs acquises lors de sa socialisation primaire, en matière politique, mais cela ne se traduit pas forcément dans ses votes. Ses parents, qu'il dit faiblement politisés, votent pour une droite plutôt libérale, lui ont transmis des valeurs de respect de la République, des lois, des procédures, et des valeurs religieuses (sa mère était institutrice dans le privé) que leur fils ne remobilise pas aujourd'hui. C'est en effet un électeur plus volatil qui se dit centriste et ne reproduit pas toujours les votes de ses parents. En outre, il est tiraillé entre ce côté plus conservateur-libéral de ses parents et des amis qui sont beaucoup plus marqués à gauche et tentent de l'influencer, chose qu'il supporte difficilement. On peut penser que si les parents d'Olivier avaient été plus politisés, plus intéressés par le politique, il aurait suivi leur vote de manière bien plus nette, ce qui n'est pas le cas.

Enfin, en ce qui concerne nos deux derniers enquêtés, André et Gilles, nous ne disposons de quasiment aucune information sur leurs parents (par manque de temps durant l'entretien). Nous ne sommes donc pas en mesure d'établir d'analyse en ce qui les concerne. On observe néanmoins le même attachement aux institutions républicaines et à la loi, que chez de nombreux autres interrogés, notamment les plus âgés, tels que Georgette, Guy, Marcel ou Marie-Jeanne et Bernard. Il y a peut-être ici un effet de génération à creuser, une génération née juste après la seconde guerre mondiale et qui a assimilé une représentation gaulliste de la République, une vision très ordonnée et verticale de la société. Ces effets de

génération et leurs effets sur le vote sont d'ailleurs souvent étudiés, et vus comme des variables potentiellement influentes dans le comportement électoral (C. Ysmal, 1990).

Les phénomènes de divergence entre les opinions politiques des parents et celles des enfants tiennent à plusieurs raisons. Si les représentations du monde transmises ne perdurent pas toujours et si les enfants n'intègrent pas toujours les mêmes schèmes de pensée que leurs aînés, ce n'est pas seulement dû à l'intervention d'autres agents socialisateurs comme le milieu professionnel, le militantisme ou le couple. Parfois, les jeunes optent consciemment pour des valeurs différentes de celles de leurs parents, ces derniers ont parfois des idées politiques ambiguës et peu précises, instables qui ne se transmettent pas de manière efficiente, ou ne sont pas d'accord entre eux (V. Tournier, 2010). Dans un monde où l'on baigne dans de nombreuses sphères sociales à la fois (sphère familiale, amicale, professionnelle...), rien n'assure une transmission certaine des normes et des valeurs familiales (B. Lahire, 2004). Le transfert de la culture politique s'effectue donc inégalement des parents aux enfants selon nos enquêtés.

II.2 le militantisme : un élément de politisation

Pour Georges Simmel l'engagement contestataire ou non est un élément de participation politique comme un autre (*in* V. Catherin, 2000). S'engager dans une association, une ONG, ou un syndicat, est un acte politique et il semblerait logique que le militantisme puisse être un facteur de politisation. Nous allons donc tenter ici de distinguer si l'on peut ou non retrouver les mêmes mécanismes chez nos interviewés, si les plus militants de nos enquêtés sont les plus cultivés politiquement, si ceux qui possèdent le plus fort capital militant ont aussi la connaissance politique la plus développée.

II.2.1 Eléments de définition

Revenir sur quelques définitions nous semble pertinent ici, avant de commencer à étudier l'influence de l'engagement militant sur la politisation de nos enquêtés.

Avant de tenter d'en apprendre plus sur l'influence de l'engagement militant de nos interviewés sur leur connaissance et maîtrise du politique, il semble important de revenir sur la définition des termes qui vont nous servir ici. Il nous faut clarifier par exemple ce que l'on

entend par « militant », à savoir ce membre actif d'un mouvement, d'un parti, d'une association ou d'un syndicat, terme que l'on oppose à simple adhérent et à sympathisant, le militant étant plus actif, tout en n'exerçant pas forcément une responsabilité dans la hiérarchie du groupement.³⁴ Il y aurait plusieurs types de militants, en fonction de la nature du mouvement dans lesquels ils s'inscrivent, d'où cette brève typologie des différents militantismes de Jacques Ion³⁵: l'engagement associatif sous toutes ses formes : familial, culturel et caritatif ; un militantisme axé vers le progrès social ; et un dernier tourné vers la prévention des risques humanitaires ou écologiques. À force de militer, ces individus acquièrent progressivement ce que l'on appelle un capital militant. Ce concept désigne « par delà la diversité des formes d'engagement, des savoir-faire acquis en particulier grâce à des propriétés sociales permettant de jouer, avec plus ou moins de succès, dans un espace qui est loin d'être unifié » (F. Matonti, F. Poupeau, 2004, p11). En d'autres termes, le capital militant correspond à tous ces acquis que le militant acquiert de par son action, comme un réseau, des savoir-faire et des techniques, des connaissances, une expertise, en bref diverses ressources qu'il peut remobiliser dans d'autres sphères.³⁶ La politique peut-être une de ces sphères où les acquis du militantisme peuvent être réinvestis. C'est d'ailleurs ce qui nous intéresse dans cette partie.

Nous allons en effet chercher à connaître l'influence que peut avoir ce militantisme sur la compréhension du politique, l'intérêt que l'on porte à la chose publique, en d'autres mots, chercher à éclaircir ce lien entre militantisme et résultat de la socialisation politique. Cette notion découle du concept plus vaste de socialisation, désignant « l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit, [...] - formé, modelé, façonné, fabriqué, conditionné, par la société globale et locale dans laquelle il vit - processus au cours desquels l'individu acquiert, apprend, intériorise, incorpore, intègre des façons de faire, de penser et d'être qui sont situés socialement. » En des termes plus simples, cela correspond à la « façon dont la société forme et transforme les individus » (M. Darmon, 2006, p6). La socialisation politique est donc l'application de cette notion de socialisation au champ du politique, c'est-à-dire la manière dont la société forme et transforme les individus, politiquement parlant. L'étude de

³⁴ Une définition de J. Ion, in AKOUN A., ANSART P. (dir.), 1999, *Le Dictionnaire de sociologie Le Bernard*, Le Seuil, Paris, p341

³⁵ *Ibid*

³⁶ Voir MATONTI F., POUPEAU F., 2004, Le capital militant. Essai de définition, *Actes de la recherche en sciences sociales*, numéro 155, p4-11, pour une définition bien plus poussée.

cette socialisation politique s'est par exemple intéressée « aux enfants et aux jeunes, et à la transmission au sein de la famille de valeurs politiques et d'attitudes face au vote et aux institutions représentatives » (L. Bargel, 2011, p2). Elle est une branche de la socialisation et peut être envisagée en termes de processus ou de résultat. C'est la deuxième acception que nous prendrons en compte ici, en la renommant d'ailleurs politisation pour davantage de clarté. La politisation sera donc envisagée ici comme le degré de compétence politique des individus, leur capacité à en parler (P. Bréchon, 2006).

Lors de nos entretiens, nous avons posé de nombreuses questions qui nous ont permis d'évaluer globalement le degré d'engagement militant de nos enquêtés et leur niveau de connaissance politique, lesquelles vont nous permettre de mieux cerner les liens que l'on peut établir entre la sphère militante et la sphère politique. Nous leur avons par exemple demandé s'ils étaient syndiqués et si oui dans quel syndicat, s'ils avaient déjà été encartés, s'ils s'étaient déjà présentés à une élection quelconque, s'ils allaient à des manifestations diverses ou s'ils étaient membres d'associations... D'autre part, nous leur avons posé des questions sur la situation politique actuelle, liée ou non au projet d'aéroport, sur leur vote, leurs changements éventuels d'opinion politique, sur les positionnements des partis politiques à propos de la question de Notre-Dame-des-Landes... Autant d'indices précieux pour se faire une idée du niveau de culture politique et d'engagement militant, de nos enquêtés dans le domaine du projet de l'aéroport ou non.³⁷

II.2.2 Le militantisme, un vecteur de politisation qui diffère grandement d'un enquêté à l'autre

Comme nous l'avons vu précédemment, les premiers individus opposés au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes à la fin des années soixante, sont souvent issus de mouvements ouvriers ou agricoles ayant participé aux événements de mai 68 (H. Kempf, 2014). Nombre de ces agriculteurs et ouvriers étaient donc militants avant même d'enrichir leur militantisme, cette fois-ci en luttant contre un projet d'aménagement majeur.

Dans ce travail, nous avons interrogé des individus plus ou moins engagés pour ou contre le projet d'aéroport, plus ou moins proches des mouvements structurant ce conflit devenu symbole d'une lutte contre un système économique et social qui dépasse la simple question de la construction d'un nouvel aéroport. La frontière est poreuse ici entre un

³⁷ Notre grille d'entretien est visible en annexe p146.

militantisme lié à la question de l'aéroport, et la sphère politique. Un engagement militant est un engagement politique, mais d'une forme différente (P. Bréchon, 2006). Il est intéressant alors d'observer si nos plus fervents défenseurs ou opposants au projet sont aussi les plus cultivés politiquement, intéressant aussi de se pencher sur les raisons de leur engagement (lié à l'aéroport ou non) et sur le rôle joué par le militantisme dans leur politisation par rapport à d'autres facteurs de socialisation.

On peut repérer comme un gradient chez nos enquêtés, avec un premier groupe au sein duquel l'influence du militantisme sur la politisation est flagrante, notamment par le biais de la famille qui les a conduits au militantisme. Un deuxième groupe, se réduisant à deux enquêtés, se détache, chez qui le militantisme n'est pas clairement dû à une influence socialisatrice antérieure ou familiale mais plutôt professionnelle et chez qui la sphère militante est en interrelation avec la sphère politique en tout cas pour l'un des deux. Enfin, un troisième groupe peut être mis en avant, réunissant les moins militants de nos enquêtés, ceux qui ne sont pas forcément les moins informés politiquement, ce qui sera d'ailleurs intéressant à analyser, ou les individus pour lesquels nous manquons d'informations du fait d'entretiens moins aboutis car plus courts (certains de nos enquêtés manquaient de temps pour que nous puissions conduire un entretien plus poussé).

Trois de nos interrogés forment notre premier groupe. Un groupe où l'influence de la famille se fait sentir, de par l'importance de certaines valeurs, d'une mémoire collective ou d'événements marquants qui ont poussé nos enquêtés à s'engager, à devenir militants, comme certains membres de leur famille, ce qui a nourri leur politisation.

Ainsi, Éric, issu d'une famille paysanne politiquement ancrée à gauche avec, selon lui de fortes valeurs de solidarité et de fraternité, a suivi le chemin tracé par son père, vivant sur la ZAD et luttant depuis le début du projet, contre son expropriation. Éric nous rappelait d'ailleurs un épisode traumatisant, déclencheur d'une envie de mobilisation chez l'adolescent qu'il était alors : « Dès 1972, j'avais 12 ans, on nous a dit, tu vas voir ta ferme on va te la prendre, ce n'est pas la peine d'élever tes vaches ! C'était mon premier coup de gueule ! » L'importance de cette mémoire collective, d'événements clés dans le parcours biographique des individus a été soulevée par de nombreux chercheurs qui montrent par ailleurs le caractère singulier de chaque famille mais aussi de chacun de ses membres (A-C., Broutelle, 2011, J. Pagis, 2011). En d'autres termes, ces événements ne jouent pas le même rôle et n'ont pas la même portée chez tous les membres d'un groupe. En ce qui concerne la famille d'Éric, il semblerait qu'être militant anti-aéroport soit très courant et que le degré d'engagement soit

assez élevé, voire très fort chez notre enquêté, son père, mais aussi chez son cousin, qui ont tous trois exercé ou exercent encore des responsabilités importantes au sein d'associations d'opposants au projet de Notre-Dame-des-Landes. Éric est par exemple l'un des trois coprésidents de l'ACIPA, et cela depuis environ dix ans.

Les mêmes observations peuvent être effectuées en ce qui concerne Philippe, pour qui l'un de ses oncles, militant important contre l'aéroport (ancien président de l'ACIPA), a été un personnage clef dans son engagement. D'ailleurs il nous dit aussi que son frère, comme lui, participe à de nombreux rassemblements, et on peut en déduire que ce militantisme anti-aéroport est là-aussi une affaire de famille. Philippe ne semble néanmoins pas être issu d'une famille possédant une tradition d'engagement qui dépasse la question de l'aéroport, au contraire de celle d'Éric.

Pour un troisième enquêté, Marcel, l'engagement à la CGT et au PCF semblent être liés à son père, qui comme lui était cheminot. Si Marcel ne milite pas au sein d'un quelconque mouvement lié à la question de l'aéroport, il est syndiqué à la CGT et milite activement au PCF, ayant même été conseiller municipal à Sainte-Luce-sur-Loire. L'entrée à la CGT s'est peut-être faite en lien avec son entrée à la SNCF, dans le sillage de son père, tout comme pour le PCF, doublon logique avec le syndicat ouvrier révolutionnaire. On émettra ici l'hypothèse de propensions héritées du père, ayant permis à Marcel de militer au sein de ces deux organisations très liées l'une à l'autre. Ce serait donc là aussi un exemple de politisation par le militantisme, militantisme provoqué par une série de facteurs de socialisation antérieurs et familiaux. On retrouve d'ailleurs là-encore, le rôle d'un personnage-clef. Dans le cas de Marcel, il semble donc que la politisation se soit faite par le biais d'un militantisme ancré familialement.

Cela confirme les affirmations de chercheurs tels qu'Annick Percheron selon qui l'acquisition de références idéologiques commence assez tôt, et s'intensifie surtout vers les âges de 16-18 ans, et pour qui, même si cette question de la transmission parents-enfants en matière politique reste mystérieuse, elle s'avère décisive, et encore plus efficace quand les parents sont politisés, et ont des idées proches, ce qui semble être le cas chez nos trois enquêtés (P. Bréchon, 2006). David McAdam ajoute d'ailleurs que plus un individu est déjà au contact de personnes engagées dans l'action militante, plus sa situation personnelle minimise les contraintes professionnelles et familiales, plus ses projets d'engagement reçoivent l'aval de ceux qui l'entourent, plus la probabilité de le voir militer est grande (E. Neveu, 2015). On comprend mieux ici la mécanique qui a mené nos enquêtés à l'engagement militant.

Cet engagement militant en tant qu'opposants à l'aéroport a permis à Éric et Philippe de développer un capital militant certain, une expertise sur les questions liées à ce projet, que nous avons constaté durant nos entretiens, mais aussi une certaine connaissance du politique. Éric, de par ses engagements militants a été approché pour se présenter à des élections municipales et même législatives, ce qui révèle une certaine notoriété, une reconnaissance de sa capacité politique. Au contraire de Marcel, Éric a préféré rester actif dans le militantisme syndical (à la CFDT) et à l'ACIPA, et ne pas exercer de mandat. Chez Marcel, le militantisme a nourri et nourrit encore sa culture politique, et vice-versa, puisque son engagement politique est lié à son engagement militant syndical, cela va de pair. Chez Éric, il semblerait que ce soit la question de l'aéroport pour laquelle il s'engage et milite fortement, qui nourrit sa culture politique (elle est sans doute alimentée par d'autres canaux également, comme nous serons amenés à le voir) et moins l'inverse. Chez Philippe, la connaissance du politique apparaît un peu plus faible ; elle est aujourd'hui moins influencée par son militantisme que par le passé, Philippe s'étant progressivement désengagé, pour des raisons professionnelles. On sent tout de même que ce passé de militant actif, regretté par l'interrogé (il s'y était constitué un réseau d'amis, d'information, qu'il peut toujours réactiver aujourd'hui, mais dont il s'est éloigné malgré lui), lui reste utile notamment pour s'informer et qu'il peut remobiliser des savoir-faire et des expertises héritées de ce passé, particulièrement en matière politique. Nos trois enquêtés ont donc fortement bénéficié d'une politisation par le militantisme, et pour deux d'entre eux même d'une politisation par la question de l'aéroport, base d'un capital militant qu'ils peuvent remobiliser dans un cadre plus politique.

Ce premier groupe est donc marqué par l'influence de la sphère familiale et parfois par celle d'un personnage-clef ou d'un événement marquant dans l'histoire familiale. Cette influence a été décisive dans leur décision de s'engager, de devenir militant, ce qui a ensuite participé, entre autres facteurs, au développement de leur culture politique, de leur compréhension de la politique, bref à leur politisation.

Un deuxième groupe, dans lequel l'influence du militantisme sur la politisation est moindre, peut être mis en exergue. Il est composé de Guy et Georgette, chez qui le militantisme a plutôt été déclenché par la sphère professionnelle, et chez qui l'influence familiale se fait un peu moins ressentir que dans le premier groupe en ce qui concerne l'engagement militant.

Georgette, ex-professeuse de sciences-physiques a été une militante syndicale importante dans la section éducation de la CFDT, allant jusqu'à être responsable

départementale. Plus que la famille, c'est la profession ici qui a joué un rôle dans son engagement militant, qui en outre n'est pas du tout proche des milieux engagés dans le conflit autour du projet de Notre-Dame-des-Landes, trop lointain pour elle géographiquement (elle habite sur la commune de Saint-Herblain). Elle ne s'y intéresse que ponctuellement et de manière assez détachée. Sa profession, lorsqu'elle était plus jeune a également contribué à modifier son rapport au monde et à l'extérieur, car comme elle nous l'expliquait, elle a enseigné en Algérie, ce qui a participé à son ouverture d'esprit et quelque part à sa politisation :

« Quand j'étais jeune j'étais coopérante en Algérie. J'ai travaillé trois ans en tant que prof dans un lycée algérien [...] C'était dans les années 70-73, c'était en paix à cette époque, la guerre civile c'était après, et il n'y avait presque pas d'Algériens qui avaient fait des études et donc les profs du lycée c'était toutes les nationalités. Et ça c'était vraiment très intéressant. Donc on se retrouvait avec un Anglais, un Américain, un Iranien, un Hollandais, de tout... »

Tout au long de l'entretien, et à la suite de celui-ci, de manière plus informelle, nous aurons pu constater une grande ouverture d'esprit, un respect de l'étranger, une envie d'échanger avec l'autre, liée notamment à sa profession, à cette expérience algérienne et aussi à sa petite enfance passée en Lorraine à côtoyer des soldats américains d'une base toute proche de chez elle, éléments qui ont une influence sur son comportement politique aujourd'hui encore et sur sa connaissance du politique, qui reste malgré tout assez moyenne : Georgette réponds parfois avec difficulté à nos questions portant sur les partis soutenant et s'opposant au projet d'aéroport, et sur les valeurs traditionnellement rattachées à la gauche et à la droite, comme nous l'analyserons dans la partie suivante. Son militantisme très lié à son secteur d'activité professionnel ne semble pas avoir autant contribué à sa politisation que dans le cas des individus précédemment cités.

Guy, lui aussi professeur d'EPS à la retraite, est militant syndical à la CFDT depuis 35 ans. Il s'est aussi engagé politiquement aux côtés du maire de Saint-Aignan de Grand-Lieu, plus récemment. Cet engagement syndical semble avoir été un élément déclencheur d'engagement politique à la municipalité, lui-même influençant Guy dans sa décision de créer avec d'autres, un collectif pro-aéroport, le COCETA. On peut émettre l'hypothèse ici que la profession de Guy a été à la source de son engagement militant, qui a sans doute pu nourrir sa politisation, mais peut-être de manière moins nette que son engagement politique plus récent au sein de la municipalité de Saint-Aignan. Cet engagement en politique a été motivé par un

fort attachement de Guy à son maire, sur lequel il tient des propos élogieux : « Je soutiens qu'on a un excellent maire qui a de très bonnes idées et je trouve qu'il est très très bien, malheureusement il avait dit qu'il ne ferait que deux mandats, j'ai un peu peur de la personne qui va le remplacer ». En plus d'une influence sur sa culture politique, cet engagement en tant que conseiller municipal l'aura poussé à s'engager, et à militer en faveur du transfert de l'aéroport pour sauver sa commune, comme il nous l'expliquait :

« [...] j'ai pris conscience de certaines choses. Parce que j'ai collecté des informations que n'avais pas avant et là je me suis rendu compte que ça devenait une nécessité parce que j'ai été confronté à ces problèmes d'urbanisation aussi de la commune et c'est vrai qu'il y aurait pleins de choses à faire au centre-bourg, et pour conforter nos commerces et ça c'est un sacré problème. »

Dans ce cas, c'est l'engagement politique qui a induit un engagement pour l'aéroport, et non l'inverse. Ce qui a influencé la politisation de Guy semble bien plus avoir été la sphère professionnelle et syndicale qui y est liée, ainsi que son engagement politique local que le militantisme tardif en faveur de l'aéroport qu'il a développé. Ce dernier, bien qu'il participe de la politisation de Guy, semble encore trop récent et surtout n'avoir été rendu possible qu'à partir de son expérience passée, qui lui permis de mobiliser son capital militant politique et syndical pour créer avec d'autres, le COCETA. C'est l'engagement syndical ici qui permet un engagement politique local, qui conduit à l'engagement militant pro-aéroport, avec des effets cumulatifs d'acquisition et de remobilisation de ressources et de savoir-faire. C'est ce qui nous mène à affirmer que l'influence du militantisme lié à l'aéroport est moins forte chez Guy que chez les membres du premier groupe.

Il est enfin intéressant de constater que ces deux interrogés, en retraite, ont commencé à se désengager progressivement. Georgette n'est plus syndiquée et ne se rend plus aux manifestations ni aux rassemblements, à cause de problèmes de santé, tandis que Guy s'est désengagé politiquement, préférant s'attacher au développement du collectif pro-aéroport. Cela pose la question souvent étudiée des désengagements militants, des raisons qui poussent un individu à s'engager ou au contraire à prendre ses distances avec un engagement militant passé.³⁸

³⁸ C'est un aspect clé du militantisme que l'on peut retrouver dans l'ouvrage suivant : FILLEULE O. (dir.), 2005, *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 319p

Pour ces deux personnes, l'influence familiale est quasiment inexistante dans leurs engagements syndicaux respectifs, qui sont plutôt lié à leur emploi. Le militantisme a une influence moins forte et moins directe sur leur politisation que pour ceux du premier groupe, même si Guy est très engagé en faveur du transfert.

Le troisième groupe réunit les individus au sujet desquels nous manquons d'informations, chez qui le militantisme est plus faible ou même inexistant, et ne joue donc pas ou peu dans leur politisation, qui passe alors par d'autres canaux.

Jean, Gilles et André, bien que militants (à la CFDT pour le premier, à l'ACSAN pour les deux autres), ne semblent pas avoir été conditionnés politiquement par cet élément. Pour le premier, *steward* dans une filiale d'Air France à l'aéroport de Nantes-Atlantique, l'engagement militant semble être peu important et un peu trop détaché pour influencer nettement sa politisation. On peut d'ailleurs parler plutôt d'adhésion syndicale que d'un véritable engagement militant. En effet, Jean, s'il a développé une certaine expertise au sujet du projet d'aéroport, de par sa profession, ne milite pas ardemment contre le projet et se contente d'intervenir parfois en réunion publique ou de se rendre à quelques rassemblements. Son degré d'engagement contre l'aéroport reste assez mesuré, et sa connaissance du sujet semble plus importante que sa culture politique globale. Ainsi, Jean est un électeur plutôt centriste et volatil, qui a parfois eu quelques difficultés à répondre à nos questions quand celles-ci n'avaient pas directement de liens avec le conflit de Notre-Dames-des-Landes. Par exemple quand je lui demande ce que veut dire pour lui être de gauche ou de droite, et quelles valeurs s'y rattachent, il me répond : « (Silence) Vaste question ! (Il souffle) Je ne sais pas... Ce n'est pas un truc qui... ». Il ne possède pas une très grande connaissance du politique et la politique l'intéresse moins que la question de l'aéroport. Par ailleurs, son militantisme syndical assez peu prononcé, donc de simple adhésion, n'est pas dû à l'influence de sa socialisation antérieure et familiale puisqu'il est le seul membre de sa famille et de son entourage à être syndiqué. Sa politisation, qui lui offre une connaissance du politique plutôt moyenne, paraît n'avoir été que peu influencée par son engagement syndical et son engagement contre l'aéroport, lesquels restent trop faibles pour avoir un effet probant sur sa culture politique.

En ce qui concerne Gilles et André, tous les deux militants actifs et anciens à l'ACSAN, association pro-aéroport, nous ne disposons malheureusement pas de suffisamment d'éléments, par manque de temps durant l'entretien, pour déterminer si leur militantisme important pour le transfert de l'aéroport influence leur politisation. Nous savons seulement

qu'ils sont très impliqués auprès de l'ACSAN depuis plus de dix ans (André en est le président), et qu'on ne leur connaît pas d'autres engagements que celui de Gilles au sein d'une association de jardins solidaires. Nous ne connaissons pas vraiment les motivations de leur engagement, mais on suppose un attrait pour la chose publique, lié peut-être à leur profession passée (Gilles était urbaniste, donc en contact direct avec la sphère publique, et André était inspecteur à l'éducation nationale). Leur socialisation antérieure a sans doute joué un rôle, mais nous ne disposons pas d'éléments suffisamment solides pour le vérifier. Chez ces enquêtés, armés d'une expertise certaine sur le projet de transfert d'aéroport (enrichi pour Gilles par son passé d'urbaniste), et d'une culture politique très correcte en comparaison avec celle d'autres enquêtés et à la lumière de leurs réponses à nos questions, on ne peut ici pas vraiment mesurer l'influence de ce savoir militant sur leur connaissance du politique. Le militantisme est un apport à leur politisation mais on ne peut en mesurer l'importance, ni le comparer à celle des autres facteurs de politisation qu'auraient pu être leurs professions respectives ou des éléments de socialisation antérieures.

Nos quatre derniers individus interrogés sont bien moins militants d'un point de vue global que ceux des deux groupes précédents, et cet élément n'influence donc pas ou très peu leur politisation. Catherine, mariée à Philippe, est devenue une militante mesurée par alliance, ou plutôt de par l'influence de son mari, qu'elle accompagne encore lors des rassemblements les plus importants. Mais c'est bien son mari qui l'a amenée à s'intéresser à cette question et à s'engager un peu plus ; c'est lui encore qui domine les débats et explique les enjeux, ou qui dispose de la meilleure connaissance du projet, du plus fort capital militant et de la culture politique la plus développée au sein du couple.³⁹ La politisation de Catherine s'est donc notamment faite par l'intermédiaire de son mari, mais aussi par d'autres biais tels que sa famille, son travail ou les médias. Les trois derniers enquêtés, Olivier, Bernard et Marie-Jeanne, ne sont militants pour aucune cause et leur politisation n'a donc pas été influencée par un militantisme quelconque. Ils n'ont jamais été syndiqués, n'ont même jamais manifestés. Leur connaissance du politique, somme toute plutôt limitée par rapport à d'autres interviewés, au regard de leurs réponses aux questions sur les valeurs que l'on peut rattacher à la gauche et à la droite, ou sur les partis qui soutiennent et ceux qui s'opposent au projet, est le fruit d'une socialisation antérieure, de leur vie professionnelle, des médias ou encore de leur entourage.

³⁹ Julie Pagis insiste sur le rôle de la socialisation amicale ou familiale et souligne notamment le place du conjoint, dans l'évolution de la perception du politique : PAGIS J., 2011, Incidences biographiques du militantisme en Mai 68, *Sociétés contemporaines*, numéro 84, p25-51

Il semblerait, à la lumière de ces quelques cas, qu'un militantisme davantage lié à l'influence familiale qu'à celle de la sphère professionnelle, soit plus important et plus efficace en termes de politisation. Même si les plus militants de nos interrogés ne sont pas forcément toujours les plus politiquement cultivés, le militantisme participe de cette connaissance et de cette compréhension du politique et peut être l'un des éléments les plus importants de politisation, notamment lors des phases secondaires de la socialisation. D'ailleurs les moins militants de nos enquêtés sont aussi ceux qui possèdent les compétences politiques les plus faibles, à la lumière de leurs réponses à certaines de nos questions (sur les valeurs de la droite et de la gauche par exemple). Si de nombreux autres éléments que le militantisme entrent en jeu dans la politisation des individus, ce paramètre, surtout quand il est familialement ancré apparaît déterminant dans la formation politique d'un individu.

II.3 L'attachement au territoire, source de politisation

Appréhender la notion de territoire comme une source potentielle de politisation pouvant influencer le comportement politique des individus n'est pas chose aisée. Ce n'est pas la première instance socialisatrice qui vient à l'esprit et il s'agit d'une notion à manier avec précaution. En effet, sa définition fait l'objet de discussions au sein des sciences humaines et l'on peut rapidement sombrer dans le déterminisme en accordant au territoire un rôle excessif ou trop schématique dans le comportement électoral individuel.

II.3.1 Explication théorique de la capacité d'influence d'un territoire sur la politisation d'un individu

Etudier les liens entre territoire et politisation nous amène à évoluer entre deux disciplines, la sociologie électorale d'une part et la géographie électorale de l'autre, lesquels gagneraient à un rapprochement pouvant offrir de nouvelles perspectives de recherche. Nous allons tenter ici d'étudier en quoi le territoire peut être une instance de politisation, en nous appuyant sur cette approche pluridisciplinaire.

Aujourd'hui la sociologie électorale ne s'intéresse qu'assez peu au territoire, contrairement aux travaux fondateurs d'André Siegfried⁴⁰ à la base des premières « théories

⁴⁰ Voir notamment : SIEGFRIED A., 1913, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Armand Colin, Paris, 683p

des comportements politiques », qui intégraient comme en géographie électorale de nos jours, une importante dimension territoriale (J. Sainty, 2014). Le territoire est une notion difficile à appréhender, aux sens multiples et aux définitions variables d'une discipline à l'autre, ainsi le souligne T. Paquot (2011).⁴¹ La géographie reste la discipline qui s'intéresse le plus au territoire. Elle le distingue de l'espace, notion beaucoup plus neutre et isotrope. Pour en donner l'une des définitions les plus courantes, le territoire est :

« Un objet géographique né de l'occupation, de l'appropriation, de la valorisation et de la défense d'une portion d'espace, par un État, une société, un groupe humain, dans des rapports géopolitiques, géoéconomiques et culturels ou religieux complexes, à l'espace considéré » (L. Carroué, A. Ciattoni, Y. Veyret, 2011, p15).

Pour la sociologie, « la notion de territoire renvoie à l'espace social construit dans et par les limites de l'espace physique » (N. Duvoux, 2011), donc davantage aux individus et à la manière dont ils habitent et vivent sur le territoire, s'approprient l'espace, tissent des liens et interagissent. Un territoire est toujours multiple au regard de ses différentes composantes (environnementale, sociale, économique, institutionnelle...). Cette multiplicité lui confère une spécificité, une identité. Cette dernière constitue la substance même d'un territoire ; en quelque sorte, elle forge son âme. C'est un concept très étudié, parfois polémique, et difficile à saisir car faisant appel à de multiples aspects, lesquels ne sont pas toujours visibles et matérialisés. En effet, l'identité relève du perçu, du ressenti, un élément de l'ordre des représentations⁴², qui touche chacun d'entre nous, ce qui explique son caractère polémique. C'est un élément qui se construit sur le long terme et se nourrit du passé. C'est en quelque sorte la personnalité d'un territoire. C'est aussi ce qui distingue un lieu d'un espace, lequel n'a pas cette identité, ni ce caractère « relationnel et historique », du fait de sa nature plus abstraite (M. Augé, 1992). Un territoire présente toujours plusieurs identités, celles de ses habitants, de ses acteurs, de ses quartiers, qui nourrissent une identité globale. Il existe donc un territoire matériel, visible, délimité, borné, et un territoire idéal, du ressenti, du perçu. On peut aussi parler de territoire objectif et subjectif (J. Sainty, 2014).

⁴¹ L'auteur met en évidence les divers sens que revêt la notion de territoire en sciences humaines, en proposant des définitions historiques, géographiques, éthologiques, anthropologiques, juridiques et urbanistiques : PAQUOT T., 2011, Qu'est-ce qu'un territoire ?, *Vie sociale*, p23-32

⁴² On se rapproche ici des célèbres travaux du géographe Armand Frémont, qui a fondé le concept d'espace vécu, en intégrant dans ses recherches de géographie régionale une part de ressenti, de perception dans l'appréhension d'un territoire par ses habitants. FREMONT A., 1976, *La région, espace vécu*, Flammarion, Paris, 288p

Ces deux types de territoire influencent l'individu et peuvent peser sur ses opinions et son comportement politique. En effet, en fonction du territoire et de son identité, les opinions politiques de ses habitants peuvent évoluer et l'on peut donc dire que le territoire influence la politisation de ces derniers. Par exemple, un territoire économiquement dynamique, cumulant des activités culturelles, des échanges, un dynamisme associatif, n'agit pas de la même manière sur le vécu et le perçu des personnes qui y vivent, qu'un territoire en perdition, en déclin, où les entreprises et les services disparaissent et où domine l'ennui, où les liens sociaux sont moins nombreux et moins faciles à construire. Il en va de même pour la proportion d'étrangers ou de minorités (ethniques, religieuses, sexuelles) présente sur ce territoire. Un territoire urbain ou rural ne sera pas le même selon sa composition ethnico-religieuse ou l'importance des minorités sexuelles ; il peut être un véritable *melting-pot* comme les plus importantes métropoles de la planète (on pense par exemple à Los Angeles, New York, ou Londres), ou à l'inverse afficher une homogénéité sociale et ethnique marquante, ce que l'on peut observer dans certaines banlieues chics, dans les stations balnéaires huppées, ou encore dans des quartiers concentrant les populations les plus pauvres et les plus discriminés. L'identité de ces territoires s'en ressent forcément, ils seront plus ou moins ouverts, tolérants et progressistes, selon l'importance des traditions, des religions (plutôt associées aujourd'hui à un certain conservatisme). Tout ceci influence l'individu, son bien-être, sa façon de penser le monde.

L'influence d'un territoire sur l'individu et sur sa politisation peut varier en fonction de la valeur affective accordée à ce dernier. L'attachement à un territoire peut être plus ou moins fort et peut pousser l'individu, dans certains contextes, à se mobiliser pour lui. Pour M-L. Helluy-des Bernard (*in* C. Didier-Fevre, 2012), il existe trois degrés d'intensité du lien à l'espace : l'attachement, l'appropriation et l'incorporation. L'attachement spatial, premier stade, se limite « à un lien affinitaire avec un lieu sans autre enjeu ». L'appropriation, elle, « a lieu quand l'individu s'investit affectivement dans les lieux ». L'attachement y est donc bien plus fort. Enfin, l'incorporation « existe quand les lieux font totalement sens pour l'individu » et qu'il s'y investit véritablement. L'investissement affectif pour un lieu ou pour un territoire peut devenir politique. Lorsqu'on aime un lieu, pour plusieurs raisons, on peut en arriver, par exemple, à vouloir le défendre, se mobiliser pour lui en s'engageant en politique mais pas seulement. Ceci est observable à toutes les échelles, de la défense d'un quartier menacé par un projet urbain, à l'affirmation d'une identité régionale ou nationale.

Le territoire peut aussi constituer une ressource pour l'individu, au sens où il peut s'en servir, par exemple pour se lancer en politique. Cette affirmation renvoie à la notion de capital

d'autochtonie. On peut définir rapidement ce capital produit dans et par l'espace comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (S. Tissot, 2010, p2).⁴³ Ce capital peut s'avérer utile pour certains individus qui pourraient se lancer en politique ou se mobiliser pour défendre leur territoire en s'appuyant sur leur ancrage, leur notoriété, leur réseau d'interconnaissance, pour amplifier l'efficacité de leur engagement. On peut établir un lien avec les fiefs de certains hommes politiques, qui font de leur implantation locale une force, parvenant à développer un système d'acteurs local, à s'enraciner durablement et à obtenir la confiance des habitants (C. Ysmal, 1990).

D'ailleurs, la sphère politique peut parfois instrumentaliser les identités territoriales qui influencent les comportements politiques des individus. Dans le cadre par exemple du marketing territorial, la création d'une image pour un territoire, bien souvent une ville, pour accroître son attractivité et attirer entreprises, investisseurs et grands événements, consiste en une réduction de l'identité d'un territoire pour n'en extraire que le meilleur ou le moins mauvais, aux yeux des acteurs de ce marketing.⁴⁴ Cette entreprise viderait alors le territoire de son identité propre. Le capitalisme et le néolibéralisme, à la source de ce nouveau paradigme des pratiques urbaines qu'est le marketing territorial, participeraient de cet appauvrissement de l'identité des territoires, notamment des villes et de leurs habitants lesquels fondent cette identité globale. Les métropoles deviendraient des non-lieux uniquement tournées vers l'économie et la croissance infinie en se ressemblant toutes et en agissant par mimétisme (M. Augé, 1992). Par ailleurs, les sphères politique, ou médiatique, peuvent aussi instrumentaliser et manipuler des identités dans d'autres contextes, en stigmatisant parfois volontairement certains territoires (on pense notamment aux banlieues défavorisées), ce qui peut jouer sur les représentations de certains individus, changer leur vision du monde et par là même, exercer une influence sur leur comportement politique. C'est ainsi que les habitants des espaces ruraux entretiennent une vision particulière des milieux urbains (qui peut varier fortement, de la peur à la fascination) et vice-versa, nourrie par un ensemble de facteurs très hétérogènes, intrinsèques ou non à l'individu et à sa socialisation, politique ou non.

⁴³ C'est une notion qui a d'abord été utilisée par J-C. Chamboredon et M. Bozon, reprise par J-N. Retière dans sa thèse de 1994 sur la ville de Lanester dans la banlieue de Lorient. BOZON M., CHAMBORDERON J-C., 1980, L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique, *Ethnologie française*, volume 10, numéro 1, p65- 88 ; RETIERE J-N., 1994, *Identités ouvrières : histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 236p

⁴⁴ Voir pour plus d'informations sur ce concept : ROSEMBERG M., 2000, *Le marketing urbain en question : production d'espace et de discours dans quatre projets de villes*, Anthropos, Paris, 184p

Directement ou de manière plus indirecte, le territoire peut constituer une instance de politisation et influencer les comportements politiques. Ainsi, les lieux de vie des individus et la perception qu'ils en ont, offrent aux habitants « des points de repères dans l'univers politique » (J. Sainty, 2014). Ces éléments liés au territoire viennent en complément d'autres instruments mobilisés par les individus lorsqu'ils mettent en place un raisonnement d'ordre politique.

II.3.2 Des enquêtés parfois concernés par l'influence de cet attachement au territoire sur leur politisation

Nos entretiens n'avaient pas vraiment pour objet d'approfondir cette question du territoire comme source de politisation ou de changement d'opinion politique. Cela pourrait d'ailleurs constituer un sujet de recherche à lui seul. Néanmoins, nos entretiens ont mis à jour des éléments intéressants qui soulignent chez certains enquêtés, l'influence du territoire dans leur politisation.

Pour quatre des enquêtés, le territoire joue un rôle assez net dans leur engagement militant, voire politique pour l'un d'entre eux. Chez Guy en effet, son amour pour Saint-Aignan-de-Grand-Lieu et pour le lac et ses environs, l'a poussé à s'engager aux côtés du maire de sa commune en intégrant le conseil municipal et à être l'un des responsables du collectif local pour le transfert de l'aéroport, le COCETA. Guy est né à La Chevrolière, non loin du lac et vit à Saint-Aignan depuis 1979. En venant s'installer ici, il a retrouvé un cadre de vie qui lui manquait : « J'ai toujours été attiré par le lac de Grand-Lieu, je ne sais pas, parce qu'avant j'étais à La Chevrolière, de l'autre côté du lac, pas très loin. J'avais envie de retrouver ce cadre-là quoi, et Saint-Aignan correspondait bien ». Nous n'avons pas suffisamment d'éléments sur les motifs de son engagement politique, certes modeste, mais nous savons qu'il apprécie le maire qui constitue pour lui une figure tutélaire. Nous savons également qu'il aime sa commune et craint pour son avenir si l'aéroport actuel devait s'agrandir :

« On sait très bien qu'on est dans une situation où il n'y a plus de terrains constructibles, on ne peut plus développer le bourg, donc c'est l'avenir de la commune... On sait que pour une commune telle que la nôtre qui fait 3800 habitants, il faut 30 à 35 constructions par an pour que les écoles gardent leurs effectifs... là on n'y arrive plus, l'an dernier ça a été catastrophique. Je ne sais pas combien il y a eu de permis mais c'est infime. »

Quand vous aimez le maire, qu'il vous soutient et que vous souhaitez participer au développement de votre commune, donc la mettre en valeur et la défendre, la motivation pour s'engager est plus forte. D'ailleurs cet engagement politique a conduit Guy à s'engager davantage en créant le COCETA. Il s'agit là d'un engagement militant encore plus fort, plus ciblé, pour la défense de Saint-Aignan en soutenant le transfert d'un aéroport qui selon Guy menace la commune de par son expansion. Le territoire auquel Guy est lié, ou incorporé si l'on adopte la terminologie de M-L. Helluy-des Bernard (*in* C. Didier-Fevre, 2012), puisqu'il s'y investit clairement, est à la base de son engagement politique, lui-même a l'origine de la prise de conscience qui l'a mené à participer à la création du COCETA et donc à s'engager encore davantage pour sa commune. On peut d'ailleurs penser que, par ses engagements multiples dans cette commune, Guy a développé un certain réseau qui facilite le fonctionnement de ce collectif, lequel doit profiter de ce capital d'autochtonie que lui apportent Guy et sans doute d'autres membres. Enfin, son amour du territoire lui confère une perception et un rapport à l'environnement spécifiques, ce qui peut agir sur son comportement politique ou sur ses opinions. Il entretient une vision un peu idéalisée de l'espace dans lequel il vit, une représentation fantasmée du lac et de ses environs, et par extension, de la campagne, avec une vision plus négative de la ville, la grande ville, à laquelle il associe par exemple le terme de « zonard ». Il se dit écologiste et on peut penser que cela est lié à son amour du territoire de Grand-Lieu, mais cette conscience écologiste ne se retrouve que très peu dans ses votes, qui penchent plutôt vers le PS.

Chez Catherine et Philippe, notre couple de Notre-Dame-des-Landes, l'amour de la campagne et de ce territoire a participé de leur militantisme anti-aéroport. Il est aussi au principe d'une perception spécifique de la ville et de la ruralité. Ils apprécient certes leur commune et sa situation géographique, comme Philippe le souligne : « Le voisinage, petit et bon, le petit village. C'est super. On s'entend bien. Et la proximité avec Nantes, 15 minutes du Cardo, 20 d'Atlantis... On a toutes les commodités ». Cependant, c'est encore davantage la campagne et ce qu'elle leur offre qui leur plaît. Ils mettent en avant le cadre de vie et la tranquillité, comme lorsque Philippe nous suggère qu'en cas de construction de l'aéroport: « [ils] serai[en]t moins en campagne qu'actuellement pour [leurs] vieux jours. [Ils] perdrai[en]t de [leur] cadre de vie », ou lorsque Catherine ajoute que ce qu'ils recherchent « c'est la qualité de vie, la campagne, le calme ». Ils sont assez connus dans la commune, comme le souligne Catherine, à qui on a même proposé une place sur une liste pour les élections municipales. Ils appellent le maire par son prénom et ont un réseau d'interconnaissance bien développé. Ils sont très bien intégrés et la défense des agriculteurs de

leur commune et des espaces ruraux est l'un des fondements de leur engagement contre le projet d'aéroport. Ils sont donc attachés à leur commune et à cette campagne qu'ils pratiquent au quotidien, et qui leur offre un rapport à l'écologie et aux milieux ruraux et urbains singuliers. Philippe est chasseur, et cela semble à la fois conditionner son approche du territoire et de la ruralité et nourrir des convictions écologistes plutôt fortes, liées à son amour pour la nature dans laquelle il évolue. Selon lui, être chasseur constitue presque un rôle de vigie de l'environnement :

« Je suis chasseur, on en discute entre nous. On s'informe mutuellement. On ne croirait pas mais les premiers écologistes ce sont les chasseurs. On empêche certains agriculteurs de s'approprier des chemins, on est vigilants. On parcourt la campagne une partie de l'année à pied. On voit l'évolution de la campagne et de ce qui se fait. »

Être chasseur l'inscrit aussi dans un réseau d'interconnaissance et de sociabilité, participant à son intégration dans la commune. Catherine et Philippe sont nés à la campagne et y ont toujours vécu. Selon eux la ville n'est pas un endroit agréable et ils n'y vont que pour les services qu'elle peut leur offrir. Elle leur inspire même parfois de la crainte ou de l'appréhension, qui transparait notamment lorsqu'ils évoquent certains quartiers comme celui de Bellevue à Nantes et Saint-Herblain, qui d'après Philippe serait une zone de non-droit. C'est ici la marque d'une peur de l'inconnu, d'un territoire urbain totalement antagoniste au lieu où ils vivent, et dont ils n'entendent parler que sous une forme négative. Malgré cette influence du territoire et de leur ancrage dans leur commune, à la fois sur leur perception de l'espace et de l'environnement, et sur leur engagement militant, l'effet sur leur vote, très volatils, demeure assez limité et ne correspond pas forcément à leur discours. Ils tiennent un discours assez social et écologiste (en lien direct avec leur perception du territoire), plutôt de gauche, qui n'a aucune corrélation avec leur vote. Ils mobilisent des catégories de pensée différentes : ils avaient par exemple voté FN, consciemment, pour montrer leur désarroi à titre de vote de protestation. Nous y reviendrons. Ils affichent en outre, un manque de connaissance politique qui explique leur volatilité, leur indécision et donc limite en partie l'influence du territoire comme facteur de politisation puisque les représentations qu'ils en retirent ne se traduisent pas dans leurs votes.

En ce qui concerne Éric, de Notre-Dame-des-Landes, l'analyse ne diffère pas sensiblement. Cet enquêté manifeste un double attachement au territoire. Il montre d'abord un

attachement aux terres, à la terre, une culture et des valeurs paysannes bien ancrées, comme l'illustrent ses propos :

« Il y a un côté culturel. Les gens qui sont dans le Nord, les corons, avec les mines, même si c'est un boulot dégueulasse, [...] (Hésitation) mais c'est leur travail, leurs veines, leur sang ! Mais nous, on est en campagne et notre culture à nous elle est plutôt paysanne quand même. On a ce fond de culture paysanne, où la terre on n'en fait pas n'importe quoi, on la respecte, on la transmet. (Silence) C'est-à-dire qu'elle est à nous, on l'a pour un moment, mais on la transmet. Les paysans en Loire-Atlantique sont le plus souvent en location, c'est rarement leur propriété, [...] mais ils y sont attachés comme si la terre leur appartenait (Rires). »

Il est également attaché à son territoire, à sa commune, et encore davantage à la ferme familiale qu'occupe encore son père :

« Il y habite toujours, il est dans sa maison, exproprié dans les textes, mais toujours dans sa maison ! L'argent qu'on lui donne, pour indemniser sa maison, ses 14 ha et ses bâtiments agricoles, La Vacherie et tout ça c'est à lui, 360 000 euros je crois pour la totalité, ça c'est sur un compte des Dépôts et Consignation et on n'y touche pas ! Pour lui, il est toujours dans sa maison et sur ses terres ».

Le projet d'aéroport a révélé chez Éric, un attachement inconditionnel à la maison et au terrain de son père. La ferme familiale sur la ZAD est le point de départ de la mobilisation de la famille contre le projet. Il y a donc bien une dimension territoriale dans cette politisation qui se traduit par un militantisme fort, même à une échelle très fine. Par ailleurs, la commune de Notre-Dame-des-Landes est envisagée par Éric comme un lieu singulier, de résistance, presque romantique et utopique, comme le souligne l'extrait suivant dans lequel il aborde l'histoire de la formation de sa commune :

« C'est construit sur 2/3 de Fay et 1/3 de Héric ! Elle a demandé son indépendance et elle l'a eue ! Il n'y a pas de château sur Notre-Dame ! C'est peut-être pour ça qu'ils ont cédé, ça n'a pas une grande valeur ! Il y avait déjà 1800 habitants. On n'est pas des indépendantistes mais je pense qu'on a envie de se rassembler, faire des choses ensemble, ça doit être un peu dans nos gênes ! On nous la fait pas ! »

Cela participe d'une mise en récit de la lutte et de sa mémoire, pour l'inscrire dans le temps et lui donner une dimension supplémentaire, une épaisseur narrative, fédératrice et créatrice d'image, qui servira le mouvement. Chez Éric, le territoire a conditionné sa politisation. La défense de ce territoire est à la base d'un engagement militant puissant et de longue date, qui lui confère aujourd'hui un fort capital militant, nourri notamment par son capital d'autochtonie. Il est connu dans sa commune, reconnu pour son engagement, possède un réseau d'interconnaissance fort, a été souvent approché pour des élections municipales voire législatives. Il a fait en outre, l'objet de menaces nombreuses et parfois violentes, ce qui prouve son importance dans le mouvement. C'est une figure locale et incontournable du mouvement anti-aéroport. On peut dire que son capital d'autochtonie (son ancrage, son réseau) nourrit son capital militant puisqu'il est connu dans le milieu des anti-aéroport, comme une figure de la contestation, grâce notamment à son ancrage local. Le simple fait d'être né sur ce qui deviendra la ZAD a une forte portée symbolique et le projette sur le devant de la scène militante. Enfin, cette identification au territoire lui permet aussi de développer une certaine représentation de l'urbain et du rural. Sans forcément dédaigner la ville, il ne conçoit pas sa vie ailleurs qu'à la campagne et pense que les milieux ruraux sont dénigrés et délaissés, notamment par la sphère politique.

La politisation par le territoire est moins nette chez nos autres enquêtés. On peut tout de même relever lors de nos entretiens, des traces d'influence du territoire sur leur représentation de l'espace et notamment des milieux urbains et ruraux, qui peuvent très bien avoir des conséquences sur leurs opinions politiques. Les milieux ruraux sont parfois perçus comme des sanctuaires à protéger, des espaces naturels et agricoles menacés qu'il faut sauvegarder. C'est la vision qu'en ont par exemple Marie-Jeanne et Bernard. La perte de terres agricoles les préoccupe et selon eux, « retrouver des terres équivalentes pour les agriculteurs sur place » ne sera pas chose aisée, et « bétonner » ces terres provoquera des inondations qui seront « la faute de l'homme pas de la nature ! ». Jean, lui, en a une vision double, un peu contradictoire. D'un côté on retrouve cette perception un peu idéalisée d'espaces naturels vulnérables et précieux, comme le montre l'extrait suivant : « ça me touche quand même, notamment depuis que je m'y suis rendu. C'est beau, c'est un beau bocage, une jolie campagne. Ce serait un désastre. J'en ai pris conscience en y allant ! Je ne connaissais pas ». De l'autre côté, il parle de la campagne comme d'un espace paupérisé, avec une vision un brin misérabiliste : « Vous prenez Châteaubriant, une zone économiquement sinistrée, il n'y a rien, ces gens-là ont voté « oui », pour eux c'est un appel d'air économique... ». Ces

trois individus interrogés sont des citadins qui ne pratiquent qu'assez peu la campagne ; seul Bernard y est né, et a transmis sa vision de la ruralité à sa femme. Ils sont aussi tous les trois habitants de Bouguenais depuis assez longtemps et ont développé un certain attachement pour cette commune, mais moins intense que nos trois interrogés de Notre-Dame-des-Landes. Pour expliquer cette différence, on peut invoquer la menace que fait peser sur cette dernière commune, le projet d'aéroport. Cette menace sur un territoire, une commune, que ce soit à Notre-Dame-des-Landes ou Saint-Aignan-de-Grand-Lieu dans le cas de Guy, semble être un élément primordial qui déclenche un sentiment d'appartenance encore plus fort et une envie de mobilisation, en tout cas chez ces individus, supérieurs à ceux qui animent les habitants de communes moins concernées par le projet de transfert ou de maintien de l'aéroport.

Les autres enquêtés ne témoignent pas d'une telle influence de la dimension territoriale dans leur politisation. Nous n'avons parfois pas obtenu suffisamment d'informations à ce sujet, ou le territoire ne semble jouer aucun rôle ou bien trop peu pour construire une quelconque analyse digne d'intérêt. Nous aurions par exemple apprécié d'en savoir davantage sur Marcel, qui a été élu local et sur l'importance possible de la dimension spatiale dans son engagement, ce qui n'a malheureusement pas été possible (Marcel était pressé et l'entretien l'ennuyait). En revanche, il est logique que cette influence se fasse davantage ressentir chez les enquêtés qui résident à Bouguenais, Saint-Aignan ou Notre-Dame, puisque ce sont des communes concernées par le projet.

L'attachement au territoire peut donc entraîner un engagement militant comme dans le cadre de Notre-Dame-des-Landes, avec Éric ou le couple Philippe-Catherine. Mais il peut aussi déclencher un engagement politique comme chez Guy. L'individu se mobilise d'une autre manière, mais pour des raisons à peu près similaires, à savoir l'envie de préserver son cadre de vie, de s'investir pour sa commune, de la défendre. Il est logique d'ailleurs comme on l'a déjà souligné, que ces engagements soient plus forts en présence d'une menace quelconque. L'engagement se fait en réaction. Le territoire peut d'ailleurs servir de ressource pour se lancer dans cet engagement, qui en retour peut aussi nourrir ce capital d'autochtonie. Enfin, par ricochet la dimension territoriale exerce une influence sur les représentations, les visions du monde, notamment sur les milieux ruraux et urbains, agissant ainsi indirectement sur la formation d'une pensée politique par l'acquisition d'un rapport à l'espace.

Dans cette partie nous avons choisi de nous attarder sur trois éléments de politisation qui revenaient régulièrement dans nos entretiens. En effet, qu'il s'agisse du militantisme, de la

socialisation primaire ou du territoire comme source de politisation, ils influencent plus ou moins les comportements politiques et électoraux des enquêtés. Ces trois instances de politisation sont plus ou moins efficaces en fonction de multiples facteurs. Ainsi, le militantisme sera un agent de formation politique plus fiable s'il est ancré dans les valeurs familiales et dans le temps. La socialisation primaire aura davantage d'influence sur la politisation des enfants si les parents s'intéressent à la politique, expriment des idées claires et stables et sont d'accord entre eux. Enfin, le territoire sera un vecteur d'opinion politique au travers des représentations et des points de repères qu'il offre aux individus, et déclencheur d'engagement notamment si une menace pèse sur ce territoire. La politisation se base donc sur une combinaison d'agents qui se complètent les uns les autres et sont renforcés chacun par des facteurs différents, qui agissent plus ou moins sur les comportements politiques des individus.

III) Le rapport global à l'information, au politique et au vote, des individus consultés

Après nous être penchés sur les mécanismes de politisation les plus visibles chez nos enquêtés, nous allons tenter de comprendre leur vote lors de la consultation. Cela passe par une analyse de leur rapport aux médias et à l'information, de leur manière de s'informer, mais aussi par leur appréhension et connaissance du politique et des arguments des deux camps qui s'affrontent dans ce conflit.

III.1 Un rapport ambivalent aux médias et aux réunions d'informations sur le projet d'aéroport

Comprendre les déterminants du vote exige de s'interroger sur les sources d'informations utilisées par les individus et sur leur manière de se les approprier. L'information passe évidemment par les médias, traditionnels ou plus récents, mais aussi dans le cas de la consultation sur le projet d'aéroport, par des réunions d'information.

III.1.1 Rapport des enquêtés aux médias traditionnels

La télévision, la presse et la radio semblent constituer les sources d'informations principales de nos enquêtés, que ce soit sur le sujet de l'aéroport ou non. Bien que critiqués et décriés et parfois objets de méfiance, ces médias traditionnels restent très utilisés, même si la connaissance de la sphère médiatique par les enquêtés demeure relativement faible.

La télévision est aujourd'hui la première source d'information politique dans notre pays et un média interclassiste par excellence (R. Rieffel, 2015). Chez nos enquêtés, l'importance de ce média dans leur formation au politique se retrouve bel et bien, que ce soit à propos de l'aéroport ou non. Tous le regardent, même si Éric semble être le moins assidu par manque de temps. Les journaux télévisés sont particulièrement suivis, notamment l'édition locale de *France 3*, regardée par cinq des enquêtés (les couples Catherine - Philippe et Marie-Jeanne - Bernard, ainsi que par Georgette), qui poursuivent parfois avec l'édition nationale. Olivier, suit plutôt celui de *TF1* tout en admettant qu'il évite souvent de le dire car ses amis tenteraient de l'en dissuader. Marcel préfère s'informer avec une émission plus divertissante sur la TNT, *Quotidien*, au public plus jeune et à l'angle d'attaque plus décalé. Mais il admet ne regarder que peu la télévision. A l'inverse de ces derniers, les autres enquêtés n'abordent

pas spontanément la télévision comme média alternatif à la presse. Peut-être est-ce parce que cette source d'information leur semble tellement évidente qu'ils ne songent pas même pas à la citer.

En ce qui concerne la presse, nous avons un peu plus d'informations sur les habitudes de nos enquêtés puisque nous leur avons directement posé la question. Ceci peut expliquer le fait que nos enquêtés paraissent la lire fréquemment, mais c'est peut-être la conséquence d'une question très précise à laquelle ils souhaitent répondre le mieux possible, tout en se mettant en valeur. Quoi qu'il en soit, trois de nos enquêtés sont abonnés à *Ouest France*, le reçoivent donc tous les jours, à savoir Georgette, Marcel et Philippe. Cette presse régionale, avec *Presse Océan*, est également achetée régulièrement par Olivier (tous les jours), Marie-Jeanne et Bernard, et lue par Philippe qui reçoit le *Presse Océan* de sa belle-mère chaque jour après qu'elle l'ait elle-même lue. Jean lui, lit cette presse régionale au travail, ainsi que des quotidiens nationaux tels que *Le Monde* ou *Le Figaro*.⁴⁵ Marcel achète lui aussi ponctuellement certains titres nationaux comme *Le Journal du Dimanche* ou *l'Humanité*, en lien avec son engagement au PCF. Georgette quant à elle, est abonnée à l'hebdomadaire indépendant *Le 1* et Guy au magazine *Le Point*. Ce dernier s'est récemment désabonné de *Ouest France*, en raison de son désaccord avec certains journalistes qui traitaient du projet de Notre-Dame-des-Landes. En complément du *Point*, il achète parfois *Le Monde* et *l'Express*. Gilles et André, eux aussi ont durant l'entretien, exprimé leur désaccord avec certains journaux tels *Reporterre* ou *Mediapart*, qu'ils boycottent et à qui leur association, l'ACSAN, refuse désormais toute interview. Ces médias de gauche sont au contraire sollicités par Éric, qui lit régulièrement les versions en ligne de *Mediapart* et de *Rue 89* grâce aux abonnements de l'ACIPA, et achète de temps à autre *Le Canard enchaîné* et *Charlie Hebdo*. Nos enquêtés cumulent donc parfois de nombreux titres et semblent beaucoup s'informer par la presse, même si nous ne sommes pas en capacité ici de savoir combien de temps ils consacrent à ces lectures ni la portée de leur assiduité. Mais il y a peut-être aussi un effet générationnel ici, avec un lectorat plus âgé en ce qui concerne les quotidiens régionaux par exemple (R. Rieffel, 2015). Nos enquêtés n'étant pas très représentatifs en ce qui concerne leur âge, avec une surreprésentation des personnes retraitées (sept sur douze). Le tableau suivant recense les titres de presse lus par notre panel.

⁴⁵ Cette presse régionale semble rencontrer un vrai succès parmi nos enquêtés, *Ouest France* est d'ailleurs le quotidien français le plus diffusé.

Figure 12 : Tableau récapitulatif des titres de presse utilisés par nos enquêtés

	enquêtés	Presse quot. Régionale	Quot. Nationaux	Magazines	Presse militante/ indépendante
ANTI	Marie-Jeanne	Ouest France +Presse Océan			
	Bernard	Ouest France +Presse Océan			
	Catherine	Ouest France +Presse Océan			
	Philippe	Ouest France +Presse Océan			
	Eric				Mediapart+Charlie Hebdo +Canard Enchaîné+Rue89
	Jean	Ouest France +Presse Océan	Le Monde +Le Figaro		
PRO	Guy		Le Monde	Le Point+L'Express	
	André				
	Gilles				
	Georgette	Ouest France			Le 1
	Olivier	Ouest France			
	Marcel	Ouest France			Journal du Dimanche +L'Humanité

Conception : N. Gogendeau

Enfin, dernier média traditionnel, la radio, ne vient pas directement à l'esprit de nombre de nos enquêtés, au contraire de la télévision. Seuls Marcel et Georgette évoquent le fait d'écouter *France Inter* ou *RMC* (uniquement pour Marcel) pour s'informer. Gilles et André, écoutent également certainement *France Inter*, puisqu'ils élaborent une critique fouillée sur une émission précise de cette station, qui avait égratignée le projet d'aéroport.

Les médias dominants des grands groupes audiovisuels, se retrouvent en toute logique dans les entretiens menés, illustrant la concentration croissante des médias.⁴⁶ Ainsi, les médias indépendants ne sont utilisés que par Éric (*Mediapart*, *Rue 89*, *Charlie Hebdo* et *Le Canard enchaîné*), Marcel (*L'Humanité*, indépendant financièrement) et Georgette (*Le 1*). Nos enquêtés cumulent et utilisent ces médias dits traditionnels, chacun à leur manière, parfois par habitude et leur adressent souvent de multiples critiques.⁴⁷

Les critiques les plus virulentes sont adressées à la télévision, mais il s'agit en fait d'une critique plus globale des médias. La télévision est le média le plus présent, donc le plus

⁴⁶ Un schéma de cette concentration médiatique entre les mains de quelques hommes d'affaires peut être retrouvé sur le site suivant : http://www.acrimed.org/IMG/png/9_-_medias_francais_v9.png

⁴⁷ La figure 13 recense les différentes sources d'information de nos enquêtés, p95.

soumis aux critiques, mais la méfiance à l'égard des médias s'exprime aussi à l'encontre des réseaux sociaux par exemple. Pour Bernard, les médias « nous bourre[nt] le ciboulot » et « font voter les gens comme ça les arrange », en multipliant les « mensonges », notamment au sujet du projet d'aéroport. Pour Philippe, les informations à la télévision sont « trop généralisées » et « ce n'est pas de la vraie info ». Les critiques provenant des plus militants de nos enquêtés se concentrent autour de la question de l'aéroport. Guy, comme on l'a vu, s'est désabonné de *Ouest France*, car il était en désaccord avec le traitement de l'information : « *Ouest France*. Je n'ai pas du tout aimé la façon dont il traitait le sujet de Notre-Dame-des-Landes. Bien souvent, en manipulant un peu les gens, en mettant des titres qui n'étaient pas du tout confirmés... ». Pour Gilles et André, le succès des opposants viendrait des médias qui se seraient fait manipuler par les anti-aéroport : « les opposants ont tellement bien utilisés les médias » nous disait Gilles, que ces derniers seraient devenus contre le projet. Ceci s'expliquerait par le besoin de créer le *buzz*, de se nourrir de spectaculaire pour ne pas lasser le public, et pour vendre. C'est ce fonctionnement des médias qui est remis en cause par ces deux enquêtés. Georgette partage un peu leur avis en affirmant que les médias seraient plutôt hostiles au projet et soutiendraient même parfois les « casseurs » pendant certaines manifestations. Au contraire, pour notre couple de Bouguenais (Marie-Jeanne et Bernard) et pour celui de Notre-Dame-des-Landes (Catherine et Philippe), les médias seraient plutôt pro-aéroport, et Bernard nous affirme même que les médias contre sont « étouffés ». Au final, les porteurs du projet pensent que les médias sont globalement contre eux et anti-aéroport, alors que les opposants pensent l'inverse. Personne ne semble donc en accord avec le traitement médiatique de la question de l'aéroport. Il n'y a guère qu'Olivier, plutôt favorable au projet, qui pense que les médias vont dans le même sens. Il semblerait en fait que les médias soient un catalyseur de colère. Pour les anti, ils sont en partie responsables du « oui » à la consultation et les partisans leur attribuent l'enlisement du dossier. Éric de l'ACIPA, émet d'ailleurs l'hypothèse d'une connivence entre les sphères médiatiques et politiques :

« Que *France 3* se fasse acheter aussi 300 000 euros par an, par la région, ça me déplaît, et les journalistes aussi. On sent que les médias locaux sont très attachés aux élus locaux, il y en a peu qui refusent des billets quand il y a des ouvertures de lignes à l'aéroport et qu'on invite à monter et à faire l'aller-retour pour l'Angleterre ! (Silence) Même s'il faut payer le plateau (Rires) ! »

Le politique se servirait donc des médias pour légitimer le projet, le faire accepter. Éric y suspecte même une forme de corruption. Les médias tendent à devenir les souffre-douleurs de chaque camp dans ce conflit. Ils sont critiqués de toute part, mais sont dans le même temps utilisés par tous. On notera la contradiction qu'il y a à chercher son information, par habitude ou par tradition, auprès des médias, tout en se montrant circonspect à leur égard. Ce passage de l'entretien réalisé avec Catherine et Philippe illustre bien ce paradoxe :

« Enquêteur : Est-ce que vous lisez souvent les journaux ?

Philippe : Oui, tous les jours j'ai le canard⁴⁸ dans la boîte. Quand on est sur le territoire il faut en prendre et en laisser (Rires)... Il ne faut pas toujours se fier aux médias, des fois on est au courant de certains trucs sur la commune et c'est mal raconté, on se dit bon... (Hésitation)

Catherine : Oui, on le lit quand même, mais il y a des fois... »

C'est une critique multidimensionnelle qui est adressée aux médias, sur leur fonctionnement, avec cette recherche du spectaculaire, sur la porosité qui existe entre eux et la sphère politique, sur leur manque de neutralité, au sujet de l'aéroport ou non, ou encore sur leur supposée influence sur les comportements et les opinions des individus...

De nombreuses études en sociologie des médias ont porté sur ces effets pervers que pourraient avoir la télévision, la presse, la radio et autres sur leur public, sur son opinion politique, sa vision du monde et de la société. Les premiers travaux étaient souvent très critiques vis-à-vis des médias. Ceux de psychologues ou de sociologues ont pointé du doigt les manipulations pouvant être subies par les auditeurs/télespectateurs face à la publicité ou la propagande.⁴⁹ Les membres de l'École de Francfort ont insisté « sur les dangers de l'uniformisation produits par la diffusion d'une culture de masse » (P. Riutort, 2014, p604)⁵⁰, rejoints par des chercheurs américains comme H. Marcuse⁵¹ qui développe une critique des médias de masse, lesquels, en unifiant les discours et les représentations du monde, annihileraient toute dimension contestataire chez les individus (P. Riutort, 2014). Ces

⁴⁸ En l'occurrence, Philippe parle du *Ouest France*.

⁴⁹ On pense aux travaux de S. Tchakhotine en 1939 avec « *Le viol des foules par la propagande politique* », ou de V. Packard en 1958 avec « *La persuasion clandestine* », dans lequel il analyse le pouvoir de la publicité.

⁵⁰ On pense ici à T. Adorno et M. Horkheimer qui ont fondé la notion d'industrie culturelle : ADORNO T., HORKHEIMER M., 1974, *La dialectique de la Raison: fragments philosophiques*, Gallimard, Paris, 281p

⁵¹ Voir MARCUSE H., 1968, *L'homme unidimensionnel*, les éditions de Minuit, Paris, 288p

analyses théoriques ont depuis largement été remises en question, accusées par exemple de négliger le rôle du récepteur par rapport à celui de l'émetteur. Des recherches plus empiriques nuancent les effets pervers décrits par ces travaux initiaux, comme ceux de l'équipe de P. Lazarsfeld de l'Université de Columbia. Ils s'interrogent notamment sur l'influence des médias sur le choix politique et montre que le pouvoir des médias n'est pas si important que cela et les individus loin d'être aussi passifs que le sous-entendaient d'autres travaux (P. Riutort, 2014).

Il est aujourd'hui largement admis que les individus sélectionnent les informations qu'ils entendent, ne sont pas toujours attentifs et réfléchissent. En bref, ce ne sont pas des éponges qui absorbent sans réfléchir ce que leur annoncent les médias, et l'intègrent et le transmettent ensuite sans se poser de question. Le niveau de connaissance du public en matière politique s'est accru avec l'essor des moyens modernes de communication, ce qui lui permet en retour de critiquer le propos des médias (R. Rieffel, 2015). Nos entretiens confirment ce postulat, avec des enquêtés méfiants vis-à-vis de ce qu'ils lisent, regardent ou entendent, capables de changer d'émission, de boycotter un périodique ou de se désabonner quand le désaccord est trop important.

Néanmoins, l'influence des médias sur les comportements politiques des individus et sur leur perception de la société n'est pas nulle. En effet, si les individus ne sont pas totalement passifs devant leurs écrans ou journaux, et si les médias n'ont par exemple pas le pouvoir de leur dire quoi penser, ils peuvent en revanche influencer l'individu en l'amenant à se pencher sur certains thèmes, problèmes... En se focalisant sur certaines problématiques, les médias ne disent pas aux individus quoi penser, mais leur indiquent à quoi ils doivent penser, ce qui est assez différent. C'est un effet persuasif. Les médias mettent à l'ordre du jour certaines questions, les hiérarchisent en en mettant certaines en avant et d'autres en retrait. Parfois cela ne correspond pas au ressenti des individus qui ont des priorités et des problèmes différents. Des recherches ont d'ailleurs montré qu'il y avait une corrélation entre les thèmes priorisés par les médias et ceux qui paraissent importants aux individus. Les médias arriveraient donc à amener l'individu à se préoccuper d'un sujet qu'ils négligeaient auparavant. L'élection présidentielle de 2002, avec l'imposition du thème de l'insécurité dans le débat public, peut constituer une bonne illustration de ces effets de persuasion médiatiques (R. Rieffel, 2015). On pense aussi aux diverses polémiques sur le voile ou la *burqa*.

Ces effets de persuasion peuvent être renforcés par la manière dont un sujet est traité, c'est-à-dire par l'angle adopté, le cadrage. Certains traits de caractère d'une personne, certaines dimensions d'un problème, certains aspects d'une problématique seront davantage

mis en valeur que d'autres, ce qui peut changer la vision des individus sur une personne, un lieu, un thème, une loi... Par exemple le sujet des banlieues populaires est souvent abordé de la même manière, sous l'angle des problèmes d'insécurité et de chômage. Certains hommes politiques sont bien mieux desservis que d'autres dans leur traitement médiatique, ce qui renvoi d'eux une image bien plus positive.⁵² En raison des contraintes du travail journalistique (manque de temps, pression, concurrence...), les reportages vont souvent à l'essentiel, se contentent d'explications rapides et simplistes ; il en résulte souvent un cadrage qui privilégie malgré lui parfois, la forme sur le fond, les polémiques sur les réels problèmes ou le débat d'idées (R. Rieffel, 2015). Cette question du cadrage n'est pas anodine et on peut par exemple penser, comme nous le verrons plus loin, que la représentation des zadistes chez certains de nos interviewés a été en partie influencée par les médias, qui peuvent les présenter sous des angles bien différents. Il arrive que ces effets persuasifs apparaissent trop en décalage avec les représentations et les réalités vécues par le public, comme lors du mouvement social de la fin de l'année 1995. La couverture médiatique du conflit avait été très subjective. La plupart des médias dominants (presse écrite et audiovisuelle) avaient alors présentés le conflit « comme une lutte corporatiste de privilégiés opposés par principe à la mise en place de réformes nécessaires censées moderniser une France bloquée » (F. Granjon, 2014, p4). Le mouvement avait continué à s'amplifier et avait fini par mettre au jour les dissensions entre la population et le gouvernement, mais aussi entre la population et l'espace médiatique, qui était apparu comme le porteur des politiques gouvernementales (F. Granjon, 2014).

Les effets pervers dont nous venons de discuter ne changent pas totalement l'opinion d'une personne, ils n'en ont ni la portée ni le pouvoir. Ils ne renversent pas les opinions, mais renforceraient plutôt les convictions préexistantes. En revanche, il a été montré que lors d'élections très serrées et incertaines, certains débats télévisés avaient pu faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, vers le candidat qui avait alors dégagé la meilleure image lequel avait été désigné le lendemain comme le vainqueur du débat. Ces débats peuvent alors faire évoluer l'opinion des indécis lors de ces élections, les mobilisant en faveur du candidat qui aurait le mieux réussi son débat. Ces « grands moments de télévision » illustrent le poids des stratégies de communication, c'est-à-dire l'image d'un candidat, d'un parti, ou la perception des enjeux d'un scrutin, dans le choix des électeurs. Elles prennent un poids croissant et concurrencent les variables classiques du vote (caractéristiques socio-

⁵² Ségolène Royal, durant la campagne présidentielle de 2007, aurait été desservie par une image médiatique multipliant les clichés sur les femmes en politique : COULOMB-GULLY M., 2012, *Présidente : le grand défi. Femmes, politique et médias*, Payot, Paris, 392p.

démographiques de l'électeur, religion, idéologie...), notamment avec la montée en puissance d'internet, nous y reviendrons (R. Rieffel, 2015). On peut éventuellement observer cet effet de l'image d'un candidat diffusée dans les médias dans notre entretien avec Olivier, qui peinait à nous expliquer son vote pour E. Macron, et nous donnait comme explication : « Le personnage Macron me plaît (Rires) ». On peut hypothétiquement penser qu'Olivier, l'un de nos enquêtés les moins politisé, a été en partie influencé par l'image positive renvoyée par les médias du président actuel, qui a par exemple fait de très nombreuses couvertures de magazines durant la campagne.

Si notre panel distille nombre de critiques contre les médias, notamment télévisuels et écrits, leur connaissance de la sphère médiatique reste assez vague. Peu d'entre eux sont en effet capables de distinguer les médias plutôt de gauche, de ceux plus conservateurs, peu sont capables de citer des médias indépendants, tout comme de repérer les médias pro des médias anti-aéroport. Nos couples de Bouguenais (Marie-Jeanne et Bernard) et de Notre-Dame-des-Landes (Catherine et Philippe), pensent que les médias sont globalement favorables au projet d'aéroport, tout en admettant que certains s'y opposent mais qui selon Bernard seraient « étouffés ». De plus ils ne sont pas en mesure de citer le nom d'un média anti-aéroport, hormis le site de l'ACIPA, comme le souligne Philippe. Jean a le même niveau de connaissance, en nous indiquant que « certains médias sont plutôt contre, d'autres pour », mais sans être capable de nous en citer ne serait-ce qu'un seul. Marcel adopte une réponse tout à fait similaire. Pour Georgette, Guy et Gilles et André, les médias seraient plutôt contre, mais ils n'entrent pas dans les détails et ne citent aucun nom, à l'exception de *Mediapart* et *Reporterre*, ignorés par ces deux derniers enquêtés, et le nom de journalistes qui soutiennent les anti. Enfin, Olivier considère que les médias sont plutôt favorables au projet et ajoute que ceux qui s'y opposent doivent être des médias indépendants ; il reste néanmoins dans l'incapacité de les nommer. La connaissance du monde médiatique s'avère donc assez floue chez nos enquêtés, qui ne cherchent pas vraiment à connaître les rapports de force au sein de cette sphère médiatique, ni à savoir vers quel bord penche leur journal ou le site qu'ils consultent. Ce n'est pas un aspect qui leur importe et qui conditionne leur manière de s'informer. A l'inverse, Éric, le plus militant de nos enquêtés, semble être le seul à réellement pouvoir distinguer les médias plus progressistes des conservateurs, et s'informe en priorité auprès des médias indépendants. Il affirme bien d'ailleurs, que lui et son association tentent « de soutenir les journaux qui ont encore un peu d'indépendance ». Homme de gauche, il nous explique par exemple qu'il a « du mal à lire *Le Figaro* », journal détenu par le milliardaire

Serge Dassault, connu pour ses points de vue libéraux et conservateurs. De par son activité à l'ACIPA, il arrive à savoir assez nettement le nom des journaux et sites qui soutiennent leur lutte, tout comme celui des journalistes qui sont en accord avec les anti. Il les connaît même parfois personnellement et indique que les opposants ont souvent plus de souci avec les conférences de rédaction et les rédacteurs en chef, qu'avec les journalistes. Ces derniers sont plus proches du terrain et sont parfois venus sur plusieurs jours pour tenter de mieux comprendre le conflit, alors que les rédactions en chef sont contraintes par le temps, le coût des reportages et sont plus proches des sphères du pouvoir.

Nos enquêtés possèdent donc un rapport aux médias traditionnels assez ambigu, dans le sens où ils les consultent et s'en servent régulièrement pour s'informer, tout en les critiquant sur de nombreux plans et de manière parfois très virulente. Ces critiques semblent assez fondées au regard des effets indésirables ou préoccupants que ces médias peuvent avoir sur l'opinion des individus, en leur prescrivant ce qu'ils doivent penser, en pouvant peser lors d'élections serrées sur le vote des indécis, ou portant à l'occasion certaines mesures gouvernementales.

III.1.2 Rapport des enquêtés aux réseaux sociaux, à internet et aux réunions d'information

Les médias traditionnels ne sont pas la seule source d'information de nos enquêtés, encore moins quand il est question de la consultation de juin 2016 sur le transfert de l'aéroport. Internet et les réseaux sociaux, et les sources d'informations directement liées à la question de Notre-Dame-des-Landes, tels les divers ouvrages parus sur ce thème, les fascicules d'information ou les réunions d'information, constituent aussi des vecteurs d'opinion qu'il paraît pertinent d'analyser.

Si la télévision demeure le média de prédilection pour s'informer et se forger une opinion politique, elle est de plus en plus concurrencée par internet et notamment ses réseaux sociaux, qui tendent à s'imposer progressivement comme une source d'information majeure (R. Rieffel, 2015). Ce constat semble fonctionner chez nos enquêtés. En effet, neuf d'entre eux se servent d'internet pour s'informer. Seuls Georgette (qui a abandonné sa connexion lorsqu'elle est arrivée en retraite car elle en avait marre des ordinateurs et d'être immobile devant un écran), Bernard (qui ne maîtrise pas l'outil informatique et semble s'en fiche) et

Philippe (qui n'utilise l'ordinateur qu'au travail et très peu chez lui), n'utilisent pas ou extrêmement peu internet pour s'informer. Pour les autres, la fréquence d'utilisation de ce média et les sites consultés varient fortement. Si Marcel avoue utiliser très peu internet, et Guy qu'il n'est pas très doué, Olivier et Jean, nos deux plus jeunes enquêtés semblent s'y connecter plus souvent. On ne constate pas ici d'effet générationnel puisque Marie-Jeanne par exemple, retraitée de 70 ans, semble tout à fait maîtriser l'outil informatique et internet. Elle se rend souvent sur le site du quotidien gratuit *20minutes* pour s'informer. Éric, consulte en ligne comme on l'a déjà évoqué, les éditions de *Mediapart* et de *Rue 89*, illustrant pour le coup cette montée en puissance de la presse en ligne (R. Rieffel, 2015). Catherine elle, se rend sur *Google actualités*, et naviguent de sites en sites, sans sélection préalable, illustrant une certaine méconnaissance de la sphère médiatique, des sites pro et anti, ou indépendants.

En ce qui concerne les réseaux sociaux, nos enquêtés s'y intéressent moins qu'aux autres sites internet. Seuls Marie-Jeanne, Jean, Olivier et Guy, possèdent un compte *Facebook* (c'est d'ailleurs le seul réseau social utilisé par nos enquêtés). Si Olivier ne s'en sert pas pour partager des informations sur l'aéroport ou y afficher son point de vue, de peur d'être jugé et raillé par ses amis, les autres s'en servent comme un outil communicationnel, pour propager des informations, des dates de mobilisations ou autre. Cela indique que ces enquêtés qui partagent des informations se sentent suffisamment armés et légitimes pour le faire, et souhaitent jouer un rôle actif dans la réussite de leur camp dans ce conflit, en tentant de mobiliser de nouvelles personnes et/ou d'en faire changer d'avis certaines. C'est un engagement politique en lui-même, certes plus limité par exemple qu'une manifestation ou une occupation d'une zone promise au chantier, mais un engagement tout de même. Les plus méfiants et sceptiques vis-à-vis des réseaux sociaux sont aussi les plus engagés contre le projet d'aéroport. Éric pense que ces réseaux sociaux le coupe du réel : « Non. Ni *Facebook*, ni *Twitter*, ni rien. [...] Ca ne m'intéresse pas et je n'ai pas le temps, je préfère rencontrer les gens ! » . Marcel lui, affiche une méconnaissance flagrante et une méfiance à l'égard des réseaux sociaux en répondant quand on lui demande s'il possède des comptes : « Non, *Twister* et *Facebook*, non... je n'ai pas confiance ! ». Ici, l'effet génération quant à l'utilisation de ces réseaux sociaux, analysé par exemple par D. Boullier (2016), est peut-être plus probant. Ce sont des enquêtés plus âgés ici qui sont les plus méfiants et qui utilisent le moins ces outils de communication, même si Marie-Jeanne fait encore figure d'exception. Les critiques de la part de nos enquêtés concernant ces médias internet sont moins construites et moins nombreuses que sur les médias traditionnels, peut-être parce que plus récents et moins utilisés. De plus il nous est difficile de par nos entretiens, d'entrevoir l'influence de ces outils

numériques sur le comportement politique de nos enquêtés, qui nous parlent trop peu de ce sujet.

Internet est devenu un outil communicationnel incontournable de la sphère politique. Les hommes et femmes politiques sont omniprésents sur la toile, *via Twitter, Facebook*, ou même *Youtube*, et leurs sites officiels. Internet devient un outil de campagne au même titre que les autres médias. Si les professionnels de la politique et de la communication s'en sont emparés, c'est un peu moins vrai pour les utilisateurs *lambda*. Si internet s'est massivement installé dans les foyers des pays développés, les individus qui en font un usage politique restent assez peu nombreux, ou en tout cas moins nombreux que ceux qui utilisent la télévision, la radio ou la presse pour s'informer et se former politiquement (R. Rieffel, 2015). D'ailleurs cela peut se constater chez nos enquêtés comme on l'a déjà évoqué. L'avènement d'une démocratie 2.0 où tout le monde pourrait faire de la politique, débattre, être informé, longtemps pronostiqué, n'a pas vraiment eu lieu. Cette « utopie technophile » de démocratie parfaite s'est heurtée à la réalité, à la fracture numérique et au fait que les individus ne souhaitent et ne peuvent pas tous posséder internet, ni en avoir un usage politique (P. Mercklé, 2016). Il est en revanche indéniable que certains nouveaux usages d'internet tels les blogs, forums et réseaux sociaux ont servi une nouvelle forme de citoyenneté politique, mais qui implique surtout des personnes jeunes, urbaines et diplômées (R. Rieffel, 2015).

Les mouvements sociaux eux, se sont aussi largement emparés de ces nouveaux outils numériques. Internet constitue en ce sens une nouvelle arme du dispositif militant. Cela élargit le répertoire d'action de ces mouvements comme le montre D. Boullier.⁵³ Certains outils numériques et notamment les réseaux sociaux auraient même eu un rôle déterminant dans le démarrage, la prolongation et la diffusion de mouvements contestataires ayant conduit aux diverses « révolutions arabes » de 2010 ou à d'autres soulèvements populaires (comme en Moldavie en 2009), malgré leur faible diffusion au sein de la population de ces pays en développement (P. Mercklé, 2016). Les technologies de communication et leur propriétés s'avèrent être très bien adaptées au militantisme et aux mobilisations informationnelles. Elles permettent un allègement des contraintes éditoriales, une baisse des coûts de diffusion, une production coopérative et participative avec une plus grande interactivité, renforçant par ailleurs la cohésion du mouvement (F. Granjon, 2014). Les associations liées au conflit du transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes utilisent

⁵³ Voir BOULLIER D., 2016, *Sociologie du numérique*, Armand Colin, Paris, 350p et notamment les pages 255 à 258 consacrées aux mouvements sociaux en ligne.

elles aussi largement les outils numériques. Celles dont nous avons interrogé des membres, comme l'ACIPA, qui en plus de son site officiel, est présente sur *Twitter* et *Facebook*, et l'ACSAN et le COCETA, qui possèdent chacune un site officiel et un compte *Twitter*, exploitent largement les outils numériques et sont en réseau avec les autres acteurs du mouvement. Cette utilisation du numérique se fait en complément et non pas en substitution des autres moyens de communication et de mobilisation plus classiques, comme ceux liés aux médias traditionnels dont nous avons déjà discuté, ou les réunions d'information publiques, particulièrement importantes dans le cadre du conflit d'aménagement de Notre-Dame-des-Landes que nous étudions.

Les sources d'information directement en lien avec la question de l'aéroport, telles que les réunions d'information pré-consultation, ou les livres et fascicules édités sur le sujet du conflit aéroportuaire, viennent compléter les médias traditionnels et internet. En ce qui concerne les réunions d'information publiques, organisées dans diverses communes du département, juste avant la consultation de juin 2016, par les mouvements pro et anti-aéroport, elles ne semblent pas avoir séduit nos enquêtés. En effet, seuls Marie-Jeanne et Bernard se sont rendus à celle organisée à Bouguenais par les anti-aéroport. Il est intéressant de constater qu'ils s'y sont rendus sans savoir précisément qui des opposants au projet l'organisait, et sur le seul gage de présence de leur ancienne maire Françoise Verchère, militante bien connue du mouvement anti-aéroport. D'ailleurs, Bernard semblait regretter l'absence de contradicteurs et aurait peut-être préféré un débat. La conversation suivante illustre bien cela :

« Enquêteur : C'était quelle association ?

Bernard : Celle de Mme Verchère puisqu'elle était là.

Marie-Jeanne : Il y avait sûrement une association en chapeau.

Bernard : Mais aucun contradicteur de l'autre bord qui était là (Hésitation) pour ci pour ça... pas de contradicteurs. »

Savoir qu'il y aurait Mme Verchère semblait suffire à les convaincre de s'y rendre. La réunion a permis au couple de renforcer sa position contre l'aéroport et de compléter son argumentaire. Pendant l'entretien, ils me ressortent d'ailleurs régulièrement les arguments qu'ils ont entendus ce soir là, ou en tout cas ce dont ils se souviennent, comme le montre l'extrait suivant :

« Marie-Jeanne : Et on était allé à une réunion d'information avec Françoise Verchère pour ne pas la citer. Il y avait des anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes, des pilotes d'avion (Hésitation)

Enquêteur : C'était à Bouguenais ?

Marie-Jeanne et Bernard: Oui oui à Bouguenais.

Bernard : Et ils ont prouvé qu'il y a 30 ans, il y avait à peu près 30 à 35000 rotations d'avions par an, pour un million de passager, et il n'y en a pas plus aujourd'hui, avec 3 ou 4 million de passagers. Avant ils partaient avec des avions à moitié plein.

Marie-Jeanne : Vide ou presque, alors que maintenant ils ne partent qu'avec des avions complets.

[...]

Marie-Jeanne : Et maintenant ils ont des systèmes pour partir... (Hésitation), on va pas vous redire exactement mais... à contre sens du vent ou... (Hésitation) avec les technologies, ils peuvent partir soit d'un côté soit de l'autre et les gens ne subissent pas plus de nuisances sonores. »

La réunion d'information pour ce couple a pleinement joué son rôle. Elle leur a permis d'apprendre de nouvelles choses, d'intégrer de nouvelles informations et de compléter leur argumentaire. Ainsi, ils se sentent mieux armés pour comprendre les enjeux liés aux conflits, plus solides et confiants quant à leur vote et plus légitimes pour informer à leur tour leur entourage.

Ce couple de Bouguenais n'est en réalité pas le seul à avoir participé à des réunions publiques, mais ils sont les seuls à y avoir assisté en tant que spectateur. Ainsi, Éric, Guy, Gilles et André, ont participé à l'organisation de certaines réunions et même parfois pris la parole. Éric, co-président de l'ACIPA, a participé dans le cadre de son association, à l'organisation et à l'animation de multiples rendez-vous, comme il nous le dit dans l'entretien : « On s'était dit on profite de la consultation pour communiquer, surtout dans les endroits où on en avait besoin, sur Nantes, l'arrière-pays, Châteaubriant, Ancenis, Mésanger, Riaillé je ne crois pas, il n'y avait pas de salles... ». Guy a fait de même au sud de la Loire pour son collectif, le COCETA, qui organisait des réunions aux côtés des Ailes pour l'ouest et sans doute de l'ACSAN (nos enquêtés Gilles et André, qui en sont membres, ne nous l'ont pas confirmé). Gilles et André, abordent dans l'entretien l'organisation de réunions qui semblent plus informelles et parfois même prendre l'allure de débats, bien différents donc de celles organisées par l'ACIPA et le collectif dont fait partie Guy. Ainsi, Gilles nous disait :

« Mais on s'est surtout mobilisé à l'occasion de la consultation [...] On s'est attaché à aller voir les gens qui sont sous l'axe des avions en disant mais prenez conscience de ce qui peut aussi se passer pour vous, on est toujours dans la logique de pas dans mon jardin mais ça nous paraissait un moyen de mobiliser les gens. On a fait des réunions dans des bistros, qui ne marchaient pas si mal du reste, il y avait des opposants et c'était intéressant comme confrontation non violente. »

Ces quatre enquêtés sont les plus militants de notre panel. Organiser et animer de telles réunions est chronophage et fatiguant, exige une expertise et une certaine légitimité, de même qu'une capacité de transmission du savoir et de captation du public que tout le monde ne possède pas. Ces réunions permettent de compter ses forces, de se rassurer, tout en tentant de convaincre un public parfois hésitant. Elles renforcent le militantisme de ceux qui participent à leur organisation et à leur animation.

Le reste de nos enquêtés ne s'est pas rendu à ce type de réunion, et ce pour de multiples raisons, intéressantes à relever. Catherine et Philippe, notre couple de Notre-Dame-des-Landes, ne s'est pas rendu à une de ces réunions, pensant être suffisamment informé à ce sujet et avoir d'autres ressources, comme l'oncle de Philippe, membre influent de l'ACIPA. Ils n'ont même pas pris la peine de s'informer pour savoir s'il y en avait d'organisé. Y aller pour eux aurait été une perte de temps, puisqu'ils connaissent visiblement l'essentiel des arguments et peuvent toujours se rapprocher de l'oncle de Philippe pour de plus amples renseignements. L'extrait suivant illustre ce que nous venons d'énoncer :

« Enquêteur : Savez-vous s'il y avait eu des réunions publiques d'organisées ici sur la consultation ?

Philippe : Je ne sais pas. On n'y est pas allé en tout cas. Je ne me suis pas trop informé là-dessus. Il y a certainement eu des trucs...

Catherine : On a déjà notre opinion.

Philippe : Oui, on est déjà convaincu. Au pire je vais voir tonton... »

Jean, le *steward*, aurait bien aimé se rendre à la réunion de Bouguenais, mais n'a pas pu, puisqu'il travaillait ce soir-là. Il aurait pourtant aimé rejoindre ses collègues, pilotes, *stewards* ou autres, pour partager son expérience et son expertise avec le public. Cela montre qu'il se sent assez légitime pour participer à de tels événements. Enfin, nos trois derniers enquêtés, plutôt en faveur du projet, Georgette, Olivier et Marcel, ne se sont pas rendus aux

réunions et ne savaient peut-être même pas s'il y en avait d'organisé. Ils se fendent tous trois d'un simple « non » quand nous leur demandons s'ils se sont rendus à une réunion publique, et Olivier ajoute simplement qu'il « n'aime pas la foule ». On peut penser ici, que ces trois enquêtés, ne sont pas assez militants ni engagés dans le conflit lié à l'aéroport pour s'intéresser de près à ces réunions, et encore moins pour avoir envie d'y aller.

Hormis ces réunions, certains des enquêtés ont pu s'informer sur le projet d'aéroport au travers d'ouvrages et de fascicules juste avant la consultation. L'ouvrage de Françoise Verchère, récent et emblématique de la lutte a été acheté et lu par Jean et lui a plu et servit d'argumentaire. Il a renforcé l'engagement de notre enquêté en confortant son opinion contre le projet. Il constitue un élément d'information et de politisation important chez lui. Gilles et Éric, respectivement militants à l'ACSAN et à l'ACIPA, connaissent le livre précédemment cité, mais ne l'ont pas lu. Ils ont en revanche lus d'autres ouvrages, celui d'un économiste pro-aéroport pour Gilles, et d'autres non précisés pour Éric. Ces deux enquêtés sont parmi les plus militants et ceux qui s'intéressent le plus à la question de l'aéroport, ce qui se confirme ici. Les autres n'ont jamais lus de livres au sujet du conflit, et certains ne connaissaient pas le livre de Françoise Verchère. Ceci n'était pas le cas de nos couples Marie-Jeanne – Bernard et Philippe – Catherine, qui connaissent l'ouvrage mais ne sont pas allés jusqu'à le lire, par manque de motivation ou parce que leur engagement reste limité. Guy, pro-aéroport, donc en désaccord avec Françoise Verchère, connaît l'ouvrage mais n'a pas souhaité le lire.

Enfin, en ce qui concerne les fascicules distribués par les deux camps juste avant la consultation, pour informer les votants potentiels, ils ne semblent pas avoir marqués les esprits. Marie-Jeanne et Bernard disent ne pas les avoir reçus, Georgette et Jean ne se souviennent plus, Marcel, Gilles et André ainsi que Éric n'en parlent même pas. Il n'y a guère que Guy qui ai lu les deux, Catherine et Philippe n'ayant consultés que celui des contres et Olivier celui des pro. Nous ne pouvons rien dire de plus sur ce sujet, cela ne semble pas avoir eu d'influence déterminante sur le vote de nos enquêtés.

Les médias du numérique, qui gagnent en influence et concurrencent de manière croissante les médias traditionnels, en terme d'audience et d'information politique, sont des outils importants pour nos enquêtés. Internet est utilisé pour s'informer, parfois de manière approximative, mais davantage que les réseaux sociaux qui intéressent moins nos enquêtés, qui n'en ont d'ailleurs pas toujours un usage politique, et s'en méfient parfois. En revanche, les associations liées au conflit de Notre-Dame-des-Landes, dont certains de nos enquêtés font partie, se sont saisis pleinement de ces nouveaux outils. En ce qui concerne les sources

d'information liées directement à l'aéroport et à la consultation (réunions, fascicules ou ouvrages), elles exercent moins d'influence sur l'opinion et le comportement électoral de nos enquêtés, qu'internet et les réseaux sociaux, hormis chez les plus militants.

L'information chez nos enquêtés est multidimensionnelle. Ils critiquent parfois avec véhémence leurs propres sources d'information, mais continuent de les utiliser, par habitude. La télévision semble être la première source d'information, suivie de la presse (peut-être surreprésentée dans notre panel, de par un possible effet générationnel), et les outils numériques plus récents (internet et les réseaux sociaux). Les autres sources, directement liées à la question de l'aéroport arrivent en dernier, même si cela peut varier d'un individu à l'autre. Le tableau suivant (figure 13), recense les différentes sources d'information mobilisées par notre panel. Il est intéressant de souligner que les individus les moins sensibles aux informations des médias sont les plus politisés et militants, mais aussi les moins politisés. Les plus engagés ont une connaissance politique plus importante qui leur permet de discerner les raccourcis ou approximations présents dans les médias, ont des opinions tranchées et sont très sélectifs (R. Rieffel, 2015). Les moins politisés ne s'intéressent que très peu aux informations qui leur sont distillées qui en quelque sorte glissent sur eux sans grande conséquence et évitent les programmes, chaînes ou journaux les plus politiques.

Figure 13 : Tableau récapitulatif des sources d'information mobilisées par nos enquêtés

LES ANTIS	date de naissance	lieu résidence	activité professionnelle	sources d'information mobilisées	degré d'engagement
prénom					
Eric	1960	NDDL	ouvrier agricole	livres aéroports+presse nationale en ligne+presse nationale	fort
Jean	1975	Bouguenais	steward	livre Verchère+facebook+presse nationale et régionale	moyen
Marie-Jeanne	1947	Bouguenais	retraitée conseillère assurance	Fr3+facebook+réunion+presse nationale en ligne+presse régionale	faible
Bernard	1939	Bouguenais	retraité de la Poste	Fr3+réunion+presse régionale	faible
Catherine	1965	NDDL	aide à domicile	Fr3+fascicules contre+presse régionale	moyen
Philippe	1963	NDDL	contrôleur technique	Fr3+fascicules contre+presse régionale	moyen
LES PROS					
prénom	date de naissance	lieu résidence	activité professionnelle	sources d'information mobilisées	degré d'engagement
Georgette	1945	St Herblain	retraitée prof sc. Physiques	Fr3+FrInter+presse nationale et régionale	faible
Gilles	? Fin années 50	Nantes	retraité urbaniste	livres aéroports+ FrInter	fort
André	? Début années 50	Nantes	retraité inspection académique	FrInter	fort
Olivier	1984	Nantes	aide à domicile	TF1+fascicule pour+facebook+presse régionale	faible
Guy	1953	St Aignan de Gd-Lieu	retraité prof EPS	fascicules+facebook+presse nationale	fort
Marcel	1950	Nantes	retraité SNCF	FrInter+RMC+presse nationale et régionale	moyen

Conception : N. Gogendeau

III.2 Le rôle de l'entourage dans la décision du vote

L'entourage au sens large (voisins, amis, famille, ou même commerçants et éventuellement inconnus) ne joue pas un rôle neutre chez nos enquêtés. Il peut, comme les médias, avoir un rôle d'émetteur d'information, mais aussi de récepteur de celle produite par nos enquêtés, et donc avoir un effet sur le comportement électoral ou les opinions politiques.

III.2.1 L'influence de l'entourage sur les opinions des enquêtés

Qu'ils soient plutôt en accord avec le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, ou en désaccord, les individus que nous avons interrogés subissent de manière plus ou moins forte l'influence de certaines personnes ou certains groupes de leur entourage, en termes d'information sur le projet ou plus largement, ce qui peut parfois avoir un impact sur leur opinion politique et donc sur leur vote, comme lors de la consultation.

En analysant nos entretiens, on peut s'apercevoir que certains enquêtés sont bien plus influencés par des tiers dans leur comportement politique que d'autres, chez qui l'effet reste apparemment moindre. On pourrait penser que les plus militants sont aussi les moins influençables, mais ce n'est pas le cas. Ainsi, Éric, co-président de l'ACIPA, ou Guy, l'un des fondateurs du COCETA (collectif pro-aéroport), ont un entourage qui joue un rôle important dans leur engagement. Chez le premier, toute la famille est engagée, plus ou moins fortement. Le père d'Éric joue un rôle central dans l'engagement de sa famille et notamment de son fils que nous avons interrogé. Le cousin et le frère d'Éric sont également très engagés. Le père, autrefois paysan sur ce qui deviendra la ZAD, a toujours résisté à son expropriation annoncée et vit encore sur cette zone symbolique et stratégique. C'est sa résistance qui a fait entrer Éric et les autres membres de sa famille en militance. Il y a comme une émulation dans cette famille qui partage et transmet à ses nouveaux membres, des valeurs de gauche dont nous avons déjà discuté et qui participent à un fort engagement de notre enquêté. Comme on l'a vu et conformément à ce que note E. Neveu (2015), le fait de partager un engagement militant avec des proches et d'être soutenu par son entourage, - même si en l'occurrence la femme d'Éric tempère quelque peu l'ardeur de son mari pour cette lutte, notamment dans les discussions familiales et privées - permet à notre enquêté de continuer à militer sans trop de pression et de poursuivre son combat. L'influence de l'entourage est claire ici. Chez Guy, le soutien de sa femme paraît également important, et il semble ravi qu'elle l'accompagne aux

manifestations. De plus, il partage énormément d'informations *via* internet avec d'autres membres du réseau des pro-aéroport, qui font parties d'autres associations et qui lui paraissent de bon conseil car plus « pointus » que lui. Il a beaucoup d'amis autour de lui avec qui il discute de ce projet d'aéroport, des amis qui parfois sont obnubilés par la question et « n'en sortent pas ». Globalement son entourage est du même avis que lui au sujet de ce conflit, mais un de ses amis est contre et ils tentent en vain de se faire changer d'avis mutuellement. Guy, déclare comprendre ses arguments et ceux d'autres anti avec lesquels il lui arrive de discuter, mais affirme qu'ils ne l'ont jamais assez convaincu pour qu'il devienne un opposant au projet. Guy est trop engagé en faveur de ce dernier, trop bien entouré de pro, pour être aussi influençable. Gilles et André, militants à l'ACSAN, ne nous ont pas livré suffisamment d'informations à propos de leur entourage, par manque de temps, pour que nous puissions en tirer quelque chose.

Cinq autres enquêtés moins engagés dans le conflit de Notre-Dame-des-Landes que ceux précédemment cités, ont un entourage qui exerce une influence non négligeable sur leur comportement politique. C'est le cas de nos couples de Bouguenais et Notre-Dame-des-Landes, ainsi que de Georgette. Cette dernière a notamment construit son rapport aux zadistes d'après un témoignage d'amis habitants près de la ZAD, et qui ont subi des nuisances de la part de certains occupants. Elle nous le racontait ainsi : « J'ai rencontré des gens qui ont eu des ennuis, des gens qui habitent dans le coin et qui ont des ennuis. [...] des gens qui autour de la ZAD, des gens qui arrivent chez eux, s'imposent dans leur intérieur et disent on veut une douche, qui ouvrent le frigo et qui... Vous voyez des gens mauvais quoi ». Cette anecdote semble avoir effrayé Georgette qui depuis a développé une image très négative des zadistes, lesquels en plus entrent en contradiction avec sa vision très loyaliste et ordonnée de la société. Ceci est l'un des éléments qui participe le plus au vote « oui » de Georgette au transfert de l'aéroport. Marie-Jeanne et Bernard semblent bénéficier pour leur part, de l'expertise professionnelle de leur voisin Jean, que nous avons également interrogé, et qui leur offre en tant que *steward*, des informations techniques notamment, sur l'aéroport. Il participe à la formation et à l'entretien d'une opinion anti-aéroport chez ce couple de Bouguenais peu politisé. Marie-Jeanne et Bernard discutent aussi de ce conflit entre eux, et avec leurs autres voisins, mais aussi dans leur famille, au sein de laquelle il s'agit d'une question fédératrice, davantage que la politique, qui elle divise. Enfin, pour notre couple de Notre-Dame-des-Landes, Catherine et Philippe, la famille de Philippe et ses amis chasseurs semblent jouer un rôle important dans leur engagement contre l'aéroport. Entre eux, les chasseurs discutent et partagent des informations et nouvelles sur la commune, le conflit, les zadistes et leurs

actions. Ils parlent environnement et nature et se disent écologistes. C'est une autre manière de s'informer comme le souligne cet extrait :

« Philippe : Oui, si vous voulez, je suis chasseur, on en discute entre nous. On s'informe mutuellement. On ne croirait pas mais les premiers écologistes ce sont les chasseurs. On n'empêche certains agriculteurs de s'approprier des chemins, on est vigilants. On parcourt la campagne une partie de l'année à pied. On voit l'évolution de la campagne et de ce qui se fait. Catherine : C'est une manière originale de s'informer. Et puis c'est une petite commune. On connaît pas mal de monde, on discute beaucoup. »

L'oncle et plus secondairement, le frère de Philippe, participent aussi à la formation d'un capital militant chez ce couple. Philippe, ancien militant très engagé, qui a dû se mettre quelque peu en retrait pour des raisons professionnelles (il risquait de perdre son emploi s'il était de nouveau convoqué au tribunal), s'était lancé dans cette lutte sous l'influence de son oncle, figure historique du mouvement, et Philippe continue de s'informer sur le conflit grâce à son oncle et son frère, toujours très impliqués. Les connaissances, l'expérience de l'oncle et du frère rejaillissent sur Philippe et ensuite sur Catherine, qui se repose en partie sur son mari en ce qui concerne la lutte contre l'aéroport. Sa famille à elle est d'ailleurs largement moins engagée et beaucoup plus silencieuse sur ce sujet.

Chez Jean, Marcel et Olivier, l'entourage a moins d'influence, voir aucune, dans leurs représentations du conflit, au contraire de ceux dont nous venons de discuter, et cela pour de multiples raisons. Ainsi, Jean, le *steward*, échange sur l'aéroport avec ses collègues, mais d'après lui « ce sont des discussions qui vont dans le même sens » car tout le monde est d'accord, et par ailleurs, ces échanges sont peu fréquents. Ces discussions ne semblent donc pas avoir d'effet sur l'opinion de notre enquêté, ou très peu, peut-être cela participe tout de même à le rassurer sur ses opinions et à consolider ses représentations, ce qui explique pourquoi selon lui, personne n'est arrivé et n'arrivera à le faire changer d'avis sur la question du transfert. Jean ne côtoie personne qui soit plus engagé que lui et qui pourrait éventuellement influencer son opinion, ou accroître son engagement. Il reste à la marge de la sphère militante tout en étant le plus engagé de son cercle familial et amical, en raison de sa profession qui lui apporte une expertise et une légitimité sur le sujet. Il se situe dans un entre-deux qui paraît lui convenir, il ne semble pas vouloir s'engager davantage, et l'est déjà suffisamment aux yeux de ses proches.

Marcel pour sa part, a des opinions très tranchées, y compris sur l'aéroport qui n'est pas son sujet de prédilection. Ceci peut s'expliquer par ses multiples engagements de longue date, à la CGT, au PCF et en tant qu'ancien conseiller municipal. Il est suffisamment engagé et expérimenté pour ne pas subir l'influence de son entourage, y compris sur l'aéroport, même si l'une de ses filles, en désaccord avec lui sur ce sujet, le fait réfléchir :

« J'ai une de mes filles qui est contre, elle travaille dans la culture, et elle dit qu'il y a de l'argent qui est mis là où il ne faudrait pas. C'est un autre argument, c'est plutôt sur l'argent. C'est vrai que si on peut en trouver un moins cher, c'est aussi bien et avec le temps qui passe ce sera plus cher. »

Les arguments de sa fille ne font pas changer Marcel d'avis, il souhaite toujours un nouvel aéroport, mais ils tempèrent son emballement pour le projet censé être mis en travaux. Marcel résiste grâce à son expérience, ses engagements politiques et syndicaux qui lui offrent une vision précise de la société, qui semble pouvoir être difficilement remise en cause dans l'esprit de cet enquêté.

Enfin, concernant Olivier, son entourage tente souvent de le convaincre et de l'amener à penser différemment, y compris au sujet de l'aéroport, ce qui l'agace profondément. Les amis d'Olivier, majoritairement de gauche et parfois engagés ou en tout cas un peu plus politisés que lui, tentent souvent d'influencer ses opinions. Ceci ne semble pas vraiment fonctionner, Olivier se dit très têtu et semble parfois même prendre plaisir à choquer ses amis de par certains positionnements, même s'il dit que le fait qu'on essaye de le faire changer d'avis l'énerve. Ces positionnements le mettent finalement en valeur et le singularisent dans son groupe d'amis. Il évite tout de même de parler politique avec ses amis, ou d'échanger au sujet de l'aéroport, sujet sur lequel il affiche une méconnaissance dont il est conscient. Il en parle plus volontiers avec ses parents, même si cela reste limité, et leur influence est faible puisqu'ils ne se voient que rarement. Olivier aurait pu être tiraillé entre ses opinions et celles de ses proches, mais cela ne semble pas vraiment être le cas, d'autres facteurs intervenant dans son comportement électoral.

L'influence de l'entourage sur le comportement électoral et donc le vote de nos enquêtés est plus ou moins forte. La présence de personnages clés dans le déclenchement d'un militantisme semble être un facteur déterminant pour deux de nos enquêtés (Éric et Philippe). La présence dans l'entourage de personnes plus informées, plus engagées est

déterminante et participe à la création de représentations politiques. L'influence sera d'autant plus forte que l'entourage est proche et politisé, et parle souvent politique ou des sujets tels que l'aéroport.

III.2.2 L'influence de l'enquêté sur l'opinion de l'entourage

L'entourage de nos enquêtés peut parfois voir son comportement électoral être influencé par les individus que nous avons interrogé. Il apparaît assez classiquement et de manière logique, que nos enquêtés affichant le plus de connaissances sur la question de l'aéroport sont ceux qui exercent l'influence la plus forte sur les positions de leur entourage.

Ainsi, nos quatre enquêtés membres d'associations liées au conflit de Notre-Dame-des-Landes, à savoir Éric (à l'ACIPA), Guy (au COCETA) et Gilles et André (à l'ACSAN), ainsi que Jean et le couple Catherine – Philippe, exercent une influence certaine sur leur entourage large. Si Guy pense avoir réussi à faire changer d'avis certaines personnes au sujet de l'aéroport et notamment ses enfants, il se heurte cependant à la résistance d'un de ses amis, l'un des rares à ne pas partager son opinion. Cela semble d'ailleurs le préoccuper un peu :

« Enquêteur : Vous pensez avoir réussi déjà à avoir fait évoluer l'opinion de certaines personnes sur le sujet et inversement ?

Guy : A me faire douter ? (Rires) Je pense avoir fait changer l'opinion de certains c'est sûr, mais j'ai un copain là, je n'y arrive pas. (Rires) Il est resté bloqué sur le domaine économique, pour lui ce n'est pas possible économiquement c'est une hérésie complète... Je n'arrive pas à le convaincre... »

Si Guy rit, il rit jaune car cet échec révèle la limite de son influence sur certains individus de son entourage et peut le faire douter de ses opinions. Mais il en faut plus pour que Guy se décourage et il se console en disant qu'il a déjà réussi à faire changer d'avis d'autres personnes, y compris l'un de ses fils, pourtant très écologiste. Gilles et André ne nous ont pas beaucoup parlé de leur entourage, mais on comprend au détour d'une question sur les médias qu'ils tentent parfois de faire évoluer l'opinion de certains de leurs proches sur la question de l'aéroport, car ils les pensent mal informés et semblent vouloir rétablir la vérité, en tout cas leur vérité, par des arguments qu'ils pensent raisonnables. André décrit ses tentatives dans les termes suivants :

« Bien évidemment quand on discute avec des proches qui sont assez éloignés du projet, il y a beaucoup de gens qui ne s'occupent pas de ça. Et comme les gens ont souvent la vision des médias, qui relayent souvent les trucs courts et bien faits des opposants - attention on va bétonner les terres nourricières - bon, là effectivement avec la raison et en expliquant, mais ce n'est pas la compréhension immédiate pour leur faire comprendre que le transfert protège plus les espaces verts et agricoles que le maintien de l'aéroport, alors oui ça aura un impact ici mais ça va protéger beaucoup ailleurs ! »

Cette entreprise de persuasion semble efficace, ce qui paraît assez logique compte tenu du degré d'engagement et de connaissance de ces deux militants pro-aéroport, qui peuvent sans doute sans problème convaincre des gens moins bien informés, même si ce n'est pas parce qu'ils le disent que cela fonctionne. Éric, lui, s'il est influencé notamment par son père, exerce également une influence sur ses proches, et sur des individus plus éloignés de son cercle familial et amical. Il est aujourd'hui le plus engagé de la famille, en tant que co-président de l'ACIPA, même si son père, son cousin et son frère, sont aussi des figures importantes du mouvement. A ce titre, il influence forcément l'opinion de sa femme, de ses enfants et autres. Il parle du projet avec joie lorsque quelqu'un le lui demande et il égraine alors ses nombreux arguments. Il nous disait même avoir fait changer d'avis certains journalistes, ce qui est loin d'être anodin :

« Éric : Marc Leduc⁵⁴, par exemple au départ était plutôt sceptique, pour l'aéroport. Il a passé trois jours avec nous l'été, trois jours de journalisme !

Enquêteur : Vous l'avez convaincu ?

Éric : Oui (Rires) et du coup avec d'autres journalistes de *Ouest France*, ils sont en train d'écrire un bouquin sur NDDL. »

Comme ces militants associatifs, Jean et le couple interrogé à Notre-Dame-des-Landes parviennent à exercer une certaine influence sur leur entourage et à se faire vecteur d'information et parfois réussissent à faire évoluer l'opinion de certains. Jean, le *steward*, est apparemment souvent questionné au sujet de l'aéroport, par des gens qui savent qu'il y travaille. Il en profite pour distiller son expertise et rétablir les faits, comme il le souligne ici :

⁵⁴ Journaliste à *Ouest France*.

« Jean : [...] C'est assez récurrent en fait. Comme ils savent que j'y travaille, ils me demandent mon avis. Du coup j'apporte plus sur des questions aéronautiques. [...] Des fois on entend des aberrations, on se permet d'intervenir pour rectifier les choses erronées. Les gens ne maîtrisent pas et affirment des trucs sur des domaines qu'ils ne connaissent pas du tout. [...]

Enquêteur : Ils réagissent comment quand vous...

Jean : Ils revoient leurs positions. C'est plutôt bien vu. On ne peut pas laisser tout dire.

Enquêteur : Du coup vous avez réussi à faire changer certaines personnes d'opinion...

Jean : Ce n'est pas mon but, c'est de rectifier la vérité et de ne pas laisser dire des conneries. Mon but ce n'est pas d'aller voir telle ou telle personne... mais c'est que les gens puissent se faire une opinion avec des faits justes, qui ne sont pas approximatifs. »

Jean paraît avoir à cœur de faire en sorte que les personnes qui l'interpellent puissent se former une opinion à partir de faits réels et non pas de fausses informations. Il est content quand il peut servir à rétablir « la vérité », et ainsi participer à sa manière, de par son expertise professionnelle, à la diffusion des arguments des opposants au projet. Catherine et Philippe, sont également ravis de partager leur connaissance du dossier avec les individus qui leur posent des questions quand ils apprennent qu'ils vivent à Notre-Dame-des-Landes. Cela leur arrive au travail, chez les commerçants, ou même en vacances lorsque les gens voient l'autocollant « Non à l'aéroport » collé sur la moto de Philippe. Ils ne sont jamais gênés d'en parler, au contraire même, comme nous le disait Catherine : « On est contre, on est contre ! Enquêteur quand je vais chez les gens et qu'ils me demandent d'où je viens, direct ils me parlent de l'aéroport et me demandent ce que j'en pense. Enquêteur je leur dis que je suis contre et voilà, s'ils veulent engager la discussion, OK... ». Ils disent ne pas chercher à convaincre et pensent avoir fait douter certaines personnes moins informées qu'eux.

Les cinq autres enquêtés exercent une influence moindre sur les opinions de leur entourage, peut-être par manque de connaissance, d'intérêt au sujet de l'aéroport, ou d'envie de convaincre, ou parce qu'ils ne se sentent pas assez légitimes. Marcel par exemple, essaye parfois de discuter avec ses proches, dont certains sont plutôt contre le projet, mais cela ne semble pas le préoccuper plus que cela. L'aéroport n'est pas un sujet de prédilection pour cet enquêté, qui ne connaît pas énormément de choses sur ce conflit et semble ne pas s'y intéresser grandement.

Olivier et Georgette, qui se connaissent car le premier travaille chez la seconde, parlent parfois politique ensemble, mais ne sont pas passionnés par la question de l'aéroport, qui leur paraît lointaine et un peu complexe. Ainsi, Olivier ne parle que très peu politique, et qu'avec ses usagers (il est aide à domicile) comme Georgette, ou ses parents, mais jamais ou rarement avec ses amis, de peur d'être jugé. L'influence qu'il exerce sur ses proches est donc quasiment nulle, du fait notamment de sa maîtrise toute relative des questions politiques, chose dont il est bien conscient. Georgette elle, parle politique avec quelques proches et parfois avec les commerçants en périodes électorales, mais cela reste rare. Elle n'est pas assez investie dans le conflit sur l'aéroport pour avoir l'audace d'en discuter et encore moins de tenter de faire évoluer l'avis de certaines personnes. En matière politique, si elle dit parfois ce qu'elle pense sans souci, cela reste rare car elle ne se sent pas vraiment légitime pour parler de sujets qu'elle ne maîtrise pas complètement.

Enfin, Marie-Jeanne et Bernard, de Bouguenais, n'exercent pas d'influence politique très marquée sur leur entourage et pas non plus en ce qui concerne la question du transfert de l'aéroport. Ceci est encore plus vrai chez Bernard, qui au contraire de sa femme ne maîtrise pas l'outil internet qui sert à Marie-Jeanne pour partager des informations sur l'aéroport, avec certains de ses proches, même si cela reste limité. Le couple ne parle que très peu politique en famille, car c'est un sujet qui divise, alors que celui de l'aéroport est plus fédérateur. Bernard et Marie-Jeanne parlent de ce dernier sujet à leurs voisins et notamment Jean, qui exerce une influence sur eux, mais aussi aux autres. Mais ces discussions restent rares, sont souvent courtes et se font entre convaincus, comme le dit Marie-Jeanne : « Souvent quand on en parle ça dure cinq minutes et on en parle entre convaincus. On ne s'est pas entre guillemets bagarrés avec des gens qu'on veut ramener à notre cause ». Le couple ne se sent pas assez légitime et ne maîtrise pas suffisamment la question du transfert de l'aéroport, pour pouvoir chercher à convaincre des indécis ou encore moins des pro-aéroport.

Le degré d'intérêt porté au politique et à la question du transfert de l'aéroport semble être déterminant dans l'exercice d'une influence sur l'entourage. Il faut que la personne se sente suffisamment légitime et solide pour aborder ce sujet et tenter de faire réfléchir l'autre, mais aussi qu'elle ait envie de se lancer dans une discussion pour faire évoluer une opinion, ce qui n'est pas le cas de tous nos enquêtés.

L'entourage joue donc un rôle non négligeable chez nos enquêtés. Il peut être le réceptacle de leur expertise et connaissance sur le sujet de l'aéroport, et connaître des

tentatives d'influence de son opinion. Il peut aussi influencer lui-même nos enquêtés et leurs comportements électoraux. Tout ces mécanismes d'influence sont plus ou moins efficaces selon diverses modalités, notamment les degrés de politisation et d'engagement, qui sont déterminants.

III.3 Une représentation parfois floue de la politique

Le rapport au politique d'un individu lui est propre et se détermine par de multiples variables et facteurs. Il est conditionné par sa politisation dont nous avons déjà fait état. Nous allons ici nous pencher sur le degré de connaissance politique de nos enquêtés, et sur leur reprise ou non des discours dominants médiatiques, et leur manière de choisir un candidat, qui peut parfois sembler assez singulière, de par la mobilisation d'éléments apolitiques.

III.3.1 Un manque de connaissance politique

L'étendue des connaissances politiques des individus que nous avons interrogés est variable et fonction de leur engagement militant, de leur intérêt pour le politique, de leur socialisation. Il s'agit donc ici d'étudier la politisation des enquêtés, c'est-à-dire leur compétence politique, leur capacité à en parler (P. Bréchon, 2006). Dans une démocratie représentative idéale, l'ensemble des citoyens devrait détenir suffisamment de connaissances politiques pour être en capacité de choisir de manière informée et non influencée, son représentant. La réalité apparaît bien différente, comme nous allons le constater avec nos enquêtés.

Pour interroger le degré de politisation des individus que nous avons rencontrés, nous sommes basés sur les réponses qu'ils nous ont apportées à deux questions différentes, à savoir quels partis politiques s'étaient positionnés pour et contre le projet d'aéroport, et quelles étaient les valeurs qui pouvaient se rattacher à la gauche et à la droite. Il y a donc une question plutôt liée à leur connaissance des porteurs et des opposants au projet d'aéroport, qui interroge donc davantage l'engagement concernant le conflit de Notre-Dame-des-Landes, et une autre question de politique plus générale, sur les valeurs que l'on peut rattacher à la gauche et à la droite, qui interroge plutôt les repères idéologiques de ces individus. En fonction des réponses apportées, nous avons pu évaluer, certes grossièrement (il faudrait un

travail plus approfondi), le degré de politisation, et de connaissance politique de nos enquêtés. Trois groupes se distinguent, du plus politisé au moins politisé.

Éric et Guy forment le premier groupe, celui qui semble être le plus politisé, c'est-à-dire le plus à même de répondre à nos questions. Ces deux enquêtés sont capables de distinguer assez facilement les partis pro et les partis anti-aéroport. Ainsi Éric, de l'ACIPA connaît, et cela paraît logique en tant que co-président de l'une des principales associations contre le projet de transfert de l'aéroport, tous les soutiens de son camp, comme il nous l'indique dans l'extrait suivant :

« Éric : mais si tu prends au niveau politique, il y a quand même Dupont-Aignan qui est contre, et Le Pen, mais elle se rallie à la consultation, c'est sa dernière parole mais elle trouve que c'est aberrant ! L'argumentaire du FN est très basé sur le notre.

Enquêteur : Ils n'ont pas trop d'idées sur la question ?

Éric : Ah, je sais qu'ils sont très racoleurs ! On n'a jamais accepté de les rencontrer ! Ça ne nous branche pas ! On ne peut pas transporter cette image là ce n'est pas possible ! Déjà on se détache des partis politiques ! On discute avec des partis, comme les Verts ou le parti de gauche, on fait partie de la coordination des opposants à l'aéroport où il y a 50 partis politiques, 60 bientôt, associations et tout, mais pas le FN. Il y a tout le camp paysan, le Modem, (Hésitation) Corinne Lepage... »

Guy, du COCETA (collectif pro-aéroport) distingue lui aussi sans grande difficulté les partis qui soutiennent et ceux qui s'opposent au projet. L'extrait d'entretien suivant l'illustre parfaitement :

« Enquêteur : Vous avez une idée des partis pro et des partis anti-aéroport ?

Guy : Ben ça devient compliqué, la droite et la gauche étaient pour, mais Hamon a pris le contre-pied en affirmant que ce projet était inutile, et que dans son parti il a Jadot qui est venu se joindre à lui et il est contre l'aéroport, c'était un parti-pris électoral pour récupérer les voix de Jadot. [...]

Enquêteur : Donc du coup le PS est pour mais pas Hamon...

Guy : Oui et la droite, enfin Fillon et les gens de droite sont d'accord avec ce projet et de toute façon les uns et les autres ont porté ce projet un moment ou un autre dans la région.

Enquêteur : Et les autres partis, le FN ?

Guy : Le FN... (Hésitation) j'ai pas eu la réponse de Marine Le Pen, mais le FN était pour appliquer la décision, même s'ils étaient pas forcément d'accord.

Enquêteur : Après l'extrême gauche ?

Guy : Ben, Mélenchon c'est sûr que non, projet inutile.

Enquêteur : Et le PCF ?

Guy : Ah si, le PCF est pour ! Donc... c'est assez étonnant. On a une espèce de canevas, on a du mal à s'y retrouver. »

Etant très engagés dans le conflit lié à l'aéroport, chacun de son côté, il est logique que sur cette question politique, mais liée directement au conflit, nos deux militants sachent répondre sans problème. Ils savent également distinguer sans difficulté les valeurs qui se rattachent à la gauche et à la droite, comme nous le montre cet extrait provenant de l'entretien réalisé avec Éric :

« Enquêteur : Il y a des valeurs qui sont associées à être de gauche ou de droite...

Éric : Oui !

Enquêteur : Lesquelles ?

Éric : Mutualisme, le social, la fraternité...

Enquêteur : Et à droite ?

Éric : (Silence) Pour moi c'est plus le monde de l'argent (Silence) c'est individuel, ce n'est pas le mutualisme... trop individualiste ! »

Si la réponse est un peu courte ici, Éric prouve tout au long de l'entretien ses aptitudes politiques incontestables. Guy aussi, affiche une connaissance politique développée, à l'image de cet extrait d'entretien :

« Enquêteur : Qu'est-ce que ça veut dire pour vous quand vous dites que vous êtes de gauche, est-ce qu'il y a des valeurs qui s'y rattachent ?

Guy : Oui je pense qu'il y a des valeurs sociales, ça c'est important (Hésitation)

[...]

Enquêteur : Et qu'est-ce que ça veut dire être de droite ?

Guy : Je ne sais pas s'il y a une si grosse différence que ça... (Hésitation) peut-être qu'à droite on est plus préoccupé par je dirais (Silence) son ascension économique on va dire... (Silence) enfin je connais des gens de droite, qui sont... j'ai d'ailleurs un très bon ami qui a

une très grosse entreprise, qui est plutôt de droite et quand je discute avec lui, je le trouve assez sensé, au niveau social et tout. Il a l'impression en fait que s'il vote à gauche, tout ce qu'il a acquis en travaillant et tout eh bien on va lui piquer (Rires) ça l'emmerde un peu. Il y a cet aspect-là qui le gêne énormément. Enquêteur je peux comprendre que des gens qui ont bossé toute leur vie, aient envie d'avoir le fruit de ce travail. »

Ces enquêtés très engagés et très occupés, ils sont syndiqués, militants pro et anti-aéroport, et Guy a été conseiller municipal, montrent un fort intérêt pour le politique. Ils ont une connaissance politique et une capacité à en parler plutôt forte. Ils sont d'ailleurs aussi capables de se placer sur un axe politique droite/gauche et affichent, comme nous le verrons plus loin, des références idéologiques plutôt claires. Leurs connaissances sur l'aéroport et en politique générale sont relativement importantes et semblent se nourrir l'une de l'autre.

Le deuxième groupe, un peu moins politisé, n'a pas une capacité à parler politique aussi développée que les deux premiers enquêtés, mais présente tout de même une certaine compétence politique. Il est composé de trois enquêtés : Georgette, Marcel et Jean. Leurs réponses sur les partis pro et anti-aéroport, ainsi que sur les valeurs qui se rattachent à la gauche et à la droite sont plus floues que celles de nos deux premiers enquêtés. Jean paraît détenir une connaissance bien plus fine du sujet de l'aéroport que de la politique en générale. Le conflit de Notre-Dame-des-Landes le touche de manière directe de par sa profession de *steward*, ce qui explique qu'il s'y intéresse fortement, tandis que la politique est quelque chose de plus lointain, qui ne le laisse pas indifférent, mais l'intéresse moins que la question du transfert de l'aéroport. Il est capable de distinguer les partis pro et anti-aéroport (même si cette distinction n'est pas optimale car il ne cite par exemple pas le Parti Socialiste), mais beaucoup moins, les valeurs qui se rattachent à la gauche et celles qui se rattachent plutôt à la droite. Ainsi, en ce qui concerne les partis et l'aéroport, il nous répondait :

« Enquêteur : Vous savez quels partis sont pour, contre... ?

Jean : Oui !

Enquêteur : Lesquels sont pour ?

Jean : La droite ! L'extrême droite je ne sais pas ce qu'ils en pensent.

Enquêteur : Ils sont plutôt contre...

Jean : Il n'y a que la droite qui est pour. Macron souffle le chaud et le froid. L'extrême gauche est contre... Après les petits partis... »

Si la réponse est moins précise que celles de nos deux enquêtés précédents, Jean distingue tout de même les grandes lignes de fracture entre les partis politiques quant à leurs positionnements sur ce projet d'aéroport. Sa réponse concernant les valeurs que l'on peut rattacher à la gauche et à la droite est encore moins précise, comme l'illustre l'extrait suivant :

« Enquêteur : Ca veut dire quoi centriste pour vous ?

Jean : Il y a des idées bonnes partout, dans chaque parti. Je ne suis pas (Hésitation)

Enquêteur : Il y a des valeurs qui s'y rattachent ?

Jean : Oui, mais je n'accorde pas forcément d'importance à un parti en particulier.

Enquêteur : Et pour vous ça veut dire quoi être de gauche ou de droite, quelles sont les valeurs qui s'y rattachent ?

Jean : (Silence) Vaste question ! (il souffle) Je ne sais pas... Ce n'est pas un truc qui... »

Jean, qui se dit centriste et qui est un électeur plutôt volatil, ne semble pas comprendre la question des valeurs, et ne connaît pas ou peu les clivages idéologiques entre partis politiques. Comme nous le verrons, il n'est que peu politisé et ne se rattache à aucune idéologie spécifique quand il vote.

Georgette, de son côté, semblent aborder les deux sujets de manière un peu vague, mais égale. Ses connaissances en politique générale surpassent sans doute légèrement celles relatives à l'aéroport, à propos duquel elle n'est pas une experte. Elle n'est pas concernée directement par le projet. Lorsqu'on lui demande quels sont les partis qui le soutiennent le projet et ceux qui s'y opposent, sans être d'une clarté irréprochable, la réponse est plutôt complète, surtout pour une non-militante assez éloignée des sites concernés par le projet :

« Enquêteur : Est-ce que vous avez une idée des partis pro et des partis anti aéroport ?

Georgette : Je ne sais pas, il y a peut-être des cas où ça traverse les partis. J'ai l'impression que le PC est pour ?

Enquêteur : Localement oui.

Georgette : Autrement dans les partis de droite je pense qu'ils sont pour.

Enquêteur : Et au FN ?

Georgette : Je ne sais pas... Peut-être pas. De toute façon comme le FN ils racontent des choses... pour moi ce ne sont pas des choses qu'ils ont l'intention de faire s'ils sont au gouvernement.

Enquêteur : Et le PS ?

Georgette : Il y a eu des gros conflits à l'intérieur. Mais le PS il était pour normalement.

Enquêteur : Et l'extrême gauche du coup ? Hormis les communistes...

Georgette : Ce n'est pas très clair...

Enquêteur : Mélenchon par exemple ?

Georgette : Peut-être qu'il est contre, mais je ne saurais pas trop dire. »

Ses réponses concernant les valeurs des grands camps politiques est un peu brouillonne et lui rappelle une émission télévisée :

« Enquêteur : Est-ce que vous voyez un peu une différence entre la droite et la gauche, en termes de valeurs...

Georgette : Ben, c'est difficile à dire ça. Je suis tombée l'autre fois sur une émission de Macron sur C8 [...] ça s'appelait Au Tableau, et j'ai trouvé ça très bien.

Enquêteur : Il y a eu plusieurs candidats à cette émission...

Georgette : Ah je ne sais pas, c'est le seul que j'ai vu... [...] Et puis à la fin il y en a une autre qui lui a dit, bon ben maintenant vous allez répondre à une question [...] dites-nous la différence entre la gauche et la droite. Alors c'est là que, alors ça je pense que ce n'est pas spontané, mais enfin, droite égal liberté, la gauche c'est l'égalité, [...] c'est caricatural (Rires), mais pour des gamins...

Enquêteur : Vous êtes d'accord avec ça ?

Georgette : Ah ben c'est caricatural, mais enfin, pour moi, la différence entre la droite et la gauche c'est que la gauche c'est plus social, mais la preuve n'a pas toujours été faite. »

Georgette ne possède pas de référents idéologiques très clairs mais propose souvent des analyses politiques intéressantes, héritées sans doute de son passé de syndicaliste à l'Education nationale.

En ce qui concerne Marcel, sa connaissance politique générale surpasse largement ses connaissances sur le dossier de Notre-Dame-des-Landes. Encarté au PCF et syndicaliste à la CGT, puis ancien conseiller municipal, Marcel dispose d'une expérience et d'un intérêt politique indéniables. Si sa réponse sur les valeurs se rattachant à la gauche et à la droite, n'est pas très claire, on perçoit l'étendue de ses connaissances politiques et sa capacité à en discuter, dans d'autres réponses, comme l'illustre l'extrait qui suit :

« Enquêteur : Quelles différences vous voyez un peu entre la gauche et la droite, dans les valeurs...

Marcel : (Rires) ça dépend de là où on se place ! Si c'est chez Macron c'est sûr qu'on ne voit pas grand-chose. Et Valls aussi...

Enquêteur : Ils ne sont pas de gauche pour vous ?

Marcel : (Rires) non non ! Benoit Hamon j'aime bien, au niveau socialiste, Pierre Laurent il est de gauche, Mélenchon il est de gauche, mais... d'abord il est égoïste et il a fait une campagne tout seul, en écartant pas mal de monde, s'il avait gardé Le Front de Gauche encore... ça aurait été bien.

Enquêteur : Il y a des valeurs qui se rattachent à la gauche et d'autres à la droite ?

Marcel : Libéralisme et opportunisme, les deux vont de pair ! »

Marcel suit une ligne idéologique claire, comme nous le verrons, qui est celle de son parti, le PCF. La politique générale l'intéresse davantage que l'aéroport qui ne le préoccupe pas plus que cela, ce qui explique sa méconnaissance des partis qui soutiennent et de ceux qui s'opposent au projet, comme on le voit ci-dessous :

« Enquêteur : Et les partis politiques qui seraient pour et ceux qui seraient contre ?

Marcel : C'est plus une histoire de citoyens, pas d'idéologie politique. Une histoire d'avenir, pour envisager un monde moderne... faut pas supprimer les avions parce qu'ils bouffent du carbone, du Co2...

Enquêteur : Le PCF est pour, le PS aussi, le FN contre

Marcel : Je ne sais pas. »

Nos enquêtés de ce groupe intermédiaire présentent de manière générale un niveau de connaissance politique « moyen ». Néanmoins, celles-ci semblent plus importantes lorsqu'ils sont amenés à se positionner sur des thématiques qui les préoccupent davantage comme l'aéroport (c'est le cas de Jean). A l'inverse, d'autres moins intéressés par ces questions précises, sont capables de développer un discours construit sur ces thématiques, dû à une politisation plus importante (c'est le cas de Georgette et Marcel).

Notre troisième et dernier groupe d'enquêtés, est celui qui réunit les individus les moins politisés, ceux qui présentent une connaissance politique moins développée, moindre que celle des précédents enquêtés, des deux groupes déjà présentés. Ce groupe se compose de

Philippe et Catherine, Marie-Jeanne et Bernard, puis d'Olivier. Le couple de Bouguenais, Marie-Jeanne et Bernard, se montre très hésitant et très flou au sujet des valeurs qui se rattachent à la gauche et à la droite (le mot même de valeur semble incompris), ainsi qu'au sujet des partis pro et anti-aéroport. Pour ce qui est du questionnement des valeurs, les réponses s'éparpillent et je dois revenir à trois reprises sur ce thème, en vain, car les réponses ne correspondent pas à la question, comme le montre l'extrait suivant :

« Enquêteur : Et à quelles valeurs vous associez le fait d'être de gauche ou de droite ?

Bernard : Je pense qu'il y a moins de mensonges à droite. Et puis quand on voit qu'ils se tirent la bourre à gauche et qu'ils ne peuvent pas s'entendre...

Marie-Jeanne : Et publiquement !

Bernard : Ils ne pensent qu'au pouvoir !

Enquêteur : Et pas à droite ?

Bernard : Si, c'est sûrement pareil !

Marie-Jeanne : C'est pareil, mais c'est fait différemment, plus intelligemment je ne sais pas.

[...]

Enquêteur : Et au niveau des valeurs...

Bernard : Pour moi ils n'ont aucune moralité !

Enquêteur : A gauche ?

Bernard : Oui absolument.

Enquêteur : Qu'est-ce que ça veut dire être de gauche, de droite ou du centre ?

Bernard : (il souffle, l'air interloqué)

Enquêteur : Oui c'est un peu compliqué...

Bernard : Oui.

Enquêteur : Quand quelqu'un dit je suis de gauche, ça veut dire quoi pour vous ?

Bernard : (il souffle) Pas du dégoût mais de l'indifférence disons. J'approfondis pas trop le sujet. C'est des sujets à discorde.

[...]

Enquêteur : Et du coup quelles sont les différences entre la gauche et la droite ?

Bernard : La mentalité, c'est ça que je n'aime pas ! »

Le couple ici ne répond pas en termes de valeurs, mais par de vagues reproches flous qui ne sont pas argumentés et proviennent d'une hostilité à la gauche, sûrement ancienne et fruit d'un héritage politique familial du côté de Bernard. Le couple vote à droite sans référence

idéologique, mais par habitude, comme nous l'analyserons dans la partie suivante. Les réponses sur les partis qui soutiennent ou non le projet d'aéroport sont bien plus rapides et le couple méconnaît trop le sujet et n'est pas suffisamment engagé pour s'aventurer dans une réponse plus longue :

« Enquêteur : Vous avez une idée des partis pro et des partis anti-aéroport ?

Marie-Jeanne et Bernard : Alors là, pas du tout.

Enquêteur : Vous pensez que le PS est plutôt pour ou contre...

Bernard : Ca dépend des gens. »

Chez Catherine et Philippe, le couple de Notre-Dame-des-Landes, le terme valeur ne semble pas non plus être très maîtrisé. La réponse est partielle et le couple se justifie sur ses propres valeurs et non celles que l'on peut rattacher aux diverses forces politiques. Sa connaissance politique globale paraît assez floue comme l'illustre l'extrait ci-dessous :

« Enquêteur : Du coup, à quelles valeurs se rattacheraient la gauche, la droite, quelle image vous en avez ?

(Hésitation des deux)

Catherine : On sait qu'il y en a dans la famille... ton frangin...

Philippe : Oui, mon frangin est de gauche, c'est marrant d'ailleurs, sa femme était même militante syndicale...

[...]

Catherine : Ils sont contre l'aéroport et nous aussi... On n'est pas d'accord sur tout, mais il y a de bons trucs des deux côtés.

Philippe : Après les valeurs socialiste du partage et tout, ce serait aussi dans nos valeurs... Mon côté de droite c'est peut-être plus lié à mon éducation religieuse plus ou moins, vous voyez ? »

Leur connaissance du sujet de l'aéroport paraît supérieure à leur culture politique, même si en terme de partis pro et anti, la réponse est imparfaite :

« Enquêteur : Vous avez une idée des partis qui sont pour et de ceux qui sont contre ?

Philippe : 50-50...

Enquêteur : Des noms de partis...

Philippe : Que ce soit Hollande ou Sarkozy, la droite ou la gauche, ils sont pour ! C'est la patate chaude des zadistes qui les emmerde.

Enquêteur : Et les autres partis ?

Philippe : Les écolos ils sont contre, je pense que Mélenchon est pour, je ne sais pas, dans le sens où ça crée de l'emploi...

Enquêteur : Il est contre...

Philippe : Ah bon ? Je n'aurai pas cru !

Catherine : moi non plus !

Enquêteur : Seuls le PS et l'UMP, les Républicains, sont pour...

Philippe : Oui. »

Ce couple est apolitique, très volatil comme nous le verrons plus loin, de droite sans vraiment pouvoir expliquer pour quelle raison et s'intéresse à l'aéroport surtout parce qu'il est sur le territoire le plus touché par le projet.

Enfin, Olivier paraît perdu sur la question des valeurs, mais bien moins sur la question liée aux partis qui soutiennent ou non le projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Il panique quand il ne sait pas répondre à la question des valeurs que l'on peut prêter à la gauche et à la droite, et ne répond pas vraiment, même si un début de réponse apparaît, comme on peut le voir dans cet extrait :

« Enquêteur : Et est-ce que pour toi centre-droit ça renvoie à certaines valeurs ?

Olivier : Alors là je ne vais plus rien comprendre !

Enquêteur : (Rires) il y a une différence entre la gauche et la droite ?

Olivier : Ah non là tu ne peux pas ! (Rires) je vais me paumer ! (Rires) La droite c'est plus les gens aisés..., la gauche les gens (Hésitation) moins aisés... ce n'est pas ce que je veux dire non plus, oh la la putain je vais m'enfoncer ! (Rires) c'est un peu ça quand même. Ce que j'aime avec Macron par exemple, c'est que je trouve qu'il y a des bonnes idées à gauche et à droite ! Et du coup ça fait un bon mix...

Enquêteur : Alors qu'est-ce qu'il y a comme bonnes idées à gauche et à droite ?

Olivier : Ah non non non non (ironique) Putain j'aurai dû dire non ! (Rires)

Enquêteur : (Rires) ce n'est pas une question piège !

Olivier : je sais mais le problème c'est que je n'ai pas réfléchi à tout ça ! (Rires) »

Il se pense illégitime et insuffisamment assez doué en politique pour répondre à cette question et s'auto-dévalue a de nombreuses reprises dans l'entretien. En ce qui concerne la question liée aux partis soutenant le projet et à ceux qui le rejettent, Olivier est un peu plus à l'aise, même s'il répond timidement, n'est pas sûr de lui et me demande de l'aide :

« Enquêteur : Tu vois un peu les partis pro et les anti ?

Olivier : Anti ? Mélenchon ? (Rires) Hamon... Tout ceux de gauche, non pas tous ! Il en manque un, il y en a un qui est pour.

Enquêteur : Le PS est pour et dans le PS il y a des contre, comme Hamon, mais Valls ou Ayrault. Et les pro ?

Olivier : La droite (Rires) mais en même temps Marine Le Pen elle n'est pas contre elle ?

Enquêteur : Le FN est plutôt contre oui.

Olivier : Oui c'est pour ramener du monde avec eux, ils feraient n'importe quoi !

Enquêteur : (Rires) Du coup, Macron ?

Olivier : Je pense qu'il est plutôt pour... mais ce n'est pas le plus important à faire... »

Gilles et André ont une bonne vision des partis pour et contre le projet, de par leur engagement fort, mais nous n'avons pas eu le temps de leur demander quelles valeurs se rattachaient à la gauche et à la droite. Nous ne pouvons donc pas les classer dans l'un de nos groupes, même si ces deux enquêtés semblent posséder une connaissance politique très correcte (après analyse globale de l'entretien) et pouvoir sans doute se rattacher au premier groupe. Par ailleurs, leur connaissance au sujet du dossier de Notre-Dame-des-Landes paraît plus développée que leurs connaissances en politique générale.

Les plus engagés au sujet du dossier de Notre-Dame-des-Landes apparaissent logiquement comme étant ceux qui maîtrisent le mieux la question des partis qui soutiennent ou rejettent le projet, mais aussi la question des valeurs. Ils maîtrisent les deux sujets qui sont importants dans leurs vies. On observe donc comme un gradient d'intensité de la politisation chez nos enquêtés, qui dépend entre autres de la présence ou non d'une réflexion idéologique chez les individus.

III.3.2 Une reprise des discours dominants, et un vote qui mobilise des catégories de pensée différentes d'un enquêté à l'autre

Certains de nos enquêtés se détachent des autres en affichant des références idéologiques plus fortes qu'ils mobilisent lors de leurs votes, quand les autres mobilisent des critères de choix différents, se rapprochant du sens commun et des discours dominants parfois délivrés dans les médias.

Trois des individus interrogés semblent voter en fonction de forts référents idéologiques. Marcel, Éric et Guy sont en effet suffisamment politisés pour voter en fonction de choix idéologiques. Ils choisissent les candidats qui représentent leurs courants idéologiques ou ceux qui s'en approchent le plus, en tout lors des premiers tours. Marcel, encarté au PCF et syndiqué à la CGT tient un discours proche des idées de ces mouvements de gauche. Marcel vote pour son parti ou pour les candidats qui s'en rapprochent le plus, comme il nous le signalait durant l'entretien :

« Enquêteur : Du coup quand vous votez, vous votez PCF ?

Marcel : Ca dépend du programme, quand il me convient oui, et comme c'est souvent le cas.

Enquêteur : Par exemple là au 1^{er} tour ?

Marcel : Ben c'était Mélenchon...

Enquêteur : Et au 2^e ?

Marcel : J'ai voté Macron. Discipliné, alter... aux fachos ! »

L'idéologie ici, et l'attachement de Marcel à son parti, ce que Colette Ysmal (1990) appelle « le primat de l'idéologie », surpasse les autres variables explicatives du vote. Marcel ne vote pour un candidat autre que celui qui porte ses idées que quand il n'en a pas le choix, lors de deuxième tours, et nous dit n'avoir voté à droite qu'en 2002 pour Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen, et cette année pour Emmanuel Macron, même si pour Marcel, « c'était plus net en 2002 », et que le nouveau président apparaît plus modéré que J. Chirac. Marcel a un avis tranché sur la cinquième République et nous dit bien que « de toute façon la 5^e République, au 1^{er} tu choisis, au 2^e tu élimines ». Lors de la consultation sur l'aéroport, Marcel a voté « oui », comme le PCF avait appelé à le faire, même si de grandes dissensions avaient eu lieu en son sein. Ainsi, quel que soit le type d'élection, Marcel vote toujours, et le fait en fonction des

idées qui l'ont fait adhérer au PCF et militer à la CGT. Il présente une fidélité partisane assez remarquable, même s'il peut contester certaines décisions.

Éric aussi possède une bonne connaissance du politique et est capable de mobiliser des références idéologiques lors de ses votes. Cet enquêté n'affiche pas de fidélité partisane comme Marcel, mais change de parti au gré des candidats et des programmes, mais ceux-ci sont toujours situés à gauche ou très à gauche de l'échiquier politique, à savoir le Parti de Gauche, le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), EELV (Europe-Ecologie-Les Verts), ou plus rarement le PS (Parti Socialiste), comme il nous le disait :

« Enquêteur : Et vous du coup, y a-t-il un ou des partis qui vous attire plus que d'autres, dont vous vous sentez plus proche ?

Éric : Ca peut fluctuer !

Enquêteur : Mais en général ?

Éric : Les Verts pour leur soutien... le PG, le parti de Besancenot, plutôt à gauche, et le PS, on y croyait, qu'ils allaient réfléchir... mais bon on est déçu de leur ultralibéralisme... ils traînent trop d'affaire avec eux, ils ne parlent plus éthique mais pognon !

Enquêteur : PS c'était plutôt au 2^e tour ?

Éric : Oui, c'était pour le moins pire, mais c'est fini ça, je voterai plus pour le moins pire ! »

Éric mobilise des valeurs de gauche, de solidarité, de fraternité, et écologistes lorsqu'il vote, et cela depuis qu'il a l'âge de voter. Ce sont des valeurs qu'il a hérité de sa famille, comme nous l'avons déjà évoqué. Il se sent proche de la Confédération Paysanne et dit vouloir lutter contre le gaspillage, et contre l'argent qui a envahi toutes les sphères de la société et « prend trop de place ». Il se dit pour un changement de système économique et « aimerait bien essayer, innover, voir autre chose ». Il est très critique envers nos sociétés capitalistes et remet en cause l'ultra consumérisme. Éric a donc des idées assez arrêtées sur de nombreux sujets politiques et sociétaux, et est capable de les mobiliser pour voter.

Guy est le dernier de nos enquêtés à afficher une politisation qui lui permet de mobiliser ses idées politiques quand il vote. Guy se dit de gauche et proche du Parti Socialiste. Il semble avoir adopté la ligne idéologique de ce parti social-libéral. Il a comme le PS, opéré un rapprochement avec des idées écologistes, et admet même avoir déjà voté EELV, comme le montre l'extrait ci-dessous :

« Enquêteur : Donc vous m'avez parlé de Ségolène Royal et du gouvernement, justement hors-aéroport vous en pensez quoi de ce gouvernement, qui sera bientôt remplacée (Rires) vous aviez voté Hollande ?

Guy : Oui j'étais... j'ai toujours voté à gauche...

Enquêteur : PS ?

Guy : Oui PS plutôt, j'ai toujours voté PS et il m'est même arrivé je crois de voter pour des gens avec l'étiquette (Hésitation) enfin pour des écologistes, il me semble, je ne sais plus qui (Hésitation) j'ai une sensibilité très écolo effectivement. Et comme le PS était souvent rallié avec les écologistes... »

S'il est proche de la gauche de gouvernement, le cadre idéologique de Guy semble tout de même un peu moins clair que ceux d'Éric et Marcel, car la pensée du PS s'est quelque peu droitisée, et les enjeux ont peu à peu été désidéologisés dans le discours de ce parti. On comprend alors que Guy, même s'il ne le dit pas clairement, ait été séduit par E. Macron et cette idée de dépasser les clivages, même si le choix a été cornélien, comme il nous l'indiquait⁵⁵ :

« Enquêteur : Et par exemple hier... (Rires)

Guy : (Rires) Alors là hier c'était beaucoup plus délicat ! Je ne vous dirais pas pour qui j'ai voté mais c'était un cas de conscience (Rires). »

Les idées modérées de Guy, qui se dit de gauche et qui souhaite une action sociale de l'État dans un cadre économique libéral (il pense par exemple que le programme économique de J-L. Mélenchon est irréaliste), trouvent donc écho au PS, à EELV ou encore chez notre nouveau président.

Nos autres enquêtés présentent des références idéologiques bien moins claires. Ils sont moins politisés, voir pour certains, apolitiques. Leurs choix électoraux se basent sur d'autres éléments que des réflexions idéologiques. Leurs votes passent par des critères souvent plus pragmatiques, s'inspirant parfois des discours dominants notamment dans les médias. Marie-Jeanne et Bernard, le couple que nous avons interrogé à Bouguenais, vote à droite sans posséder le discours qui s'y rattache. Je me souviens avoir été surpris quand Bernard m'a dit

⁵⁵ Pour rappel, cet entretien avec Guy a eu lieu le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

qu'il n'était « surtout pas de gauche », puisque jusqu'ici dans l'entretien, le couple tenait plutôt un discours écologiste assez éloigné de l'idéologie libérale. Le vote à droite est un vote d'habitude, traditionnel, un héritage de la famille de Bernard, qui a convaincu sa femme qui votait à gauche comme son père avant de rencontrer son mari. Depuis, ils votent toujours à droite, sauf en 1981, et défendent quoi qu'il arrive les candidats de cette mouvance, quitte à sombrer quelque peu dans les théories du complot, comme avec François Fillon lors de la dernière campagne présidentielle :

« Bernard : Parce que le scandale Fillon, (Hésitation) ce qu'on ne vous dit pas, c'est que c'est orchestré par la gauche, et qu'il y a une liste sur internet de tous les députés qui emploient leurs femmes ou leurs enfants à l'assemblée, il fallait taper sur un seul...

Marie-Jeanne : Il fallait en faire sortir un du lot, et c'est celui à qui il fallait mettre des bâtons dans les roues pour les élections, ça c'est clair. »

Cette incohérence entre le discours, les valeurs et le vote chez ce couple, est dû à une méconnaissance politique qui les empêche de voter comme le ferait quelqu'un de plus politisé, et les fait mobiliser d'autres critères pour choisir le candidat, en l'occurrence ici, c'est la tradition, l'habitude qui prend le dessus.

Georgette est dans un cas à peu près similaire, même si elle vote à gauche et tient un discours qui se rapproche davantage de ce qu'elle vote. En revanche, elle n'est pas très politisée non plus et ne possède donc pas de référents idéologiques très clairs. Si Georgette se dit de gauche, elle tient parfois des bribes de discours plus conservateurs, comme au sujet de l'autorité du président qu'elle souhaite forte et du respect des lois et des institutions qui lui tient à cœur. Si elle dit qu'elle « ne fonctionne pas trop à l'émotion » et qu'elle consulte les programmes pour faire ses choix électoraux, elle se contredit en parlant de la personnalité d'Emmanuel Macron qu'elle dit apprécier de plus en plus, même si elle n'a pas voté pour lui. On peut donc noter l'influence ici de la personnalité, du ressenti face à un candidat, qui peut avoir une part explicative dans les choix électoraux de cette enquêtée.

Olivier et Jean mobilisent aussi l'élément de la perception d'un candidat, de sa personnalité, dans leurs votes. Ils sont tous deux peu politisés et se disent centristes, pensent qu'il y a de bonnes idées à gauche et à droite. Ils sont dans un rejet typiquement centriste de l'affrontement gauche/droite (P. Bréchon, 2006). Ces deux individus apolitiques sont par conséquent très volatils, et parfois comme Olivier, difficilement capables d'expliquer leur vote. Olivier nous dit juste que « c'est le personnage Macron » qui lui plaît et ne parvient pas

vraiment à en dire davantage. Ils ne sont pas partisans, font souvent leurs choix au dernier moment comme nous le confiait Jean, et basent en partie leurs votes sur ce qu'ils ressentent face à un candidat. Ils jugent les candidats sur leur sympathie apparente, sur les valeurs que le sens commun et les médias leurs prêtent, et sur leur efficacité potentielle (C. Ysmal, 1990). Cette mobilisation de la perception que l'on a d'une personne rappelle les travaux de Max Weber sur la légitimité du pouvoir. En effet, d'après l'auteur, la domination s'appuie sur trois types de légitimité, dont la domination charismatique (en plus de la domination traditionnelle, et rationnelle légale).⁵⁶ La domination charismatique qui donne une certaine forme de légitimité à une personne, repose sur « les qualités extraordinaires prêtées à un chef par une communauté émotionnelle », l'héroïsme, l'autorité, la puissance de cet individu (P. Riutort, 2014, p532-533).⁵⁷ C'est donc la perception de ce que renvoi un candidat qui entre en jeu ici et peut expliquer un choix électoral, notamment chez les moins politisés.

Les choix électoraux du couple de Notre-Dame-des-Landes, Catherine et Philippe, sont assez difficiles à analyser. Ces individus tiennent plutôt un discours social et écologiste qui s'apparente plus à des valeurs de gauche. Pourtant, ils se disent de droite, notamment de par l'éducation religieuse de Philippe, et leur côté conservateur sur certains sujets comme l'éducation ou le rapport aux lois et à l'ordre. Mais leurs votes ne correspondent pas non plus au positionnement politique qu'ils se prêtent. Ils sont en fait assez volatils et ne connaissent que trop peu les différences idéologiques entre la gauche et la droite pour pouvoir en tenir compte lors de leurs votes. Après avoir voté pour V. Giscard-d'Estaing, ils optent pour F. Mitterrand, puis pour les écologistes en 1995, et pour J. Chirac en 2002, avant de voter pour N. Sarkozy en 2007, et pour M. Le Pen au premier tour en 2012. Ils passent des écologistes, à l'extrême-droite en passant par les partis de gouvernement de gauche et de droite sans difficultés. Il n'y a donc aucune fidélité partisane ici et une inconstance remarquable. Apolitiques, ils votent en fonction des personnalités des candidats, des conjonctures, mais adoptent aussi un vote stratégique, avec un calcul politique, comme lors de leur vote pour M. Le Pen en 2012. D'abord un peu honteux, ils finissent par m'avouer leur vote, tout en se justifiant immédiatement, comme l'illustre l'extrait d'entretien ci-dessous :

« Enquêteur : Et après ?

⁵⁶ Voir pour plus d'informations : RIUTORT P., 2014, *Précis de sociologie*, Presses universitaires de France, Paris, p532-533.

⁵⁷ Voir à ce sujet le documentaire de René Zayan, ancien professeur de psychologie à l'Université de Louvain-la-Neuve, décédé en 2014 : ZAYAN R., 2007, *Coupez le son, le charisme en politique* [film documentaire], Studio Canal.

Catherine et Philippe : On est revenu à droite (Rires)

[...]

Enquêteur : En 2007 et 2012 ?

Catherine : Oui !

[...]

Enquêteur : Dès les premiers tours ?

Catherine : (Hésitation) bien en fait... (Elle regarde son mari)... on avait voté Le Pen...

Philippe : Ah oui, pour montrer notre ras-le-bol, on a voté pour Le Pen ! Un vote contestataire !

Enquêteur : En 2012 ou 2007 ?

Catherine : Ce n'était pas avec son père ?

Philippe : Non, (Hésitation) ça devait être la dernière fois, 2012. Un vote contestataire qui a fait peur à beaucoup de monde, on n'était pas les seuls. Après on n'a pas des idées de fachos !

Catherine : Non ! »

Ils désamorcent les critiques tout de suite en pensant sûrement que nous allions les juger là-dessus et insistent donc sur le fait que ce n'était pas un vote partisan, mais contestataire. D'ailleurs pour les élections de 2017, le couple était perdu et ne savait pas trop quoi voter lorsque nous les avons interrogé fin-février. Ils n'étaient pas en accord avec F. Fillon trop conservateur, n'appréciaient pas E. Macron qu'ils trouvaient prétentieux et « premier de la classe » (on retrouve ici la perception que l'on se fait d'un candidat), ne se voyaient pas voter pour B. Hamon ou J-L. Mélenchon, sans être vraiment capables d'expliquer pourquoi, et ne souhaitaient pas réitérer leurs votes pour M. Le Pen, comme on le voit dans l'extrait ci-dessous :

« Philippe : [...] Après, ça ne va pas être simple. Est-ce qu'on refait le vote contestataire extrême-droite, ça ne me plait pas trop, j'aurai trop peur que ça passe. »

Le vote contestataire en 2017 leur faisait peur car les sondages donnaient M. Le Pen au deuxième tour, ce que le couple ne souhaitait pas. Ce sont les limites du vote contestataire. Devant cet état de fait, le couple finit par se demander si finalement le vote contestataire ici ne pourrait pas porter le nom de J-L. Mélenchon, ce qui transformerait un vote d'extrême-droite en un vote pour une gauche plus radicale que le PS social-libéral. Dans l'entretien, le couple change d'avis sur le candidat de La France Insoumise en quelques minutes :

« Philippe : Le Pen, non ! Et puis Mélenchon (Hésitation), je ne le vois pas... je ne le vois pas représentatif de notre pays. Ce n'est pas un pantin, mais je ne vois pas un mec d'extrême-gauche... comme représentant... je ne sais pas, est-ce que c'est physique ?

Catherine : Mais on s'était tâté la dernière fois entre lui et Le Pen...comme quoi.

Philippe : Ah oui, tu as raison... les deux extrêmes...on savait que Mélenchon il ne passerait pas.

Catherine: Donc là ce serait ça... »

Nous sommes donc ici face à un couple apolitique, qui possède plutôt des valeurs de gauche, qui se dit de droite mais vote de manière très volatile. Ce couple est mécontent des politiques actuels et de l'offre politique mais vote par habitude, quoi qu'il arrive, même si personne ne leur convient, il choisira celui ou celle qui pourrait incarner une contestation du système démocratique, social et économique en place.

Les votes utiles et pour le candidat le moins pire sont aussi des comportements récurrents chez les enquêtés, et pas forcément chez les moins politisés. Le vote utile est un vote qui se fait pour empêcher un autre candidat d'être élu. Le cas typique du vote utile en France est illustré par le second tour de la présidentielle de 2002, quand Jean-Marie Le Pen s'était qualifié face au président sortant, Jacques Chirac. Ce dernier avait largement remporté l'élection, bénéficiant d'un vote utile, c'est-à-dire des reports de voix des gens qui avaient voté pour le centre et pour la gauche, et qui voulaient faire barrage au Front National. Le scénario s'est répété en 2017, avec un second tour Macron-Le Pen, même si l'abstention a été plus forte qu'en 2002 (25,44% contre 20,29%) et que la victoire d'E. Macron est bien moins large que celle de J. Chirac (66,10% contre 82,21%, soit seize points de moins). Le vote pour le candidat le moins pire se fait dans les cas où les individus souhaitent voter mais n'ont aucun candidat qui les séduit réellement. Ils votent alors pour celui qu'ils considèrent comme étant le moins mauvais. Cela peut rentrer dans le cadre du vote utile, lors d'un second tour par exemple (C. Ysmal, 1990). C'est ce qu'a fait Georgette lors de cette élection présidentielle de 2017, en votant au premier tour pour Benoît Hamon, le candidat du PS qu'elle trouvait le moins mauvais, et au second pour E. Macron, sans enthousiasme comme l'illustre le passage suivant :

« Enquêteur : Vous n'avez pas voté pour lui au premier ?

Georgette : Non, si je regardais, ce que je voyais comme lois possibles, bon je n'étais pas d'accord sur le principe. Mais il y avait une nécessité, qu'il n'y ait pas Marine Le Pen. Donc j'ai voté Macron, le jour où j'ai voté pour lui on ne peut pas dire que j'étais contente ! »

Nombre de nos enquêtés nous ont dit avoir voté J. Chirac en 2002, contre leur gré, tels Guy, Marcel ou Éric, qui cette fois-ci en 2017, nous prévenait qu'il ne le referait pas : « Oui, c'était pour le moins pire, mais c'est fini ça, je voterai plus pour le moins pire ! ». Au contraire, pour Guy, moins à gauche, il n'y avait aucune ambiguïté sur son vote au second tour, cela lui paraissait naturel :

« Enquêteur : Vous savez ce que vous allez faire au second tour ?

Guy : ah oui oui, oui, pas de souci là-dessus. Très nettement. »

Le vote utile est appréhendé comme un devoir républicain par nombre des enquêtés et cela est entretenu par les médias qui nourrissent le discours dominant. Ne pas avoir voté Macron a été perçu comme une remise en cause de la démocratie par de nombreux médias, et presque comme un vote pour l'extrême-droite. Mais il semblerait que le vote utile fonctionne de moins en moins bien et que cette « union républicaine » pour faire barrage au FN soit moins puissante et quelque peu remise en cause, comme un symbole des dysfonctionnements et des problématiques que soulève la démocratie représentative, de plus en plus critiquée et qui pousse à voter pour des candidats que l'on ne portent pas (P. Bréchon, 2006).

Souvent les enquêtés reprennent le discours dominants sur de nombreux sujets, comme les zadistes, l'abstention ou la violence en manifestation. Leurs réponses se rapprochent de ce que pense le sens commun, relayé souvent par les médias dominants. Ainsi les zadistes sont souvent vus comme marginaux, étranges, voir violents, et font l'objet de multiples fantasmes. Georgette en a une mauvaise image car elle connaît des gens chez qui des zadistes se sont infiltrés pour réclamer de la nourriture et une douche. Par conséquent, elle les craint et retiens uniquement les faits divers qui se déroulent sur la zone. Marcel et André associent les zadistes à des drogués et sont dans la caricature. Pour eux, « ils cultivent le cannabis », sont « une minorité brutale » « d'extrémistes de gauche », avec des « repris de justice », des « anarchistes », des « babas-cool » et des « écolos-visionnaires », qui « rackettent » et « jettent » les gens qui vivent sur la zone. Si Gilles est un peu moins dans le cliché, il partage l'essentiel de ce que dit son ami André.

Nos couples de Notre-Dame-des-Landes et de Bouguenais sont un peu moins dans la caricature, mais font des catégories au sein des zadistes, en gardent une image assez négative et tiennent des discours étranges et contradictoires. Pour Bernard, les zadistes sont « des contestataires professionnels » qui sont payés, même s'il ne sait pas par qui, et qui taxent les gens qui vont sur la zone. La méconnaissance des zadistes par le couple Marie-Jeanne – Bernard est assez flagrante, ils ne savent pas ce que font les zadistes sur la zone et restent dans le cliché. Malgré ces critiques qu'ils adressent à ces opposants, et la crainte qu'ils en ont, ils sont finalement assez contents de leur présence, qui empêche le projet de se faire, comme le montre le passage suivant :

« Bernard : Qu'ils continuent comme ça il n'y aura pas d'aéroport !

Enquêteur : Vous avez une sympathie plus ou moins quand même envers les zadistes ?

Marie-Jeanne: On va dire que tant qu'ils sont là, c'est bénéfique pour nous anti aéroport.

Bernard : Tant qu'ils ne font pas de casse... Ils n'en font pas comme pendant les manifestations dans toutes les villes de France.

Marie-Jeanne: Et puis les rares fois où il y a eu de la casse c'était peut-être des gens qui se disent zadistes mais qui venaient de l'extérieur, pour casser.

Enquêteur : C'étaient des zadistes ou pas ?

Bernard et Marie-Jeanne : Pas forcément.

Marie-Jeanne: Quelque part c'est les défendre, mais oui, pas spécialement. »

Catherine et Philippe connaissent un peu mieux les zadistes, puisqu'ils vivent sur la même commune, les croisent, les prennent en stop et discutent parfois avec certains d'entre eux. Ils catégorisent les zadistes en différents groupes, à la différence des médias qui les regrouperaient en faisant des amalgames :

« Catherine : Et puis il y a certains zadistes, pas tous, qu'on n'a pas forcément envie de voir ici. Il y a les bons et...

Philippe : Ceux qui occupent les fermes et qui cultivent, il n'y a pas de souci...

Catherine : Mais ce sont les casseurs, les emmerdeurs... ceux qui vont parfois manifester...

Philippe : C'est la mauvaise image... L'amalgame entre tous les zadistes est fait par les médias. »

Le couple se désolidarise de certains zadistes, de ceux qu'il juge trop extrêmes, et montre même parfois un certain mépris, comme dans ce passage de l'entretien :

« Enquêteur : Ce ne sont pas les mêmes ?

Catherine : Non. Il y a plusieurs clans et ils ne s'entendent pas tous. Il y a les militants (Hésitation)

Philippe : Les militants nature...

Catherine : Et ceux qui sont là pour casser...

Philippe : Oui, je n'appelle pas cela des écolos, il faut voir la merde qu'ils ramènent.

Catherine : Oui il y en a c'est dégueulasse !

Philippe : Ce sont des déchetteries.

Catherine : Il y en a même sur eux... (Rires) Il ne faut pas être derrière à la caisse ! Ca fouette (Rires) ! C'est vrai, ça m'est arrivé d'avoir une nana devant enquêteur, dis donc j'avais des haut-le-cœur ! (Rires) Il y a de tout. »

Le couple ne soutient donc que les zadistes qui ont le mode de vie le plus proche du leur, ceux qui sont les moins éloignés de leurs représentations et visions du monde.

Les représentations que nos enquêtés ont des zadistes sont assez négatives, parfois emplis de clichés et de fantasmes et quand ils les soutiennent, ils n'en soutiennent qu'une partie. Olivier a d'ailleurs conscience d'avoir une vision stéréotypée de ces opposants. Le discours que tiennent les médias n'est pas si éloigné et on peut penser qu'ils ont peut-être participé un minimum à l'opinion de certains de nos enquêtés sur les zadistes. En tout cas, dans les médias dominants, ces opposants sont présentés assez négativement, souvent dans des faits divers, de manière rapide et simpliste. Éric et Guy restent les enquêtés les plus ouverts et les plus informés sur les zadistes. Leurs discours sont moins stéréotypés et ils cherchent à entrer en contact avec ces opposants, et à discuter même si leurs avis divergent, encore plus dans le cas de Guy qui soutient le projet mais discute dès qu'il croise des zadistes. Leurs discours sont les plus éloignés de ceux des médias et du sens commun chez nos enquêtés.

Les discours sur la violence des manifestations chez les individus que nous avons interrogés sont souvent proches de ceux des médias et des discours dominants. La plupart du temps, ces violences sont condamnées et leurs auteurs critiqués. Les violences font peurs et sont incomprises. Le mot « casseur » revient à de multiples reprises et on ne sait jamais vraiment qui se cache derrière ce terme, si ce sont des zadistes ou des individus extérieurs au

mouvement. Le discours que tient Marcel à ce sujet est assez instructif car il représente la pensée dominante au début, mais se termine par une nuance importante qui montre que cet enquêté prend du recul et a des représentations différentes des autres enquêtés :

« Enquêteur : Vous pensez quoi de cette violence ?

Marcel : ce n'est pas normal ! Et puis... on a du laxisme par rapport à ça quand ce sont des gens qui n'ont rien à foutre là ! Quand il y a des gens qui manifestent normalement sans casser, mais ceux qui cassent ce n'est pas normal ! C'est la démocratie qu'ils attaquent ! La démocratie, l'ordre public, un tas de choses ! Et qui c'est qui paye après ! C'est le pauvre bédouin ! Mais il y a des violences des deux côtés ! Parce que des fois les policiers aussi... comme au barrage là, on ne saura jamais vraiment ce qui s'est passé... La grande muette... »

Avec Marcel, Éric est le seul à nuancer ces violences et à critiquer l'action des forces de l'ordre. Ces deux militants de gauche reprennent un discours assez classique de leur mouvance politique. Ils condamnent les violences comme tous les autres enquêtés, mais pensent qu'il y en a aussi du côté de la police qui organise « des coups montés »:

« Enquêteur : Du coup j'imagine que vous allez aux manifestations, aux rassemblements, comment vous les vivez ?

Éric : On essaye que ce soit festif, que tous les gens puissent y venir ! On est très déçus quand il y a un peu de violence qui se dégage de ça ! Mais, il y a des coups montés, certains tombent dans le panneau ou cherchent à tomber dans le panneau, je ne sais pas...

Enquêteur : Des coups montés...

Éric : Ben vous savez quand vous catalysez une manif et que vous dites de toute façon elle va être violente, et bien vous êtes sûr que ça va l'être et si ça ne l'est pas, on balance un peu de lacrymaux... Quand une manifestation n'est pas terminée et que vous balancez des lacrymaux au milieu des poussettes et bien vous êtes sûrs que ceux-là ils ne reviendront pas ! Tous les gouvernements sont passés par là, y en a pas un pour rattraper l'autre ! On attendait un peu mieux d'un gouvernement qui se dit de gauche mais... finalement ce n'est pas eux qui nous ont le mieux traité ! [...] »

Enfin, l'abstention est elle aussi un sujet qui fait l'objet d'un rapprochement entre les discours dominants et ceux de nos enquêtés. Il y a consensus ici, pour une condamnation de l'abstention. Le vote est vu comme un devoir et les abstentionnistes sont critiqués parfois

violemment, et vus comme des gens qui n'ont plus leur mot à dire s'ils ne s'expriment pas lors des élections, comme de mauvais citoyens qui ne font pas leur devoir. Si certains sont un peu plus ouverts et compréhensifs que d'autres vis-à-vis des abstentionnistes, tous nos enquêtés votent par habitude, envie ou tradition et pensent qu'il est dommage et parfois grave de ne pas voter. Voter permettrait de pouvoir critiquer par la suite, même en silence devant sa télévision. Le vote apporterait une légitimité, celle du citoyen qui parce qu'il s'est exprimé, peut ensuite participer au débat. Les bases de la démocratie représentative sont donc bien implantées dans l'esprit des individus que nous avons interrogés.

Tous les individus que nous avons interrogés ne votent pas de la même manière. Les plus politisés, ceux qui ont le plus de connaissance politique, mobilisent leurs références idéologiques pour choisir leurs représentants, alors que les moins politisés font des choix électoraux sur des bases bien moins politiques et idéologiques. Ces derniers votent en fonction de déterminants bien plus pragmatiques, liés au ressenti, à la perception qu'ils se font d'un candidat. Ils font beaucoup moins de différences entre la gauche et la droite que les personnes plus politisées et ne réfléchissent donc pas de la même manière. Leurs discours ne correspondent pas toujours à leur positionnement politique, qui ne correspond pas non plus toujours à leur vote. Par ailleurs, nos enquêtés les plus politisés semblent aussi être ceux qui résistent le mieux aux discours dominants, qui restent très présents chez nos enquêtés.

III.4 Les représentations communes des deux camps l'un sur l'autre au vu des arguments avancés

Les entretiens réalisés avec les enquêtés ont révélé leurs rapports aux médias et au politique, ainsi que la composition de leur argumentaire au sujet du projet d'aéroport. Analyser la puissance et la portée de leurs arguments, puis leur connaissance de ceux du camp adverse va nous permettre de connaître leur maîtrise du dossier, leur degré d'engagement, et ce qu'ils pensent de leurs adversaires. Nous allons également en apprendre davantage sur leur rapport à l'environnement, sur leur vision de l'avenir et savoir dans quelle mesure leur vote lors de la consultation a été conditionné par les arguments des différents camps ou s'ils dépendent d'autres paramètres.

III.4.1 Rapport des enquêtés aux arguments des soutiens du projet d'aéroport

Les arguments principaux du camp pour le transfert de l'aéroport sont nombreux et de diverses natures. Ils concernent de manière non-exhaustive, l'emploi, l'impossibilité d'agrandir l'actuel aéroport, l'environnement ou encore le rayonnement et le développement de la région. Nous n'allons pas ici juger cet argumentaire, mais chercher à savoir qui de nos enquêtés maîtrisent le mieux ces arguments, qu'ils soient ou non en accord avec eux, et regarder ce que nos enquêtés pro-aéroport pensent de leurs adversaires.

De manière logique, les enquêtés soutenant le projet et qui sont les plus engagés pour le transfert de l'aéroport sont ceux qui tiennent le discours le plus argumenté. Ils connaissent tous les arguments de leur camp et se font pédagogue pendant l'entretien. Ainsi Gilles et André multiplient les arguments chiffrés et très techniques, me posent des questions, m'apprennent des choses tout en essayant de me convaincre. Une relation professeur-élève se met en place durant l'entretien et il m'a été très difficile de poser mes questions, devant un tel flux de parole. Avec André surtout, les rôles s'inversent quasiment et c'est lui qui me questionne sur l'aéroport, et répond à ses propres questions pour montrer toute sa maîtrise du dossier et tenter de me convaincre du bien fondé du projet, comme l'illustre l'extrait suivant :

« André : vous connaissez les caractéristiques de l'aéroport ?

Enquêteur : Disons qu'il est un peu enclavé...

André : Oui, mais il y en a d'autres qui sont enclavés. Il y a la combinaison de 3 éléments, qui sont fondamentaux et qui font que l'on peut affirmer que Nantes-Atlantique n'est pas aménageable ni agrandissable. Premier élément, c'est la proximité du cœur de Nantes, puisqu'il est à 6 km du cœur de Nantes, ce qui est très proche. Deuxième élément, c'est l'axe de la piste qui est dans l'axe du cœur de Nantes, dans l'axe de la Tour de Bretagne qui est le plus haut bâtiment urbanistiquement de la ville. Troisième élément, alors oui, c'est qu'il est enclavé de 2 façons, entre 2 zones Natura 2000, le lac de Grand-Lieu et la Loire et les zones Natura 2000 ce sont des sanctuaires pour l'Europe, et cette zone elle est concernée aussi par la Loi Littoral, RAMSAR, c'est un classement, donc on ne peut pas faire un aménagement qui touche cette zone. Je ne sais pas si vous voulez des arguments techniques, quand on regarde les éléments techniques, si on met un système de guidage automatique pour l'atterrissage par le nord, comme c'est préconisé par la DGAC et le CGEDD le conseil général à l'environnement et au développement durable, si on met un guidage automatique pour des

raisons de sécurité pour limiter les risques, au-delà d'un certain nombre de passagers... ce guidage fait perdre de l'espace sur la piste côté nord, ça repousse au sud, il faut en recréer côté sud... »

André donne un cours ici, parle en sigles, en chiffres, d'éléments très techniques que seuls des experts ou des militants très impliqués peuvent posséder. André et Gilles se concurrencent pendant l'entretien et entrent un peu en compétition, amicalement. C'est à celui qui saura me convaincre le plus largement. André a une position dominante que Gilles tente discrètement de remettre en question en acquiesçant aux propos de son ami, et en lui faisant des compliments, tout en le critiquant à certains moments comme quand il relève certaines affirmations caricaturales, notamment sur les opposants, dans le discours d'André, comme pour se démarquer et afficher un côté plus ouvert. Ils sont intarissables et maîtrisent tout l'éventail des arguments pro-transfert.

Moins didactique, Guy se montre également expert sur de nombreux points du dossier, même s'il maîtrise peut-être davantage l'argument écologique du transfert, qui est un peu sa spécialité. Malgré cela, Guy est moins sûr de ses arguments qu'André, et certaines de mes questions le mettent mal à l'aise ou en tout cas le font se contredire, se questionner et même s'énerver un peu. L'extrait suivant l'illustre assez bien :

« Enquêteur : Justement cet argument de l'emploi est réfuté par les anti qui disent que ce seront des travailleurs qui viendront d'autres régions pour le construire et qu'il y aura juste un déplacement des emplois... »

Guy : (il me coupe en riant) Pour la construction de l'aéroport, il y aura forcément des gens de l'extérieur, c'est évident, mais il y aura aussi des possibilités pour les gens du secteur je pense. Ce ne sera pas des emplois pérennes c'est évident, mais il y aura des entreprises autour qui vont se créer à cause de cet aéroport...

Enquêteur : Mais du coup là, s'il y a une multiplication des zones industrielles autour, l'argument écolo, il ne tient plus trop ?

Guy : (il souffle) Je ne sais pas si ce sera une multiplication. Y aura des entreprises de créées, pour le fret... Mais, (il souffle) alors qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on se dit il ne faut pas créées d'emplois, restons avec notre taux de chômage, c'est un équilibre à trouver je sais, ce n'est pas facile ! Mais est-ce qu'on peut dire pour autant que s'il y a certaines entreprises de créer c'est dommage pour l'environnement ? Je ne sais pas. C'est bon pour l'emploi, mais effectivement pour l'environnement ça aura peut-être des conséquences... on sait qu'il y a des

études qui montrent combien d'hectares sont grignotés tous les ans... oui c'est vrai... comment faire ? »

Guy maîtrise les arguments des pro-aéroport mais n'est pas forcément convaincu par la totalité. C'est comme s'il avait construit son argumentation à partir des avis de ses amis et connaissances pro-aéroport, après s'être positionné pour le transfert afin de sauver sa commune. C'est sans doute en premier lieu par amour de sa commune, de son territoire que Guy s'est engagé, et s'est ensuite constitué un argumentaire défendant son positionnement.

Les autres enquêtés pro-aéroport sont moins investis et maîtrisent moins l'argumentaire du camp pour le transfert. Ils ne baignent pas dans ce milieu militant, sont moins informés sur le sujet. Il est alors intéressant de se pencher sur les arguments qu'ils connaissent le mieux, sur ceux auxquels ils pensent directement et sur ceux qu'ils omettent ou méconnaissent. Marcel par exemple manie la caricature et n'avance aucun argument ou presque des pro-aéroport avant que je ne lui pose directement la question. Il méconnaît le sujet de l'aéroport et a accepté l'entretien pour rendre service. Sa réponse à une question sur l'argument des pro qui lui paraît le plus pertinent est assez révélatrice et symbolique de l'entretien :

« Enquêteur : Et vous c'est quoi les arguments des pro qui vous paraissent les plus pertinents ?

Marcel : L'avenir ! Je vais prendre l'exemple de la rocade. Elle est toujours encombrée, pourquoi ? Parce qu'il y a 40 ans on était timides dans les projets et parce que je pense qu'il faudrait que les gens raisonnent à 30 ou 40 ans plus loin. En fait des infrastructures qui ne soient pas dépassées au bout d'un certain temps ! C'est le modernisme, parce que Château-Bougon dans quelques années il va être saturé et sans parler du danger, vaut mieux qu'un avion s'écrase sur Notre-Dame que sur Nantes (Rires) ! C'est l'avenir moi que je vois ! C'est pour ça que je suis pour ! »

Marcel est laconique et vague, souffle régulièrement et se construit un argumentaire à l'emporte-pièce, reposant sur des bases peu solides, masquant mal son désintérêt pour le sujet.

Olivier et Georgette sont plus clairs et ont conscience de ne pas connaître grand-chose sur le dossier. En effet, lorsque je cherche à savoir quels arguments Olivier connaît, il admet lui-même qu'il n'en n'a pas :

« Enquêteur : Et les pro ?

Olivier : les pro c'est parce qu'il est trop petit... (Rires) entre autres... mais je sais que celui de Notre-Dame va être plus petit, je sais tout ça ! (Rires) Et qu'il n'y a pas la place de rallonger les pistes...

Enquêteur : Ça dépend des études... après il y a l'argument de l'emploi ...

Olivier : Je trouve que ça amènera en effet de l'emploi.

Enquêteur : De construire l'aéroport ?

Olivier : Oui, et ça va apporter un bienfait sur l'économie de la Bretagne, de l'ouest.

Enquêteur : Du coup, l'argument des anti c'est que ça va juste déplacer les emplois...

Olivier : Moi je ne pense pas... ah... ils ont raison aussi... (Rires) pour moi cet aéroport de Notre-Dame il est bien parce que, tu vas peut-être voir, mais on a des avions qui nous passent au-dessus, et un jour il y en a un qui va s'éclater dans le centre, après on va me dire qu'il peut aussi y en avoir un qui s'éclate sur le petit bourg de Notre-Dame... machin et ce sera pareil ! Il faut le transfert... je n'ai pas d'arguments je suis désolé ! »

Olivier n'avance lui non plus, aucun argument par lui-même et se montre très éloigné de la sphère militante. Georgette pour sa part, n'avance pas d'arguments en faveur de l'aéroport mais plutôt hostile aux anti qui occupent des zones illégalement. Georgette ne se pense pas assez compétente pour exprimer un avis sur l'utilité du projet et préfère laisser la parole aux experts qui travaillent sur le sujet. En revanche, elle est en accord avec l'argument de l'emploi, même si son explication demeure assez peu claire et très personnelle :

« Enquêteur : et les arguments des pro qui vous paraissent les plus pertinents ?

Georgette : Ben moi je ne suis pas capable de savoir à partir de combien de passagers dans un aéroport c'est pertinent d'en construire un... il y a des gens qui ont travaillé là-dessus.

Enquêteur : Par exemple ils disent que ça va créer de l'emploi

Georgette : Ah oui ça je suis tout à fait d'accord là-dessus. C'est comme une autoroute, moi je connais des gens dans la région d'Angers, Cholet, tout ça, et bien les gens de Chemillé ils ne voulaient pas qu'il y ait une bretelle d'autoroute, je dis ça parce que j'ai connu des gens qui étaient là. Elle s'est faite quand même et il y a des entreprises de créées. [...]

Enquêteur : Donc l'aéroport va créer de l'emploi ?

Georgette : Ben je pense... sauf s'il n'y a pas beaucoup de trafic ».

Si André, Guy et Gilles maîtrisent nombre d'arguments et en parlent d'eux-mêmes, Olivier, Georgette et Marcel en méconnaissent la plupart et restent évasifs. Ils n'ont aucun argument de prédilection. Nous sommes donc en présence de deux extrémités ici, avec une moitié militante très cultivée au sujet du dossier Notre-Dame-des-Landes, et l'autre moitié qui en est beaucoup plus éloignée.

Nos enquêtés qui supportent le projet affichent aussi des points de vue différents sur les opposants au projet. Certains se montrent plus simplificateurs que d'autres. André est le plus manichéen de nos enquêtés, affirmant, par exemple « qu'on ne peut pas échanger » avec les opposants au projet. Gilles l'est un peu moins et pense que les opposants le sont par idéologie, ce qui le dérange sensiblement. Georgette exprime une mauvaise opinion des adversaires au projet qu'elle ne fréquente pas, comme on peut le voir dans l'extrait qui suit :

« Enquêteur : Et des caractéristiques sur les gens qui soutiennent le projet et ceux qui ne le soutiennent pas ?

Georgette : Ben le problème pour moi c'est les gens qui le soutiennent je les vois comme des gens raisonnables qui réfléchissent, tandis que les autres je les vois avec des émotions débordantes et que ça devient impossible de discuter avec eux.

Enquêteur : Est-ce que vous pensez que ce sont plus les gens de gauche qui sont contre et les gens de droite qui sont pour ?

Georgette : Pas forcément. Mais il y a des gens, c'est un déclic que je ne comprends pas trop, il y a des gens qui a un moment donné, c'est presque comme une secte, comme quelqu'un qui a une religion... alors que les pro il faut bien qu'ils réfléchissent s'ils veulent faire de l'économie, du business... »

Olivier lui, opère un rapprochement entre opposants et opinion politique et se perd dans sa réponse :

« Enquêteur : As-tu une idée des gens qui sont pour et des gens qui sont contres, une image qui les représente...

Olivier : Le peu de gens pour que je connais sont plutôt gauche.

Enquêteur : Des pour ?

Olivier : Oui, elles se sont portées vers Hamon.

Enquêteur : donc des gens pour qui sont de gauche...

Olivier : oui mais ce n'est pas représentatif du coup ! Hein ? Attends je suis perdu là ! Ce n'est pas logique ! Hamon il est contre, oui ce n'est pas logique je sais.

Enquêteur : Oui (Rires)

Olivier : Je sais pas...

Enquêteur : Et les anti ?

Olivier : Les anti ils sont gauche gauche ! »

Pour lui, les opposants sont plutôt marqués à gauche voire très à gauche, mais il n'a pas beaucoup plus d'idées sur ces personnes. Ce cliché sur l'appartenance politique des opposants au projet agace Guy, qui se dit de gauche et écologiste et réfute ce rapprochement. Pour lui on peut être écologiste et soutenir le projet, comme l'illustre le passage ci-dessous :

« Enquêteur : Il y a des clichés à propos des pro et des anti...

Guy : Oui... (Hésitation) oui il y a des clichés. J'ai l'impression que les anti, on les classe parmi ceux qui sont proches de la nature et tout ça (ton ironique) alors que les pour... moi je suis très sensible à la nature. Je reste très sensible aux valeurs environnementales. Ce qui me déplaît dans ce cliché, c'est qu'on ne prend pas en compte tous les paramètres. »

Marcel rejette aussi ces clichés même s'il admet que certains opposants sont proches de mouvements de gauche. Marcel parle de courage pour expliciter l'isolement du PCF et de ses militants à gauche qui sont pour le transfert. S'afficher pro-aéroport lorsque l'on est militant de gauche serait un acte de courage si l'on suit son raisonnement. Mais selon lui, globalement les personnes soutenant ou s'opposant au projet sont des individus *lambda*. Les représentations des pro-aéroport vis-à-vis des anti ne dépendent donc pas de leur degré d'engagement, mais de la personnalité, du vécu de chacun.

Chez les enquêtés anti-aéroport, la connaissance des arguments des pro est assez variable. Éric de l'ACIPA, Jean, et Philippe sont ceux qui présentent la meilleure connaissance et maîtrise des arguments des pro-aéroport. Elle dépasse même celle des enquêtés qui soutiennent le projet mais sont les moins investis. Les autres enquêtés connaissent moins ces arguments et sont moins à même de les discuter. Néanmoins, tous nos anti-aéroport évoquent et réfutent l'argument des pro selon lequel la construction d'un nouvel aéroport créerait de l'emploi. Tous nous affirment, de manière plus ou moins élaborée, que les emplois créés durant la construction ne le seront pas localement, qu'on fera appel à des

travailleurs détachés et que ces emplois ne seront pas pérennes. Ils considèrent par ailleurs, qu'on observera plus de transferts d'emplois que de créations nettes. Si cet argument est réfuté par l'ensemble de nos anti-aéroport, c'est parce qu'il constitue l'un des arguments principaux, si ce n'est le principal, des soutiens au projet. Éric, de par la force de son engagement, maîtrise pleinement le dossier et a déjà été confronté à des pro-aéroport lors de débats. Il connaît leurs arguments et sait comment les contredire. C'est presque devenu quelque chose de naturel pour lui. Il est l'enquêté qui développe le plus ses réponses. Jean de son côté, est le plus au fait de l'argument relatif à l'obsolescence de l'aéroport actuel que portent les pro. De par son emploi, il a su développer une expertise au sujet de l'aéroport actuel et notamment sur les éléments techniques concernant sa fréquentation, sa taille... Jean tire sa légitimité d'opposant de ces thèmes précis, qui l'intéressent et qu'il remobilise pour convaincre et débattre. En revanche, à l'opposé de Marie-Jeanne et Bernard, il ne s'intéresse que peu à l'argument environnemental. Pour les anti-aéroport, l'argument des pro selon lequel l'aéroport actuel polluerait le lac de Grand-Lieu et empêcherait une densification urbaine au sud de l'agglomération qui participerait à la limitation de l'étalement urbain, est réfuté par nos enquêtés qui s'opposent au projet. Ce sont deux visions de l'écologie qui s'affrontent. Pour les anti, l'aéroport actuel, au contraire, protège le lac d'une urbanisation accrue et construire un nouvel aéroport serait un gaspillage de terres agricoles. L'argument de la dangerosité de l'actuel aéroport et du survol par les avions de l'agglomération nantaise, qui est pourtant mis en avant à de nombreuses reprises par nos enquêtés soutenant le projet, n'est jamais évoqué par les anti. Cet argument semble trop faible pour les anti interrogés, qui n'y pensent pas ou ne le prennent pas au sérieux.

D'une manière générale, le degré d'engagement conditionne l'étendue des connaissances des arguments de nos pro-aéroport. Les moins engagés maîtrisent le mieux les arguments qui se rapprochent de leurs centres d'intérêts, de leurs valeurs ou de leurs professions. Les mêmes constats peuvent être faits globalement concernant la maîtrise des arguments pro-aéroport par les anti.

III.4.2 Rapport des enquêtés aux arguments des opposants au projet d'aéroport

Les arguments des opposants à l'aéroport se rattachent beaucoup à la protection de l'environnement et des terres agricoles et dénoncent un projet inutile, coûteux et d'un autre temps, qui ne créera pas d'emplois. Ces arguments sont plus ou moins bien maîtrisés par nos

enquêtés qui sont hostiles au projet. Ces derniers ont intégré des représentations différentes sur les personnes soutenant le dossier.

L'argumentaire écologique est celui qui est le mieux maîtrisé par la partie de notre panel qui s'oppose au projet. C'est aussi celui qui est le plus mis en avant par ce camp ; il est donc logique qu'il soit repris par tous, mais sous des formes diverses, composé en fait de plusieurs dimensions. Bernard et Marie-Jeanne dénoncent surtout ce gaspillage de terres et cette menace sur les agriculteurs (c'est d'ailleurs l'argument qu'ils maîtrisent le mieux), quand Catherine et Philippe avancent plutôt un effet négatif sur le terroir, les paysages et la tranquillité du cadre de vie rural. Éric va plus loin en parlant d'inutilité et propose une vision décroissante en arguant qu'un changement de société serait profitable pour éviter les effets dévastateurs du changement climatique. Il intègre le projet d'aéroport dans une critique plus globale du système capitaliste et de ses « projets inutiles ». Jean est l'enquêté qui parle le moins d'environnement et qui place l'argument de l'inutilité et de la faisabilité d'un agrandissement de l'actuel aéroport en première place dans son argumentation. Il est un peu moins sensible à la question écologique même si un déplacement récent sur la ZAD lui a fait prendre conscience de la beauté du lieu, comme en témoigne cet extrait :

« Enquêteur : Et parmi les arguments des anti, ceux qui vous touche le plus ?

Jean : Le réaménagement, rien que ça, l'utilisation de la plate-forme existante, c'est totalement crédible et ça coûte moins cher. En ces périodes de crise...

Enquêteur : L'argument écologique vous touche un peu moins...

Jean : Oui, mais ça me touche quand même, notamment depuis que je m'y suis rendu. C'est beau, c'est un beau bocage, une jolie campagne. Ce serait un désastre. J'en ai pris conscience en y allant ! Je ne connaissais pas. »

En toute logique, Jean maîtrise bien mieux la question du réaménagement du site aéroportuaire actuel puisqu'il y travaille, et qu'il a développé une réelle expertise sur ce sujet. A l'inverse, il se montre moins au fait sur les conséquences environnementales du transfert.

Nos couples de Bouguenais (Marie-Jeanne et Bernard) et de Notre-Dame-des-Landes (Catherine et Philippe) ont un argumentaire semblable. L'argument qu'ils maîtrisent le mieux est celui de l'écologie. Vient ensuite la critique de l'utilité d'un tel projet et de la possibilité d'agrandir l'actuel aéroport. Enfin, leur dernier argument, plutôt bien structuré, concerne l'emploi et le fait que le transfert n'en créera que très peu, qu'ils seront non-pérennes et pas

forcément locaux. Marie-Jeanne et Bernard s'appuient sur ce qu'ils ont retenu de la réunion d'information à laquelle ils ont assisté. Tous nos enquêtés s'affichant contre le projet critiquent fortement cet argument de la création d'emploi avancé par les pro-aéroport.

Enfin, trois de nos enquêtés, les seuls à avoir ou à faire partie de l'ACIPA, Éric et Philippe, ainsi que Jean avancent un autre argument, un peu plus radical, celui d'un conflit d'intérêts, à propos de ce que rapporterait un tel projet à certains acteurs promoteurs du transfert. Ainsi Éric avance les idées suivantes :

« Enquêteur : Ca fait un peu conflit d'intérêts...

Éric : je pense qu'il y en a oui ! Mais pas à chaque fois (Hésitation) Il faut arrêter de dire utilité publique ! T'as l'impression qu'il y en a besoin et que ça va servir à tout le monde, mais non je suis désolé ! En plus on donne ça au privé, pour qu'il se fasse du bénéfice ! Regarde les autoroutes... qui étaient d'utilité publique pour développer les régions... maintenant elles sont pour faire du bénéfice ! [...] C'est formidable, il ne faut pas qu'on arrête l'automobile, ni les avions, parce qu'il y a des boîtes qui vont tomber ! C'est rentable ! On n'a plus les moyens de la faire donc on le confie au privé, PPP⁵⁸... Ne vous inquiétez pas ça ne sort pas de votre poche ! C'est faux, je suis désolé ! [...] On marche sur la tête ! Les élus ne sont pas responsables, jamais coupables ! Moi, je leur ferais payer leurs erreurs ! C'est le système des élus. Un pourcentage de leurs erreurs. Vous me direz il n'y aura plus personne, il y aura peut-être moins de gens d'un certain intellect... un ouvrier peut être député. »

Jean est encore plus clair, même s'il se rapproche un peu de la théorie du complot :

« Je pense qu'il y a des conflits d'intérêts ! Entre les politiques et ces chefs d'entreprises. Ce sont de gros marchés publics. Ce qu'ils voient à long terme c'est couler du béton, ce n'est pas Notre-Dame-des-Landes, si ça pouvait être plus près ça leur irait, mais ce qu'ils veulent c'est bâtir. »

C'est la critique du partenariat public-privé qui selon Éric, Jean et Philippe dans une moindre mesure, profiterait uniquement aux entreprises qui récolteraient les bénéfices et seraient remboursées en cas d'échec, par les contribuables. Cet aspect du projet dérange beaucoup moins les pro-aéroport qui voient même ce plan de financement comme une belle opportunité,

⁵⁸ PPP : Partenariat public-privé

comme « une excellente opération sur le plan financier pour l'État » d'après André et même comme « l'opération du siècle » pour son ami Gilles. Néanmoins, Marcel met un bémol : il est le seul des pro-aéroport interrogés à se poser des questions sur le financement du projet, peut-être en raison ses référents idéologiques et son appartenance au PCF.

Il précise en effet que « le seul truc [qu'il] trouve embêtant, c'est le financement. [II] le trouve bizarre, privé-public, il n'y a que ça qui [le] gêne ». On voit bien là une extrême différence de point de vue sur le volet du financement du projet, qui cristallise les tensions entre les deux camps. Le personnel politique est également mis en cause par nos trois anti, qui les jugent cupides et prêts à tout pour développer leurs territoires en vue d'une réélection.

En ce qui concerne les représentations de nos enquêtés qui s'opposent au transfert vis-à-vis des pro-aéroport, ils affichent des opinions variables, plus ou moins floues et stéréotypées. Ainsi, Catherine et Philippe de même que Jean répondent clairement à la question des caractéristiques que l'on peut rattacher aux soutiens au projet, mais de manière assez stéréotypée. Pour Philippe, les « pro c'est plus des patrons, des gens aisés » alors que les anti sont « des écolos, ceux qui vivent de la terre », et des « gens comme nous, en campagne. Qui veulent garder leur qualité de vie », comme l'ajoute sa femme Catherine. Pour Jean, les pro sont « des gens qui travaillent, des hommes d'affaire, des chefs d'entreprises, des politiciens ». Et lorsqu'il nous parle des anti, la première chose qui lui vient à l'esprit concerne la présence de « babas cool » et « d'altermondialistes », même s'il est conscient qu'ils ne représentent pas tout le camp des contres. Éric, lui, répond de manière très vague et s'emballe un peu pour finalement ne pas vraiment répondre. Reste que l'on peut retenir que selon lui, soutenir le projet « est lié à un intérêt » et concerne des gens qui seraient « pour le développement économique » et de nouveaux projets afin de maintenir l'attractivité des territoires. Enfin, notre couple bouguenaisien, Marie-Jeanne et Bernard préfère ne pas répondre et élude la question, comme le montre l'extrait suivant :

« Enquêteur : Comment vous pourriez caractériser les pro et les anti aéroport ?

Bernard : On ne connaît pas les gens.

Enquêteur : Vous n'avez pas une image qui vous vient à l'esprit ?

Marie-Jeanne et Bernard : Non. »

Peut-être ne se sentent-ils pas suffisamment légitimes pour caractériser les porteurs du projet, ce qui expliquerait qu'ils préfèrent rester mesurés. En tout cas, d'une manière générale les anti

apparaissent moins virulents vis-à-vis des pro-aéroport que l'inverse, ces derniers ayant tendance à davantage se poser en victime au regard des succès de la mobilisation des anti-aéroport.

Si les zadistes sont la bête noire des pro-aéroport et que si ces derniers en ont une très mauvaise image, ils ont aussi des avis tranchés sur l'argumentaire du camp opposé. André et Gilles restent ceux qui maîtrisent et connaissent le mieux les arguments des anti-aéroport. Ils les reprennent un à un et les critiquent méticuleusement en s'appuyant sur des chiffres, des rapports... devenant vite difficilement compréhensibles. Ils abordent même des arguments non-évoqués par les opposants du panel. Il y a là comme un besoin de se légitimer en montrant l'étendue de leurs connaissances et la supériorité de leurs arguments. Ils sont toujours, et tout au long de l'entretien, dans une tentative de persuasion. Guy maîtrise un peu moins ces arguments et reste parfois flou ; il nous renvoie à un fascicule sur les dix idées reçues au sujet du projet, comme le montre l'extrait d'entretien ci-dessous :

« Enquêteur : Et du coup les arguments des anti, on les a déjà un peu évoqué, mais celui du coût par exemple... vous en pensez quoi ?

Guy : ouais. Ce sont des choses... (Il cherche dans ses papiers) vous l'avez ce petit truc là, les 10 idées reçues... ?

Enquêteur : Non...

Guy : non... c'est un document qui a été édité par le Syndicat mixte aéroportuaire, je pourrais vous en filer, j'en ai plein, et sur le coût... »

Il répond néanmoins aux critiques des anti concernant le financement du projet sous forme de PPP en le justifiant par le fait que la France est trop endetté pour financer seul ce transfert mais qu'il faut tout de même continuer d'avoir de grands projets pour développer le pays. Il défend aussi le côté écologique du projet, très critiqué par les opposants, en disant qu'il est lui-même quelqu'un de très intéressé par l'écologie et que les anti sont dans une posture extrémiste. Pour Olivier et Marcel, l'argument principal des opposants et le seul auquel ces deux interrogés pensent, est aussi celui de la préservation de l'environnement. Olivier présente une méconnaissance assez grande de cet aspect du projet. Marcel lui, affiche un rapport plutôt limité à l'environnement, qui n'est pas un sujet qui semble beaucoup le préoccuper. De plus, il s'irrite du fait que les anti aient une image d'écologistes au contraire des pro. Tout ceci est bien illustré dans l'extrait suivant :

« Marcel : Pourquoi on serait contre ? Y a l'histoire de l'écologie là, les grenouilles...

Enquêteur : les tritons... oui l'argument principal c'est l'environnement...

Marcel : oui, les écolos n'ont pas la primeur de s'occuper d'écologie. Tout le monde est conscient... mais l'aéroport pourrait se faire avec un cadre écologique... »

Marcel affiche presque un mépris pour le sort des espèces protégées et n'apparaît pas très concerné ni informé sur les questions écologiques. Enfin, Georgette entretient un rapport à l'environnement assez singulier, forgé par son ancien emploi de professeur de sciences physiques. Elle est pour le progrès technique, pour la recherche technologique, y compris dans le nucléaire ou les OGM. Selon elle, continuer d'investir est une avancée et son rapport à l'environnement est conditionné par ce côté scientifique et très pragmatique, qui ne contredit donc pas la construction d'un nouvel aéroport. Elle ne connaît pas vraiment les arguments des anti-aéroport et se montre assez éloignée du monde militant.

Les plus militants de notre panel, disposent de la connaissance la plus étendue des arguments des opposants. Les moins engagés, connaissent moins d'arguments et sont moins capables d'en discuter.

Les arguments de chaque camp sont nombreux et construits les uns vis-à-vis des autres. Ils se répondent en miroir. Les deux visions écologistes se font face et se contredisent. L'argumentaire pro tourne surtout autour d'idées dites pragmatiques et réalistes, libérales, de création d'emploi, de rayonnement et d'attractivité des territoires. C'est une vision capitaliste du développement et de l'avenir. Les anti répondent en contestant cette vision dominante du développement et de la croissance infinie par une conception de l'écologie actant la fin des grands projets d'infrastructures sur nos territoires développés qui en seraient déjà suffisamment pourvus. On peut voir ci-dessous la liste des principaux arguments des deux camps.

Figure 14: Tableau récapitulatif des arguments principaux des pro et des anti-aéroport

Arguments pros-aéroport	Arguments anti-aéroport
création d'emploi	transferts d'emploi + emploi non-pérennes
saturation de l'aéroport actuel	possibilité d'agrandir l'aéroport
protection du lac et densification du sud de l'agglomération	gaspillage de terres agricoles, destruction du terroir et de la biodiversité
dangerosité du survol de Nantes	
développement et rayonnement de la région	

Conception : N. Gogendeau

Parfois ces arguments servent aux enquêtés pour se forger une opinion et sont donc à l'origine de leur vote, mais ce n'est pas toujours le cas. Guy par exemple, semble avant tout défendre sa commune, tout comme Éric défend la maison de son enfance et les terres de sa famille. Marcel, lui, suit l'avis de son parti qui ne contredit pas ses convictions sur ce sujet. L'argumentaire de ces enquêtés s'est donc sans doute construit après coup. Les moins engagés retiennent souvent les arguments les plus spectaculaires, ceux qu'ils comprennent le mieux et qui se rapprochent le plus de leurs intérêts. On peut alors observer que dans certaines circonstances, les individus interrogés mettent en avant des arguments paraissant sérieux et crédibles, alors que ces derniers ne constituent pas les raisons principales de leur vote.

Le militantisme est central ; il explique une grande partie des multiples différences que l'on peut observer entre nos douze enquêtés. Le degré d'engagement conditionne le rapport à l'information et aux médias, le rapport au politique et au vote. Il conditionne aussi la portée de l'influence de l'entourage sur l'enquêté et l'influence de ce dernier sur son entourage. Il a aussi, comme nous venons de le voir, un effet sur le rapport aux arguments du camp adverse et de leur propre camp. Le militantisme génère une sorte de bulle plus ou moins perméable et résistante selon l'enquêté et son degré d'engagement. Elle le protège de l'influence de son entourage, des médias ou des caricatures et renforce sa politisation, sa légitimité et sa capacité d'influer sur l'extérieur.

Conclusion

Douze personnes ont été interrogées au cours de cette recherche. Douze personnes plus ou moins intéressées, préoccupées, concernées et engagées sur le sujet du transfert de l'aéroport de Nantes sur la commune de Notre-Dame-des-Landes. Certains ont pleinement participé à cette lutte devenue symbole ou soutenu ce projet vieux d'environ cinquante ans. D'autres au contraire sont très éloignés de la sphère militante liée à ce dossier majeur d'infrastructure, ce qui nous donne des entretiens inégaux en termes de contenu exploitable. Le mouvement social qui s'est structuré progressivement autour de ce projet constitue une forme de participation politique particulière. De par son intensité, sa complexité et sa longévité, ce conflit d'aménagement a changé de dimension, est devenu un sujet de société et a modelé fortement le comportement électoral de certains de nos enquêtés. Parce que ce projet d'aménagement local a pris une envergure politique et médiatique nationale, il influence même les personnes les moins engagées que nous avons rencontré, qui s'expriment et ont un avis sur cette question même lorsqu'ils ne la maîtrisent qu'assez peu.

L'étude de ce mouvement social d'une rare ampleur, permet d'interroger de nombreux comportements et représentations chez les individus avec qui nous nous sommes entretenus. Ainsi, si nos entretiens étaient au départ prévus pour étudier les déterminants du vote de nos enquêtés concernant la consultation qui a eu lieu en juin 2016 en Loire-Atlantique, nous avons pu affiner cette recherche. Nous avons réalisé que ce dossier maintenant très médiatisé et amplement politique, permettait d'éclairer le rapport à l'information et au politique des personnes interrogées au regard de différentes variables sociologiques comme la socialisation primaire, le degré d'engagement militant ou l'attachement au territoire de ces personnes. Ces entretiens nous permettent aussi d'appréhender l'influence de la politisation des enquêtés sur leur comportement électoral présent.

Au travers de ce projet d'aéroport et des réponses des individus interrogés, nous avons pu étudier l'influence de la socialisation primaire, mais aussi pu dégager l'influence du militantisme et de l'attachement territorial sur la politisation des personnes avec qui nous nous sommes entretenus. Ainsi, le militantisme est un facteur de politisation de premier ordre, *a fortiori* lorsqu'il est ancré familialement et constitue une sorte d'héritage. La famille peut tout particulièrement avoir une influence déterminante sur la politisation d'un individu lors des phases primaires de socialisation. Des systèmes de pensée et de valeurs sont transmis de parents à enfants et participent de la structuration idéologique et politique. Le rapport au

pouvoir, à l'ordre, ou à la loi par exemple, qui se répercutent parfois sur le vote des individus, peuvent avoir été transmis par les parents lors de la socialisation primaire. Ces transmissions seront plus efficaces et durables si plusieurs paramètres coexistent tels qu'une politisation et un intérêt porté au politique suffisant de la part des parents, des avis convergents dans le couple, ou encore une stabilité idéologique et électorale notable.

Le territoire ou plutôt l'attachement d'un individu à celui-ci, est enfin un autre élément saillant relevé dans nos entretiens, à influencer sur la politisation. Le territoire est un vecteur d'identité, de mobilisation identitaire, que chacun s'approprie à sa manière, créant un rapport individuel à l'espace. Le vécu et le perçu d'un territoire offrent aux habitants des points de repères pour penser et se représenter le politique. Il peut aussi être directement un élément déclencheur d'engagement politique lié à l'envie de défendre son cadre de vie, comme on l'a vu dans le cadre de ce projet d'aéroport, qui menace certains espaces dont les habitants se sont parfois mobilisés. Ces trois facteurs de politisation ne sont pas les seuls et agissent de concert et en complément les uns des autres pour *in fine* influencer les comportements électoraux des individus.

Ces éléments de politisation ne sont pas les seuls à intervenir dans le choix électoral des interrogés. Les médias et la manière de s'informer en générale, l'entourage, et la rhétorique de chaque camp dans ce conflit influencent également les comportements électoraux. Les médias sont critiqués mais toujours très utilisés et peuvent influencer sur les représentations et vision du monde de chacun. S'ils ne façonnent pas la pensée, ils mettent en lumière les sujets auxquels il faut penser. Leur influence est moins grande sur les plus politisés mais aussi sur ceux qui le sont le moins, car trop détachés de l'actualité et du monde politique. En outre, les plus politisés connaissent et maîtrisent le mieux la rhétorique des différents camps qui se confrontent dans ce dossier, et possèdent potentiellement la plus forte capacité d'influence sur leur entourage et les plus faibles probabilités d'être influencés par celui-ci, sauf dans le cas de la présence d'une personnalité encore plus engagée ou d'une figure symbolique. Les plus politisés mobilisent des référents idéologiques lorsqu'ils votent, à l'inverse des moins politisés. Ces derniers votent en fonction de déterminants moins idéologiques et ne maîtrisent que peu les différences existantes entre les valeurs traditionnellement associées à la gauche et celles associées à la droite. Ils votent en fonction d'éléments plus pragmatiques, de l'ordre du ressenti ou de la perception qu'ils ont d'un candidat. Lors de la consultation de juin 2016, les arguments des opposants et des porteurs du projet de transfert n'ont donc pas toujours été les déterminants principaux du vote.

Le degré d'engagement apparaît comme l'élément de distinction le plus saillant entre nos enquêtés. Il détermine un certain rapport à l'information, au politique, et forme politiquement les individus. C'est un élément déterminant pour appréhender le comportement politique des citoyens, y compris dans le cadre de cette consultation sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Socialisation primaire, militantisme et attachement au territoire sont donc trois des éléments influençant la politisation et le comportement politique d'un individu. Cette politisation, élément qui différencie le plus nos enquêtés, dans leur comportement électoral, détermine en partie un certain rapport aux médias et à l'information, au politique et au vote, ainsi qu'à la rhétorique des deux camps engagés dans ce conflit d'aménagement. Tous ces facteurs se combinent et exercent une influence plus ou moins importante selon chaque individu, et forment au final un modèle explicatif simplifié du vote.

Nous avons donc observé que lorsqu'ils votent, les électeurs ne se contentent pas de mobiliser des arguments, des connaissances purement politiques. Ils mobilisent également un ensemble de normes, de valeurs et de représentations qui dépassent les enjeux du vote en question. Par exemple, lorsque les enquêtés se sont exprimés lors de la consultation sur le projet de transfert de l'aéroport, ils ont mobilisé des arguments variés, qui ne sont pas forcément en lien direct avec les arguments des acteurs de ce conflit. On voit donc comment à partir d'un conflit, on peut étudier plus que le conflit en lui-même. L'exemple de Notre Dame des Landes nous a permis de nous intéresser à des questions plus générales : Comment les électeurs s'informent-ils et mobilisent-ils les arguments médiatiques dans leur discours ? Comment perçoivent-ils les arguments politiques ?... Si le conflit de Notre Dame des Landes et le vote lors de la consultation nous ont servi de point d'appui pour élargir notre réflexion, n'importe quel autre conflit d'envergure aurait permis d'aboutir à ce même résultat.

De par leurs divers degrés d'engagement dans ce conflit de Notre-Dame-des-Landes, nos enquêtés ne vont pas vivre l'avenir de ce projet de la même manière. L'incertitude reste toujours latente, la prochaine étape importante étant la remise de l'avis des médiateurs désignés par le nouveau Président de la République. Il est difficile de savoir quel scénario l'emportera, si l'aéroport sera construit ou si celui de Nantes-Atlantique sera agrandi et modernisé. Reste que démarrer les travaux de Notre-Dame-des-Landes suppose l'évacuation de la ZAD dans un contexte d'état d'urgence permanent justifié par le gouvernement par un

fort risque terroriste, lequel mobilise des forces de l'ordre semble-t-il sous tension. Quel que soit l'issue du projet, le combat contre cette infrastructure a été fondateur et s'est mué en symbole. Il a marqué la vie de certains des enquêtés, qui ont été forgé par cette lutte. Cela est moins vrai pour les individus moins engagés pour qui le scénario final ne changera que très peu de choses. Il pourrait d'ailleurs être intéressant de se pencher sur des parcours biographiques de militants très engagés une fois le combat terminé, pour mettre en exergue les tenants et aboutissants d'un tel engagement sur le parcours de vie d'un individu.

Table des annexes

I) Grille d'entretien	146
II) Tableau récapitulatif des entretiens	149
III) Tableau récapitulatif des enquêtés	150
IV) Tableau classant les communes de Loire-Atlantique par ordre croissant d'après le taux d'abstention lors de la consultation de juin 2016.....	151
V) Tableau classant les communes de Loire-Atlantique par ordre croissant d'après le pourcentage de « oui » lors de la consultation de juin 2016.....	153
VI) Tableau classant les communes de Loire-Atlantique par ordre croissant d'après le pourcentage de « non » lors de la consultation de juin 2016	155

Annexes

1) Grille d'entretien

1) Entrée en matière

-On vient d'apprendre il y a peu que la ZAD ne serait pas évacuée avant les présidentielles de Mai 2017. Ceci renforce l'incertitude autour de ce projet d'aéroport. Qu'en pensez-vous ?

-Croyez-vous que le projet se fera ?

-Cette question de l'aéroport vous préoccupe-t-elle ? Cela vous semble t-il important ?

2) Rapport à l'information sur l'aéroport et la consultation

➤ Médias

-Lisez-vous souvent les journaux ? Lesquels ?

-Etes-vous abonné à un journal, un magazine ?

-Comment vous informez-vous de manière générale ?

-Avez-vous des comptes sur les réseaux sociaux ? Si oui lesquels ? Pour quelles raisons ? Les utilisez-vous souvent ?

-Avez-vous internet ? L'avez-vous utilisé pour vous informer sur l'aéroport, sur la consultation ? Quels sites ?

-Suivez-vous l'actualité à propos de l'aéroport ? Si oui comment ? Si non, pour quelles raisons ?

-Avez-vous suivi l'actualité à propos de la consultation de Juin 2016 ? Si oui comment ? Quel(s) média(s) avez-vous utilisé(s) ?

-Etiez-vous en accord avec la manière dont les informations sur l'aéroport et la consultation étaient présentées par les médias ?

-Pensez-vous que les médias aient suffisamment parlé de la consultation ?

-Comment avez-vous su qu'il y allait y avoir un vote ?

-Selon vous, y a-t-il des médias pro et anti-aéroport ? Lesquels ?

-Avez-vous reçu les fascicules sur la consultation, des pro et des anti aéroport ? Les avez-vous lus ? Où les avez-vous reçus (boîte aux lettres, marchés, dans la rue...) ?

-Avez-vous déjà lu un livre sur l'aéroport ? Si oui lesquels ? Et comment les avez-vous obtenus ?

-Comme ceux de Françoise Verchère ou d'Hervé Kempf ?

➤ Réunions publiques

-Savez-vous s'il y a eu des réunions sur la consultation, d'organisées dans votre commune ? Si oui, savez-vous par qui,

-Y avez-vous participé ? Si oui/non, pour quelles raisons ?

-Vous ont-elles aidé à faire votre choix ? Pour quelles raisons ?

-Savez-vous si la mairie a prononcé un avis sur cette question ? A-t-elle une opinion claire à ce sujet ? Que pensez-vous de cet avis ?

➤ Les proches

-Avez-vous des proches qui sont impliqués pour ou contre le projet ? Quels proches ? Qu'en pensez-vous ? Sous quelles formes sont-ils impliqués ?

- Avec qui avez-vous déjà parlé de l'aéroport ? (collègues, paroisse, parents d'élèves, commerçants, profs, associations...)
- L'aéroport fait-il l'objet de discussions entre vous et vos voisins, amis, famille ? Est-ce l'objet de discordes ? Pour quelles raisons ?
- Est-ce quelqu'un a réussi à faire changer votre opinion sur le sujet ? Qui et de quelle manière ? En quel sens ?
- Pensez-vous que vous avez réussi à faire changer quelqu'un d'opinion sur ce sujet ? Comment, qui et en quel sens ?

3) Questions liées à la résidence

- Quel est votre lieu de naissance ?
- Où vivent les membres de votre famille ?
- Où avez-vous vécu jusqu'ici et combien de temps à chaque fois ? Dans un appartement (HLM, une maison ? Rural, banlieue, centre-ville ?)
- Depuis quand vivez-vous ici ?
- Êtes-vous locataire ou propriétaire ?
- Pour quelles raisons avez-vous emménagé ici ?
- Le projet d'aéroport a-t-il eu un impact sur votre choix résidentiel ? (comme une baisse des prix de l'immobilier)
- Vous plaisez-vous ici ? Qu'est-ce qui vous plaît/déplaît ? Globalement êtes-vous satisfait ?
- Participez-vous à la vie locale ? Comment ? Êtes-vous membre d'une association ?
- Allez-vous au marché ? Parlez-vous à vos voisins ? Allez-vous à l'église ? Êtes-vous croyant ? Où sont scolarisés vos enfants ?
- Avez-vous un projet de déménagement ? Pour quelles raisons ? Pour quel lieu ?
- Seriez-vous prêt à déménager si l'aéroport était transféré ?

4) Rapports et représentations liés au politique et à l'aéroport

➤ Au politique

- Comment vous positionnez-vous politiquement ? Vous diriez-vous plutôt de gauche, de droite, centriste... ? Pour quelles raisons ?
- Que signifie être de gauche pour vous ? Être de droite ? Quelles seraient les valeurs qui y seraient associées ?
- Vous sentez-vous proche d'un parti en particulier ? Le(s)quel(s) ? Pour quelles raisons ?
- Êtes-vous ou avez-vous déjà été engagé politiquement ? Militant ? Syndiqué ? Dans une association / ONG ? Vous êtes-vous déjà présenté à une élection ? Avez-vous déjà été sur une liste ? Vous a-t-on déjà sollicité ?
- Votez-vous à toutes les élections ? Pour quelles raisons ? Pour quelles élections votez-vous/ne votez-vous pas ? Pour quelles raisons ? Comment votiez-vous plus jeune ? Avez-vous toujours voté ? Vous êtes-vous toujours abstenu ?
- Êtes-vous ou vous êtes-vous déjà engagé pour certaines causes (social, SDF, migrants, IVG, LGBT...) ? Lesquelles ? Pour quelles raisons ? Quand ? Comment, de quelle manière ? Avec quelle intensité ?
- Que pensez-vous des gens qui s'abstiennent ? Que pensez-vous des gens qui votent ?
- Ce projet a-t-il été un élément déclencheur d'engagement politique pour vous ? Ou de retrait politique ? De méfiance ? Pour quelles raisons ? La question de l'aéroport a-t-elle fait évoluer votre opinion sur la politique / vos opinions politiques ?
- Que pensez-vous de l'attitude des gouvernements Valls ou Ayrault à ce sujet ? De celle de Ségolène Royale par exemple ?

-Avez-vous une idée des partis qui sont pro et anti aéroport ?

➤ A la consultation

-Avez-vous voté lors de cette consultation ? Si ou/non pour quelles raisons ? Qu'avez-vous voté ? Blanc ? Pour quelles raisons ?

-Votre entourage large a-t-il voté ? Pour quelles raisons ?

-Etes-vous allé voter ensemble (en famille) ?

-Votre entourage a-t-il eu une influence sur votre vote ou non-vote ? En quel sens ?

-La question qui a été posée lors de cette consultation vous paraît-elle claire ? (« Etes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes ? »)

-Que pensez-vous du fait que seule la Loire-Atlantique est pue voter lors de cette consultation ? Pour quelles raisons ? Trouvez-vous cela logique ?

-Pensez-vous que cette consultation était une bonne idée ? Pour quelles raisons ? Etait-elle légitime ?

-Pensez-vous qu'elle était un moyen de sortir du conflit ? Pour quelles raisons ?

-Saviez-vous qu'il y avait eu des appels au boycott de la part des anti aéroport ? Qu'en pensez-vous ?

-Que pensez-vous du résultat de la consultation ? (le oui à 55%)

➤ A l'aéroport et à des acteurs

-Allez-vous souvent à l'aéroport et qu'en pensez-vous ? Que pensez-vous de sa taille ? De son confort ? Des commerces ? De son accessibilité ? Faut-il l'agrandir ? Le rénover ? Le déplacer ?

-Un nouvel aéroport vous paraît-il utile ? En faut-il un deuxième ?

-Si le transfert se fait, qu'est-ce que cela changera pour vous ?

-D'après-vous, qui sont les pro et les anti aéroport ? Comment pourriez-vous les caractériser ?

-Que pensez-vous des arguments des pro aéroport : la création d'emplois ? Le développement régional ? Le rayonnement régional ? L'obsolescence de l'actuel aéroport ?

-Que pensez-vous des arguments des anti aéroport : Impact environnemental ? Inutilité du projet ? Le coût ?

-Comment vous situez-vous par rapport à ces enjeux environnementaux soulevés par les anti aéroport ? Nucléaire ? OGM ? Est-ce que vous mangez bio ? Allez-vous dans une AMAP ?

-Que pensez-vous des zadistes ? Pour quelles raisons ? Qui sont-ils d'après-vous ? Que font-ils sur la ZAD ?

-En avez-vous déjà rencontré ? En connaissez-vous ? Parlé avec eux ? A quelle(s) occasion(s) ?

-Etes-vous déjà allé sur la ZAD ?

-Avez-vous déjà signé des pétitions à propos de cette question ? Etes-vous déjà allé à des manifestations, des rassemblements ? Comment les avez-vous vécus ? Y avait-il eu des violences ? Qu'en pensez-vous ? Avez-vous les autocollants sur votre voiture ou ailleurs ?

5) Talon sociologique

-Date et lieu de naissance / sexe

-Statut marital / enfants (combien ? Que font-ils ?)

-Profession / du conjoint / des parents

-Lieu de travail et celui du conjoint ?

-diplômes / du conjoint / des enfants

-Parcours scolaire, formation ?

II) Tableau récapitulatif des entretiens

Personne	association en lien avec projet NDDL	fonction	date	lieu	durée
Marie-Jeanne	aucune		20/02/2017	domicile Bouguenais	1h38
Bernard	aucune		20/02/2017	domicile Bouguenais	1h38
Catherine	aucune		22/02/2017	domicile NDDL	2h06
Philippe	ex-ACIPA		22/02/2017	domicile NDDL	2h06
Jean	aucune		23/02/2017	domicile Bouguenais	55min
Éric	ACIPA	co-président	07/03/2017	domicile NDDL	2h21
Guy	COCETA	fondateur	24/04/2017	salle des associations Saint-Aignan de Gd-Lieu	1h53
Olivier	aucune		10/05/2017	domicile Nantes	1h20
Gilles	ACSAN	?	16/05/2017	domicile Nantes	1h39
André	ACSAN	?	16/05/2017	domicile de Gilles Nantes	1h39
Georgette	aucune		19/05/2017	domicile St Herblain	1h14
Marcel	aucune		24/05/2017	domicile Nantes	48min

Conception : N. Gogendeau

III) Tableau récapitulatif des enquêtés

LES ANTIS						
Prénom	date de naissance	lieu résidence	activité professionnelle	professions parents	militantisme	caractéristiques électoraux
Eric	1960	NDDL	ouvrier agricole	paysans	co-président ACIPA + CFDT	Gauche: EELV, PG, gauche du PS
Jean	1975	Bouguenais	steward	fonctionnaires	CFDT	centriste, très volatile
Marie-Jeanne	1947	Bouguenais	retraitee conseillère assurance	père livreur et mère concierge	non	droite depuis son mariage
Bernard	1939	Bouguenais	retraité de la Poste	agriculteurs	non	droite par rejet de la gauche
Catherine	1965	NDDL	aide à domicile	mère au foyer et père facteur	non	droite, volatile, attrait écologistes, vote FN en 2012
Philippe	1963	NDDL	contrôleur technique	mère employée communale et père mécanicien cycles	ex-ACIPA	droite, volatile, attrait écologistes, vote FN en 2012
LES PROS						
Prénom	date de naissance	lieu résidence	activité professionnelle	professions parents	militantisme	caractéristiques électoraux
Georgette	1945	St Herblain	retraitee prof sc. Physiques	viticulteurs	CFDT responsable départemental	Gauche, proche PS
André	? Début années 50	Nantes	retraité inspection académique	?	ACSAN	Partis gouvernementaux, anti-extrêmes
Gilles	? Fin années 50	Nantes	retraité urbaniste	?	ACSAN	Partis gouvernementaux, anti-extrêmes
Olivier	1984	Nantes	aide à domicile	mère institutrice et père photographe	non	centre-droit, volatile
Guy	1953	St Aignan de Gd-Lieu	retraité prof EPS	mère femme de ménage et père traicteur à Airbus et paysan	COGETA + CFDT + ex élu municipal	PS EELV
Marcel	1950	Nantes	retraité SNCF	mère au foyer et père SNCF	PCF + CGT + ex élu municipal	PCF

Conception : N. Gogneau

IV) Tableau classant les communes de Loire-Atlantique par ordre croissant d'après le taux d'abstention lors de la consultation de juin 2016

Communes	% abstention
Vigneux-de-Bretagne	24,9
Notre-Dame-des-Landes	25,0
Fay-de-Bretagne	27,7
Le Temple-de-Bretagne	27,8
Conquereuil	28,5
Puceul	30,6
Juigné-des-Moutiers	30,6
Bouvron	30,8
La Chevallerais	32,0
Héric	32,3
Grandchamps-des-Fontaines	32,4
Campbon	32,8
Louisfert	33,1
Lavau-sur-Loire	33,3
Pannecé	33,4
Casson	33,6
Vay	33,7
Le Gâvre	33,9
Saffré	34,0
Marsac-sur-Don	34,0
Saint-Aignan-Grandlieu	34,1
Nozay	34,4
La Grignonais	34,9
Bonnoeuvre	35,0
Abbaretz	35,1
Treillières	35,4
Trans-sur-Erdre	35,6
Blain	35,8
Sautron	36,2
Plessé	36,2
Malville	36,3
Quilly	36,7
Guémené-Penfao	36,8
Jans	36,9
Mouais	36,9
La Chapelle-Launay	37,0
Lusanger	37,5
Guenrouet	37,5
A vessac	37,6
Prinquiau	37,6

Saint-Gildas-des-Bois	37,6
Cordemais	37,8
Sucé-sur-Erdre	38,0
Treffieux	38,1
Sainte-Anne-sur-Brivet	38,2
Saint-Aubin-des-Châteaux	38,3
Fégréac	38,4
Ruffigné	38,5
Joué-sur-Erdre	38,6
Saint-Étienne-de-Montluc	38,6
Saint-Sulpice-des-Landes	38,7
Nort-sur-Erdre	39,0
Maumusson	39,1
Les Touches	39,2
Bouée	39,3
La Roche-Blanche	39,4
Moidon-la-Rivière	39,5
Pierric	39,6
Derval	40,0
Saint-Léger-les-Vignes	40,0
Sion-les-Mines	40,1
Mésanger	40,4
Ligné	40,4
Petit-Mars	40,5
Teillé	40,5
Grand-Auverné	40,6
Pouillé-les-Côteaux	40,6
Cheix-en-Retz	40,7
Saint-Vincent-des-Landes	40,9
Riaillé	41,1
Saint-Julien-de-Vouvantes	41,3
Issé	41,4
Couffé	41,5
Petit-Auverné	41,6
Bouaye	42,5
Sévérac	42,6
Brains	42,9
Saint-Lumine-de-Coutais	43,0
La Chapelle-sur-	43,2

Erdre	
La Boissière-du-Doré	43,2
Saint-Géréon	43,4
Drefféac	43,7
Mouzeil	43,7
Château-Thébaud	43,7
La Meilleraye-de-Bretagne	43,7
Mauves-sur-Loire	43,9
Mesquer	44,0
Saint-Fiacre-sur-Maine	44,0
Les Sorinières	44,1
Missillac	44,1
Massérac	44,1
Piriac-sur-Mer	44,3
La Chapelle-Glain	44,5
Le Cellier	44,6
Villepot	44,7
Saint-Mars-de-Coutais	45,0
Savenay	45,0
Saint-Jean-de-Boiseau	45,2
Sainte-Luce-sur-Loire	45,3
Saint-Nicolas-de-Redon	45,4
Préfailles	45,6
La Chapelle-des-Marais	45,7
La Bernerie-en-Retz	45,7
Saint-Mars-du-Désert	45,8
Rouans	46,0
Le Bignon	46,1
Vair-sur-Loire	46,2
Bouguenais	46,2
Montbert	46,2
Erbray	46,3
Basse-Goulaine	46,3
Assérac	46,5
Port-Saint-Père	46,6
Noyal-sur-Brutz	46,6
Pont-Saint-Martin	46,9
Haute-Goulaine	46,9
Orvault	47,0

Pontchâteau	47,0
Thouaré-sur-Loire	47,2
Oudon	47,2
Monnières	47,3
Saint-Mars-la-Jaille	47,3
Besné	47,3
Mouzillon	47,5
Vertou	47,5
Saint-Molf	47,5
Crossac	47,5
Maisdon-sur-Sèvre	47,7
Soulvache	47,7
Le Pin	47,8
Herbignac	47,8
Soudan	48,1
Rougé	48,1
Indre	48,4
Remouillé	48,4
La Haie-Fouassière	48,4
Saint-Colomban	48,7
La Chevrolière	48,7
Saint-Julien-de-Concelles	48,7
Saint-Hilaire-de-Clisson	48,8
La Montagne	48,9
Le Loroux-Bottreau	48,9
Saint-Hilaire-de-Chaléons	48,9
Saint-Lyphard	49,0
Les Moutiers-en-Retz	49,1
Fercé	49,1
Le Pallet	49,3
La Turballe	49,4
Carquefou	49,6
Loireauxence	49,8

Le Pellerin	49,9
Couëron	49,9
Sainte-Pazanne	49,9
Gétigné	50,0
Le Landreau	50,0
Divatte-sur-Loire	50,1
Châteaubriant	50,3
Le Pouliguen	50,3
Saint-Michel-Chef-Chef	50,3
La Remaudière	50,4
Saint-Lumine-de-Clisson	50,7
Chaumes-en-Retz	50,7
Clisson	50,7
Vallet	50,7
La Chapelle-Heulin	50,8
Aigrefeuille-sur-Maine	51,0
Boussay	51,2
Saint-Philbert-de-Grand-Lieu	51,2
La Plaine-sur-Mer	51,3
Rezé	51,5
Paulx	51,7
Frossay	51,8
Gorges	51,9
Corcoué-sur-Logne	52,0
Saint-André-des-Eaux	52,0
La Baule-Escoublac	52,0
Villeneuve-en-Retz	52,1
Batz-sur-Mer	52,3
Saint-Père-en-Retz	52,4
Saint-Brevin-les-Pins	52,4
Chauvé	52,5

Ancenis	52,7
Saint-Sébastien-sur-Loire	52,7
Saint-Herblain	52,8
Guérande	52,8
Saint-Viaud	52,9
La Limouzinière	53,0
Machecoul-Saint-Même	53,0
Vritz	53,2
Pornic	53,2
Nantes	53,4
Vue	53,4
La Marme	53,5
Vieillevigne	53,5
Saint-Étienne-de-Mer-Morte	53,7
Pornichet	53,7
Sainte-Reine-de-Bretagne	53,9
Geneston	54,0
Touvois	54,3
La Planche	54,4
Legé	54,7
Saint-Malo-de-Guersac	55,0
Le Croisic	55,0
Donges	55,6
La Regrippière	55,6
Saint-Joachim	56,0
Montrelais	56,4
Corsept	57,3
Paimboeuf	58,2
Montoir-de-Bretagne	59,5
Saint-Nazaire	59,6
Trignac	59,9

Conception : N. Gogendeau, données : Préfecture 44

V) Tableau classant les communes de Loire-Atlantique par ordre croissant d'après le pourcentage de « oui » lors de la consultation de juin 2016

Communes	% oui
Notre-Dame-des-Landes	26,4
Vigneux-de-Bretagne	30,6
Le Temple-de-Bretagne	31,8
Grandchamps-des-Fontaines	33,4
La Montagne	36,4
Casson	36,5
Le Pellerin	39,7
Fay-de-Bretagne	39,7
Malville	40,2
Sucé-sur-Erdre	42,1
Treillières	42,5
Saint-Jean-de-Boiseau	42,9
Paimboeuf	44,8
Clisson	45,3
Héric	45,5
Le Pallet	45,6
Saint-Mars-de-Coutais	45,8
Saint-Étienne-de-Montluc	46,6
Rezé	46,6
Vue	47,4
Maisdon-sur-Sèvre	47,7
Port-Saint-Père	48,2
Aigrefeuille-sur-Maine	48,2
Lavau-sur-Loire	48,2
Saint-Sébastien-sur-Loire	48,2
Les Moutiers-en-Retz	48,5
La Chapelle-sur-Erdre	48,7
Rouans	49,0
Frossay	49,1
Saint-Hilaire-de-Chaléons	49,1
Chauvé	49,2
Montbert	49,6
Saint-Fiacre-sur-Maine	49,7
Pornic	49,8
Nantes	50,1

Sainte-Pazanne	50,2
Bouvron	50,5
Bouguenais	50,7
Saint-Lumine-de-Clisson	50,8
Saint-Hilaire-de-Clisson	50,9
La Haie-Fouassière	51,0
Vieillevigne	51,1
Vertou	51,1
Brains	51,5
Cordemais	51,6
Saint-Philbert-de-Grand-Lieu	51,6
Campbon	51,7
Saint-Malo-de-Guersac	51,9
La Bemerie-en-Retz	51,9
Saint-Viaud	52,0
La Marne	52,0
Machecoul-Saint-Même	52,1
Château-Thébaud	52,5
Chaumes-en-Retz	52,7
Bouée	52,9
Savenay	52,9
Indre	53,0
Préfailles	53,0
Le Bignon	53,0
Saint-Léger-les-Vignes	53,2
Saint-Herblain	53,2
Saint-Nazaire	53,4
La Chevrolière	53,5
Corcoué-sur-Logne	53,6
Boussay	53,7
Saint-Colomban	53,8
Couëron	53,8
Saint-Molf	53,9
Corsept	54,0
La Chapelle-Launay	54,1
La Grigonnais	54,3
Petit-Mars	54,6
La Planche	54,8
Saint-Brevin-les-	54,9

Pins	
Legé	55,0
Sainte-Anne-sur-Brivet	55,0
Nort-sur-Erdre	55,1
Gétigné	55,3
La Chevallerais	55,5
Saint-Père-en-Retz	55,5
Villeneuve-en-Retz	55,7
Basse-Goulaine	55,9
Remouillé	56,0
La Plaine-sur-Mer	56,4
La Limouzinière	56,4
Monnières	56,5
Geneston	56,6
Mesquer	56,9
Sautron	56,9
Saint-Lumine-de-Coutais	57,3
Plessé	57,4
Oudon	57,4
Mouzillon	57,6
Le Croisic	57,7
Orvault	57,7
Blain	57,8
Mauves-sur-Loire	57,9
La Remaudière	58,1
Quilly	58,2
Gorges	58,2
Crossac	58,2
Saint-Joachim	59,0
La Chapelle-Heulin	59,0
Saint-Michel-Chef-Chef	59,0
Vallet	59,1
Guérande	59,1
Vay	59,2
Cheix-en-Retz	59,3
Paulx	59,3
Haute-Goulaine	59,3
Bonnoeuvre	59,4
Trignac	59,7
Les Sorinières	59,7
Bouaye	59,7
Donges	59,7

Montrelais	59,8
Batz-sur-Mer	59,8
Joué-sur-Erdre	60,2
Le Gâvre	60,3
La Turballe	60,4
Saint-Étienne-de-Mer-Morte	60,6
Saint-Lyphard	60,6
Guenrouet	60,6
Treffieux	60,7
Pouillé-les-Côteaux	60,8
Le Landreau	61,0
Montoir-de-Bretagne	61,1
Le Loroux-Bottereau	61,1
Fercé	61,2
Saffré	61,2
Trans-sur-Erdre	61,3
Saint-Julien-de-Concelles	61,3
Touvois	61,4
Le Cellier	61,8
Les Touches	61,8
Le Pouliguen	61,9
Sévérac	62,1
Saint-Mars-du-Désert	62,1
Ligné	62,3
Pont-Saint-Martin	62,5
Ancenis	62,5
Marsac-sur-Don	62,5
Couffé	62,7
La Regrippière	62,9
Herbignac	62,9
Assérac	63,0
Besné	63,1
La Chapelle-des-Marais	63,1

A vessac	63,4
Sainte-Luce-sur-Loire	63,4
Riaillé	63,5
Conquereuil	63,5
Thouaré-sur-Loire	63,6
Pontchâteau	64,0
Saint-André-des-Eaux	64,4
Pannecé	64,5
Divatte-sur-Loire	64,6
Fégréac	64,7
Loireauxence	64,8
La Boissière-du-Doré	65,0
Vritz	65,1
Teillé	65,1
Vair-sur-Loire	65,1
Piriac-sur-Mer	65,1
Carquefou	65,4
Soulvache	65,6
Prinquiau	65,7
Sainte-Reine-de-Bretagne	65,8
La Baule-Escoublac	65,8
Saint-Géréon	66,0
Massérac	66,1
Pornichet	67,1
Saint-Nicolas-de-Redon	67,3
Drefféac	67,7
Guémené-Penfao	68,1
Abbaretz	68,5
Missillac	68,8
Mouzeil	69,3
Saint-Gildas-des-Bois	69,3
Soudan	69,4
Nozay	69,9

Villepot	70,0
Jans	70,0
Le Pin	70,7
Puceul	70,7
Maumusson	70,8
Derval	71,5
Saint-Aignan-Grandlieu	71,7
Pierric	71,7
Mésanger	72,8
Châteaubriant	73,3
Petit-Auverné	73,3
Saint-Aubin-des-Châteaux	73,4
Juigné-des-Moutiers	73,8
Grand-Auverné	74,6
Saint-Mars-la-Jaille	74,8
Mouais	74,8
Rougé	75,9
Sion-les-Mines	76,1
La Roche-Blanche	76,4
Erbray	77,0
La Chapelle-Glain	77,0
Saint-Vincent-des-Landes	77,2
Louisfert	77,4
Moidon-la-Rivière	78,3
Saint-Julien-de-Vouvantes	78,4
Issé	79,7
Saint-Sulpice-des-Landes	79,8
La Meilleraye-de-Bretagne	81,0
Noyal-sur-Brutz	81,0
Lusanger	83,9
Ruffigné	85,1

Conception : N. Gogendeau, données : Préfecture 44

VI) Tableau classant les communes de Loire-Atlantique par ordre croissant d'après le pourcentage de « non » lors de la consultation de juin 2016

Communes	%non
Ruffigné	14,9
Lusanger	16,1
Noyal-sur-Brutz	19,0
La Meilleraye-de-Bretagne	19,0
Saint-Sulpice-des-Landes	20,2
Issé	20,3
Saint-Julien-de-Vouvantes	21,6
Moisdon-la-Rivière	21,7
Louisfert	22,6
Saint-Vincent-des-Landes	22,8
La Chapelle-Glain	23,0
Erbray	23,0
La Roche-Blanche	23,6
Sion-les-Mines	23,9
Rougé	24,1
Mouais	25,2
Saint-Mars-la-Jaille	25,2
Grand-Auverné	25,4
Juigné-des-Moutiers	26,2
Saint-Aubin-des-Châteaux	26,6
Petit-Auverné	26,7
Châteaubriant	26,7
Mésanger	27,2
Pierric	28,3
Saint-Aignan-Grandlieu	28,3
Derval	28,5
Maumusson	29,2
Puceul	29,3
Le Pin	29,3
Jans	30,0
Villepot	30,0
Nozay	30,1
Soudan	30,6
Saint-Gildas-des-Bois	30,7
Mouzeil	30,7
Missillac	31,3
Abbaretz	31,5

Guémené-Penfao	31,9
Drefféac	32,3
Saint-Nicolas-de-Redon	32,7
Pornichet	32,9
Massérac	33,9
Saint-Géréon	34,0
La Baule-Escoublac	34,2
Sainte-Reine-de-Bretagne	34,2
Prinquiau	34,3
Soulvache	34,4
Carquefou	34,6
Piriac-sur-Mer	34,9
Vair-sur-Loire	34,9
Teillé	34,9
Vritz	34,9
La Boissière-du-Doré	35,0
Loireauxence	35,2
Fégréac	35,3
Divatte-sur-Loire	35,4
Pannecé	35,5
Saint-André-des-Eaux	35,6
Pontchâteau	36,0
Thouaré-sur-Loire	36,4
Conquereuil	36,5
Riaillé	36,5
Sainte-Luce-sur-Loire	36,6
Avessac	36,6
La Chapelle-des-Marais	36,9
Besné	36,9
Assérac	37,0
Herbignac	37,1
La Regrippière	37,1
Couffé	37,3
Marsac-sur-Don	37,5
Ancenis	37,5
Pont-Saint-Martin	37,5
Ligné	37,7
Saint-Mars-du-Désert	37,9

Sévérac	37,9
Le Pouliguen	38,1
Les Touches	38,2
Le Cellier	38,2
Touvois	38,6
Saint-Julien-de-Concelles	38,7
Trans-sur-Erdre	38,7
Saffré	38,8
Fercé	38,8
Le Loroux-Bottereau	38,9
Montoir-de-Bretagne	38,9
Le Landreau	39,0
Pouillé-les-Côteaux	39,2
Treffieux	39,3
Guenrouet	39,4
Saint-Lyphard	39,4
Saint-Étienne-de-Mer-Morte	39,4
La Turballe	39,6
Le Gâvre	39,7
Joué-sur-Erdre	39,8
Batz-sur-Mer	40,2
Montrelais	40,2
Donges	40,3
Bouaye	40,3
Les Sorinières	40,3
Trignac	40,3
Bonnoeuvre	40,6
Haute-Goulaine	40,7
Paulx	40,7
Cheix-en-Retz	40,7
Vay	40,8
Guérande	40,9
Vallet	40,9
Saint-Michel-Chef-Chef	41,0
La Chapelle-Heulin	41,0
Saint-Joachim	41,0
Crossac	41,8
Gorges	41,8
Quilly	41,8
La Remaudière	41,9
Mauves-sur-Loire	42,1

Blain	42,2
Orvault	42,3
Le Croisic	42,3
Mouzillon	42,4
Oudon	42,6
Plessé	42,6
Saint-Lumine-de-Coutais	42,7
Sautron	43,1
Mesquer	43,1
Geneston	43,4
Monnières	43,5
La Limouzinière	43,6
La Plaine-sur-Mer	43,6
Remouillé	44,0
Basse-Goulaine	44,1
Villeneuve-en-Retz	44,3
Saint-Père-en-Retz	44,5
La Chevallerais	44,5
Gétigné	44,7
Nort-sur-Erdre	44,9
Sainte-Anne-sur-Brivet	45,0
Legé	45,0
Saint-Brevin-les-Pins	45,1
La Planche	45,2
Petit-Mars	45,4
La Grigonnais	45,7
La Chapelle-Launay	45,9
Corsept	46,0
Saint-Molf	46,1
Couëron	46,2
Saint-Colomban	46,2
Boussay	46,3
Corcoué-sur-Logne	46,4
La Chevrolière	46,5
Saint-Nazaire	46,6

Saint-Herblain	46,8
Saint-Léger-les-Vignes	46,8
Le Bignon	47,0
Préfailles	47,0
Indre	47,0
Savenay	47,1
Bouée	47,1
Chaumes-en-Retz	47,3
Château-Thébaud	47,5
Machecoul-Saint-Même	47,9
La Marné	48,0
Saint-Viaud	48,0
La Bernerie-en-Retz	48,1
Saint-Malo-de-Guersac	48,1
Campbon	48,3
Saint-Philbert-de-Grand-Lieu	48,4
Cordemais	48,4
Brains	48,5
Vertou	48,9
Vieillevigne	48,9
La Haie-Fouassière	49,0
Saint-Hilaire-de-Clisson	49,1
Saint-Lumine-de-Clisson	49,2
Bouguenais	49,3
Bouvron	49,5
Sainte-Pazanne	49,8
Nantes	49,9
Pornic	50,2
Saint-Fiacre-sur-Maine	50,3
Montbert	50,4
Chauvé	50,8
Saint-Hilaire-de-Chaléons	50,9

Frossay	50,9
Rouans	51,0
La Chapelle-sur-Erdre	51,3
Les Moutiers-en-Retz	51,5
Saint-Sébastien-sur-Loire	51,8
Lavau-sur-Loire	51,8
Aigrefeuille-sur-Maine	51,8
Port-Saint-Père	51,8
Maisdon-sur-Sèvre	52,3
Vue	52,6
Rezé	53,4
Saint-Étienne-de-Montluc	53,4
Saint-Mars-de-Coutais	54,2
Le Pallet	54,4
Héric	54,5
Clisson	54,7
Paimboeuf	55,2
Saint-Jean-de-Boiseau	57,1
Treillières	57,5
Sucé-sur-Erdre	57,9
Malville	59,8
Fay-de-Bretagne	60,3
Le Pellerin	60,3
Casson	63,5
La Montagne	63,6
Grandchamps-des-Fontaines	66,6
Le Temple-de-Bretagne	68,2
Vigneux-de-Bretagne	69,4
Notre-Dame-des-Landes	73,6

Conception : N. Gogendeau, données : Préfecture 44

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY E., 2014, L'altermondialisme, in PIGENET M. et al., *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, Paris, p607-614
- AUGE M., 1992, *Non-lieux, Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Seuil, Paris, 150p
- AVRY L., 2010, *La concurrence territoriale autour du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes*, compte-rendu Cafés géographiques de Rennes
- BACQUE M-H., REY H., SINTOMER Y. (dir), 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative, une perspective comparative*, La Découverte, Paris, 307p
- BARBE F., 2016, La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique, *Norois*, numéro 238-239, 23p
- BARGEL L., 2009, *Politisisation, Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences-Po, p510-517
- BOULLIER D., 2016, *Sociologie du numérique*, Armand Colin, Paris, 350p
- BOY D., MAYER N., 1997, *L'électeur a ses raisons*, Presses de Sciences-Po, Paris, 407p
- BOWERS J., JENNINGS M. K., STOKER L., 2009, Politics across Generations: Family Transmission Reexamined, *The Journal of Politics*, volume 71, numéro 3, p782-799
- BRECHON P., 2006, *Comportements et attitudes politiques*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 189p
- BROUTELLE A-C., 2011, La politique, une affaire de famille(s) ?, *Idées économiques et sociales*, numéro 166, p31-38
- BULLE S., 2016 a, Il faut défendre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, *Multitudes*, numéro 62, p16-21
- BULLE S., 2016 b, Une Expérimentation Territoriale Utopique : La ZAD Notre-Dame-Des-Landes. Premiers Éléments De Genèse Politique, Séminaire ETAPE n° 20, « Entre théorie et pratique : le Comité invisible et Notre-Dame-des-Landes », 5 février 2016, *Grand-Angle-Libertaire.net*
- CARROUE L., CIATTONI A., VEYRET Y., 2011, Géographie et géopolitique de la mondialisation, coll. Initial, Hatier, Paris, 266p
- CATHERIN V., 2000, *La contestation des grands projets publics. Analyse microsociologique de la mobilisation des citoyens*, L'Harmattan, Paris, 332p
- DARMON M., 2006, *La socialisation*, Armand Colin, Paris, 127p

- DIDIER-FEVRE C., 2012, Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoires des identités, *Les Clionautes*
- DUVAL E., 2016, Vol retour sur la consultation relative au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, *La Revue des droits de l'Homme, Actualités Droits-Libertés*
- DUVOUX N., 2011, Territoire, *Sociologie, Les 100 mots de la sociologie*
- FIJALKOW Y., 2007, *Sociologie des villes*, La Découverte, Repères Sociologie, Paris, 121p
- FILLEULE O. (dir.), 2005, *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 319p
- GRANJON F., 2014, Médias dominants, mouvements sociaux et mobilisations informationnelles, in PIGENET M. et al., *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, Paris, p681-687
- KEMPF H., 2014, *Notre-Dame-des-Landes*, Seuil, Paris, 160p
- LAHIRE B., 2004, *La culture des individus, Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, Paris, 778p
- MARTIN J-P., 2014, Des paysans contestataires et novateurs (années 1960 – début du XXIe siècle), in PIGENET M. et al., *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, Paris, p464-474
- MASSON P. (dir.), 2013, *Sociologie de Nantes*, La Découverte, Paris, 126p
- MATHIEU L., 2011, *La démocratie protestataire : mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Presses de Sciences-Po, Paris, 173p
- MATONTI F., POUPEAU F., 2004, Le capital militant. Essai de définition, *Actes de la recherche en sciences sociales*, numéro 155, p4-11
- MERCKLE P., 2016, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, Paris, 125p
- NEVEU E., 2015, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 127p
- OLLITRAUT S., VILLALBA B., 2014, Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises, in PIGENET M. et al., *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, Paris, p716-723
- PAGIS J., 2011, Incidences biographiques du militantisme en Mai 68, *Sociétés contemporaines*, numéro 84, p25-51
- PAGIS J., 2014, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Sciences-Po les presses, Paris, 339p
- PAILLOUX A-L., 2015, Zone d'aménagement différé contre « zone à défendre ». Analyse d'une lutte pour l'autonomie dans/de l'espace rural, *Justice spatiale*, numéro 7, Droit au village, 26p

- PAQUOT T., 2011, Qu'est-ce qu'un territoire ?, *Vie sociale*, p23-32
- PARLATI L., 2013, Questionner la notion de politisation : définitions, usages et repérages, Appel à contribution, *Calenda*
- RENARD J., RIALLAND-JUIN C., 2013, Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : les rebonds d'un aménagement conflictuel, *Géoconfluences*
- RIALLAND-JUIN C., 2016, Le conflit de Notre-Dame-des-Landes : les terres agricoles, entre réalités agraires et utopies foncières, *Norois*, numéro 238-239, 13p
- RIEFFEL R., 2015, *Sociologie des médias*, Ellipses, Paris, 231p
- RIUTORT P., 2014, *Précis de sociologie*, Presses universitaires de France, Paris, 650p
- RIVIERE J., 2016, Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, *Norois*, numéro 238-239, 15p
- SAINTY J., 2014, Contextualiser les comportements politiques par le territoire, *L'Espace Politique*, numéro 23
- SOMMIER I., 2001, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, Paris, 128p
- SUBRA P., 2014, *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Armand Colin, Paris, 352p
- SUBRA P., 2016, *Zones à défendre de Sivens à Notre-Dame-des-Landes*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 119p
- TISSOT S., 2010, De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures, *Regards sociologiques*, numéro 40, p99-109
- TOURNIER V., 2010, Le rôle de la famille dans la transmission politique entre les générations, histoire et bilan des études de politisation, *Politiques sociales et familiales*, numéro 99, p59-72
- YSMAL C., 1990, *Le comportement électoral des Français*, La Découverte, Paris, 124p
- <http://acsan.info/>
- <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/270616/notre-dame-des-landes-vers-un-conflit-de-legitimite-democratique>
- <http://cafe-geo.net/zad-quand-l-aménagement-seme-la-discorde/>
- <http://fresques.ina.fr/auran/fiche-media/Auran000107/le-nucleaire-du-pellerin-au-carnet.html>
- <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/metropole-dequilibre>

<https://lundi.am/De-la-ZAD-aux-Communaux-Partie-I>

<http://plogoff-chronique-de-la-lutte.over-blog.com/2014/11/erdeven-le-pellerin-une-deja-longue-histoire-avant-plogoff.html>

<http://presse-nddl.e-monsite.com/pages/historique-du-projet.html>

<https://reporterre.net/Grands-projets-inutiles-le-delire-continue-Voici-la-carte-des-resistances>

<https://reporterre.net/Avant-Notre-Dame-des-Landes-le-fiasco-du-referendum-sur-la-gare-de-Stuttgart>

<http://sagl.coceta.org/>

<https://www.acipa-ndl.fr/>

<http://www.cartesfrance.fr/geographie/>

<https://www.debatpublic.fr/projet-daeroport-notre-dame-landes>

<https://www.desailespourloest.fr/>

<http://www.jssj.org/article/zone-damenagement-differe-contre-zone-a-defendre-analyse-dune-lutte-pour-lautonomie-dans-de-lespace-rural/>

http://www.lavie.fr/actualite/france/le-transfert-de-l-aeroport-de-nantes-va-permettre-un-reequilibrage-entre-le-nord-et-le-sud-loire-13-11-2012-33199_4.php

<http://www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2016/07/notre-dame-des-landes-un-non-de-gauche-analyse-du-geographe-jean-riviere-mediapart-29-juin-2016.html>

<https://www.mediapart.fr/studio/panoramique/la-zad-ca-marche-ca-palabre-cest-pas-triste>

<http://www.media-web.fr/le-projet-d-aeroport-de-notre-dame-des-landes-est-il-justifie-80-101-2230.html>

<http://www.rfi.fr/europe/20111127-alle-magne-victoire-oui-referendum-nouvelle-gare-stuttgart>

<http://zad.nadir.org/IMG/pdf/zad-situation-2016-juillet.pdf>

(Liens effectifs au 25/10/17)

Table des figures

Figure 1: La ZAD, une zone bocagère entre deux axes routiers majeurs	20
Figure 2: Situations géographiques de l'aéroport Nantes-Atlantique et de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.....	21
Figure 3: La ZAD : un espace occupé parfois illégalement, terre d'expérimentations diverses	31
Figure 4 : Chronologie du conflit de Notre-Dame-des-Landes depuis 2007.....	32
Figure 5 : Carte des taux d'abstention par commune, de la consultation de juin 2016 sur le transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes.....	38
Figure 6: Carte du vote « oui » (en pourcentage des votes exprimés) au transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, par commune, à la consultation de juin 2016.....	41
Figure 7: Carte du vote « non » (en pourcentage des votes exprimés) au transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, par commune, à la consultation de juin 2016.....	42
Figure 8 : Carte de la répartition des communes ayant voté « oui » et des communes ayant voté « non » lors de la consultation de juin 2016 sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes	43
Figure 9: Carte des résultats au second tour de la présidentielle de 2012, par commune, en Loire-Atlantique	45
Figure 10: Carte des résultats du premier tour des élections législatives de 2012, par commune, en Loire-Atlantique.....	46
Figure 11 : Carte représentant la couleur politique des candidats arrivés en tête du premier tour des élections municipales de 2014, en Loire-Atlantique.....	47
Figure 12 : Tableau récapitulatif des titres de presse utilisés par nos enquêtés	81
Figure 13 : Tableau récapitulatif des sources d'information mobilisées par nos enquêtés.....	95
Figure 14: Tableau récapitulatif des arguments principaux des pro et des anti-aéroport.....	139

Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	7
I) La consultation de juin 2016 sur le transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des Landes: le dernier épisode d'un conflit vieux de cinquante ans.....	17
I.1 Historique de la mobilisation : les grandes étapes d'un conflit devenu symbole ..	17
I.1.1 Les décennies 60 et 70 ou les prémices du projet déjà contesté d'un nouvel aéroport, jusqu'au coup d'arrêt des chocs pétroliers.....	17
I.1.2 2000 et 2008, dates clefs dans la relance du projet et de la contestation	24
I.2 La consultation de juin 2016 : analyse sociogéographique des résultats.....	33
I.2.1 Présentation du dispositif de la consultation : dernière étape du conflit, un outil stratégique du pouvoir	33
I.2.2 Analyse des résultats du scrutin.....	37
II) L'influence des éléments de socialisation des interrogés sur l'intérêt porté au politique	49
II.1 Une socialisation primaire créatrice de comportements électoraux qui perdurent	49
II.1.1 Religion, classe sociale ou positionnement politique des parents, des éléments clefs de socialisation transmis aux enfants et influençant leur rapport au monde	49
II.1.2 Une transmission qui perdure plus ou moins et se retrouve dans les comportements électoraux.....	52
II.2 le militantisme : un élément de politisation	57
II.2.1 Eléments de définition	57
II.2.2 Le militantisme, un vecteur de politisation qui diffère grandement d'un enquêté à l'autre	59
II.3 L'attachement au territoire, source de politisation	67
II.3.1 Explication théorique de la capacité d'influence d'un territoire sur la politisation d'un individu.....	67
II.3.2 Des enquêtés parfois concernés par l'influence de cet attachement au territoire sur leur politisation	71
III) Le rapport global à l'information, au politique et au vote, des individus consultés	79
III.1 Un rapport ambivalent aux médias et aux réunions d'informations sur le projet d'aéroport.....	79
III.1.1 Rapport des enquêtés aux médias traditionnels.....	79
III.1.2 Rapport des enquêtés aux réseaux sociaux, à internet et aux réunions d'information.....	87

III.2 Le rôle de l'entourage dans la décision du vote	96
III.2.1 L'influence de l'entourage sur les opinions des enquêtés	96
III.2.2 L'influence de l'enquêté sur l'opinion de l'entourage	100
III.3 Une représentation parfois floue de la politique.....	104
III.3.1 Un manque de connaissance politique	104
III.3.2 Une reprise des discours dominants, et un vote qui mobilise des catégories de pensée différentes d'un enquêté à l'autre	115
III.4 Les représentations communes des deux camps l'un sur l'autre au vu des arguments avancés.....	126
III.4.1 Rapport des enquêtés aux arguments des soutiens du projet d'aéroport	127
III.4.2 Rapport des enquêtés aux arguments des opposants au projet d'aéroport..	133
Conclusion	141
Table des annexes.....	145
Annexes.....	146
Bibliographie.....	157
Table des figures.....	161
Table des matières.....	162

Résumé

Depuis près de cinquante ans, un intense conflit d'aménagement secoue le bocage de l'arrière-pays nantais. Il concerne un projet de transfert de l'aéroport actuel de Nantes sur la zone rurale de Notre-Dame-des-Landes. De nombreux habitants locaux se sont rapidement mobilisés contre ce projet, rejoints progressivement par d'autres acteurs dans leur combat contre ce transfert soutenu par les édiles nantais, de Loire-Atlantique et l'État. Avec l'occupation de la ZAD (Zone à Défendre), le conflit est entré dans une autre dimension en devenant le symbole du combat contre le capitalisme et ses grands projets inutiles et nuisibles. En 2016, le gouvernement français décide de lancer une consultation au sujet du transfert pour sortir de ce conflit. Le « oui » au transfert l'emporte mais ne débloque en rien la situation. Nous avons dans ce travail, interrogés douze personnes plus ou moins impliquées pour ou contre ce projet, pour tenter de comprendre les déterminants de leur vote durant la consultation. Ainsi, ils affichent des rapports à l'information et au politique très différents et une politisation conditionnée par des éléments divers. Nous étudions donc dans ce travail, dans quelle mesure la socialisation primaire, la politisation des individus et leur manière de s'informer sur cette question de Notre-Dame-des-Landes, ont un effet sur leur positionnement à propos de ce conflit.

Mots-clefs : Notre-Dame-des-Landes – aéroport – militance – mouvement social - consultation

Abstract

For nearly fifty years, an intense country-planning conflict takes place in the bocage hinterland of Nantes, France. It is about the transfer of the airport of Nantes to the weakly urbanised area of Notre-Dame-des-Landes. Many locals organized against this project, progressively joined by other outside stakeholders in their fight against this transfer, which is supported by the political sphere of Nantes and the Loire-Atlantique administrative area. With the occupation of the ZAD (“Zone à Défendre: zone to be protected”), the conflict has taken another dimension, by becoming the symbole of a fight against capitalism and its “useless and harmful projects”. In 2016, the French government decided to implement a consultation about the transfer to find a way to resolve the conflict. The majority of the votants supported the transfer, but the situation remains blocked. In this thesis, twelve people more or less concerned with the airport project, have been interviewed in order to understand their vote and the determinants of the latter. Moreover, they have different relations with the media and the political sphere, and their political socialization is condition by varied elements. We will therefore study in what way the primary socialization, the people political culture, and their way of inquiring about the issue of Notre-Dame-des-Landes, have an effect on their positioning on this conflict.

Key-words : Notre-Dame-des-Landes – airport – activism – social movement - consultation